



**HAL**  
open science

## La France de demain vue par les jeunes d'aujourd'hui

Jean Viard, Sonja Boué

► **To cite this version:**

Jean Viard, Sonja Boué. La France de demain vue par les jeunes d'aujourd'hui. [Rapport de recherche] Centre national de l'entrepreneuriat(CNE); Délégation Interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (DATAR). 2010, 163 p. hal-02186001

**HAL Id: hal-02186001**

**<https://hal-lara.archives-ouvertes.fr/hal-02186001>**

Submitted on 17 Jul 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ASRLF

CONVENTION 92/42

E. 99. 2485

J.L. Cequizou.

# La France de demain vue par les jeunes d'aujourd'hui

Jean Viard  
avec la collaboration de Sonja Boué

1

Collection

**Du même auteur**

## Introduction

### UNE CONSULTATION ORIGINALE

#### 1ère partie

#### LES GRANDS THEMES ORGANISATEURS

##### 1. L'angle des regards

*"Il fallait s'organiser"*

*"Que ce travail ne soit pas vain"*

##### 2. "Un atout majeur, nous"

*Vivre et travailler au pays*

*L'immigration*

*Les questions de la famille*

##### 3. Un espace à réorganiser

*Libérer l'espace*

*La France mise en parcs*

*Des conceptions renouvelées de l'espace rural*

*Des propositions à méditer*

##### 4. Villes et banlieues

*Banlieues*

*Les déséquilibres spatiaux*

*Les réseaux*

*Des propositions à méditer*

##### 5. Travailler, produire

*La perception du chômage*

*Des solutions partielles*

*Le tourisme*

*La pêche*

*Mais pour produire, il faut former*

*Une conception de l'activité*

*Des propositions à méditer...*

##### 6. La question agraire

*La structure du monde rural*  
*Seule une agriculture de qualité*  
*La filière bois*  
*Les biocarburants*

## **7. Une société de la mobilité**

*Libérer l'homme en équilibrant les distances*  
*Dans la ville*  
*La place du rail*  
*Les voies navigables et le cas du canal Rhin-Rhône*  
*Les perspectives portuaires*  
*Les transports aériens*  
*Les "NTIC"*

## **8. Les enjeux territoriaux**

*Les identités*  
*Les langues*  
*L'idée de la région*  
*Les hiérarchies*  
*L'Europe et le problème des limites*

**Conclusion : Un monde local complet**

## **2ème partie**

### **LES PERSPECTIVES SPATIALES**

#### **1. Les régions d'ici 2015**

#### **2. Un découpage régional en question**

*Des limites éternellement contestées*  
*Pour des stratégies de fusion*  
*Alliances régionales*  
*Alliances transfrontalières*

**Conclusion : L'espace comme levier d'action**

**Conclusion**

**DEJA DEMAIN**

# Introduction

## Une consultation originale

En 1992, pour la première fois, on a demandé à plus de dix mille lycéens leurs avis sur l'aménagement du territoire et leur vision de la France en 2015. Pendant des semaines, dans 424 classes de première des lycées de France métropolitaine et des départements et territoires d'Outre-Mer, élèves et enseignants de première se sont passionnés pour ces thèmes, ont interviewé notables et responsables, parcourant les services techniques de l'Etat et des collectivités locales, fouillant les centres de documentation. Ils se sont familiarisés avec des cartes de l'Europe et de leur région, piochant dans les dossiers statistiques, débattant du sens de cette documentation accumulée.

Surtout, ils ont rêvé ensemble leur avenir et leur désir de vivre leur vie de demain, là où ils sont aujourd'hui ou ailleurs, leur désir de partir ou leur crainte de devoir partir. Ils se sont posé, en adultes, des problèmes généralement réservés aux spécialistes. Ils sont sortis de leur statut de lycéens pour se projeter dans leur rôle futur d'organiseurs de leur territoire.

Derrière le projet, la démarche et les dossiers réalisés, il faut garder en mémoire les centaines de petits groupes qui ont travaillé ensemble, écrivant à la main trois pages sur la démographie de leur région ou ses problèmes de pollution, soigneusement recopiées par celui qui a la plus belle plume ou dactylographiées par un élève qui suit un cours d'informatique, parfois même dans une autre classe.

Bien sûr, les élèves n'étaient pas seuls : leurs professeurs d'histoire-géographie ont joué un rôle dans cette aventure, différemment d'une classe à l'autre, d'une personnalité à l'autre. Certains ont laissé leurs classes très autonomes, leur permettant toute liberté de ton et de forme ; d'autres ont directement contribué à la dynamique de la démarche ; certains même ont repris le travail pour lui donner une forme finie, plus professionnelle. Dans tous les cas, leur rôle essentiel ne doit pas être oublié.

Des assemblées régionales des classes sélectionnées eurent lieu, dans lesquelles les élèves votaient pour désigner, sans intervention des adultes, la classe lauréate qui représenterait la région au niveau national... Les votes étaient d'une stratégie

subtile, portant tantôt sur le dossier le plus apprécié, tantôt, à l'inverse, sur un dossier plus léger ou sur un lycée d'une petite ville, pour empêcher un grand lycée de la capitale régionale de gagner le concours. Car, s'il était question de représentation, il est apparu partout important de dire non à l'organisation hiérarchique et parfois arrogante du centralisme régional ou national. On vit même des lycéens donner leurs voix à un lycée qu'on pensait battu d'office pour augmenter leurs propres chances...

La finale eut lieu dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, récemment médiatisé avec le grand oral du président de la République sur l'Union européenne. Les usagers d'un jour se groupèrent par classes pour soutenir leurs camarades qui défendaient leurs couleurs à la tribune. L'ambiance, contenue par Henri de Virieu, se situait entre celle d'un match de l'OM et la finale de Roland-Garros.

L'ensemble des travaux forme une radioscopie de la société telle qu'elle est représentée par ces futurs responsables. Ils y expriment leurs craintes, leurs espérances et même, en quelque sorte, leurs oublis, volontaires ou non, qui en tout état de cause renvoient à nos propres silences. C'est cela que nous avons tenté de rassembler dans ce livre : le dit, le suggéré, l'oublié, l'espéré, le craint, le désiré... Le texte restera fragmentaire, bien sûr, car la matière est considérable et nous ne prétendons pas être exhaustifs dans la présentation des travaux réalisés. C'est de l'exemplarité de cette démarche et du travail accompli que nous voulons rendre compte.

Au cours de ce voyage à l'intérieur de notre territoire, nous rencontrerons les caractéristiques des regards de cette génération lycéenne. Nous verrons où les jeunes se sentent chez eux, ce qui leur paraît générateur de développement, leurs visions de l'économie, du pouvoir, leurs idées de l'égalité, l'importance du monde rural, les espérances pour leurs villes, leurs idées de "la" ville, leurs inquiétudes face à une société hiérarchisée..., l'attente plus égalitaire du monde, enfin. Nous tâcherons de faire parler les thèmes sur lesquels ils s'expriment peu : les banlieues, les immigrés, les départements..., en citant les bribes de textes livrés comme par mégarde à la méditation.

La parole est celle qui nous est parvenue par les documents, soit utilisée sous forme de citations, soit, comme dans la deuxième partie, sélectionnée région par région pour dresser un portrait du présent et un projet d'avenir possible. Ce livre devrait se feuilleter comme un atlas de France continentale et d'Outre-Mer, un atlas dressé en partie à la main, souvent au crayon de couleur, un atlas de lycéens produit par des copistes imaginatifs. Libres restent notre analyse et notre commentaire.

Tout au long de l'ouvrage, nous rencontrerons les valeurs et les utopies qui sous-tendent les réflexions : comment le monde est rêvé, les désirs d'action, de solidarité, les liens avec le monde rural, la ville qui fait peur, le futur désiré... Point de scénario catastrophe dans ces travaux : la situation catastrophique, pour eux, c'est le plus souvent le maintien du présent. On est loin ici de l'information quotidienne, mais peut-être pas si loin que cela de la réalité : le foisonnement des propositions, voire des idées *a priori* farfelues – que nous citerons tout le long du livre – révèle, bien au-delà de la fougue avec laquelle la parole offerte a été saisie, une forte quête de sens et d'espoir.

## Première partie

# LES GRANDS THEMES ORGANISATEURS

## L'angle des regards

«Vu du lycée d'Ambert, l'aménagement régional, c'est avant tout le panneau à l'entrée du lycée : "Lycée Blaise-Pascal, Région Auvergne", qui a été apposé après la réfection des façades.»<sup>[14]</sup>

«Au lycée Marmontel de Mauriac, sous-préfecture rurale de 5000 âmes (Auvergne), l'invitation de la DATAR à participer à un concours d'idées sur l'aménagement du territoire a été acceptée avec beaucoup d'espoir.»<sup>[22]</sup>

«Cette région nous plaît, nous y sommes bien, nous voulons y rester, y vivre, y travailler. Nous en serons *les partenaires demain*. Alors quels sont les aspects à privilégier, les qualités à développer, les combats à livrer, les pièges à éviter ? Que faire pour que la région "aille bien" ? Quel cadre voulons-nous ? Nous nous sommes risqués à formuler quelques suggestions. Notre niveau, par définition, manque d'altitude, bien des paramètres nous échappent et nous sommes loin de maîtriser des concepts compliqués et interactifs. Aussi demandons-nous quelque indulgence pour des jugements trop sévères ou un optimisme débordant et peu réaliste.»<sup>[124]</sup>

«Vous avez pleuré devant la misère du monde ouvrier en lisant *Germinal*, d'Émile Zola ? Vous vous êtes moqués des Groseilles et des Lesquennois ? Vous vous êtes laissé bercer par *le Nord c'était les corons* ? Vous vous rivez à votre poste pour voir l'enfer des pavés du Nord lors du Paris-Roubaix ? Vous êtes convaincus que *Maria Vandamme* décrit la réalité quotidienne du Nord au XXe siècle ? Depuis quand n'êtes-vous pas venus nous voir ? Mais pourquoi perdriez-vous votre temps dans cette région où règne l'insécurité, où menace le chômage et où on vit encore comme au XIXe siècle ? Aucune raison. Sauf, peut-être, pour découvrir une région où il ne pleut pas tout le temps, où on veut donner à chacun sa chance, où les industries commencent à fleurir sans prendre le pas sur l'environnement, où les arts s'épanouissent... où il fait bon vivre. Il reste pourtant beaucoup à faire et maintenant que vous êtes dénués de vos préjugés, venez avec nous et partagez notre projet d'avenir.»<sup>[88]</sup>

\* Les numéros entre crochets renvoient aux établissements dont nous avons eu les rapports (voir en fin d'ouvrage).

En toutes régions et, quelle que soit l'image qui en soit donnée habituellement, s'expriment un discours d'amour du territoire et une conviction de ses atouts esthétiques et touristiques et de ses possibilités de développement. Cette appréciation des qualités des sociétés locales est unanime, même si, dans leur propre perspective d'avenir, certains se voient émigrer de leur région tandis que d'autres envisagent de rester sur place. C'est à cet

enracinement dans le local que tient la grande originalité de ces travaux : la France y est regardée de quatre cents lieux différents et chacun la décrit à partir de là où il vit ; un peu comme si on avait lancé quatre cents petites pierres dans un étang aux formes de la France et que chacun des ronds se diffusait. A partir de là, la totalité nationale est perçue à travers le prisme des voisinages. En Alsace ou en Bretagne, régions d'identités culturelles anciennes les analyses vont montrer une forte perception des altérités ; en Bourgogne ou en Poitou-Charentes, parfois en Rhône-Alpes, nous sommes dans des régions "fédératrices" et ce sont les relations entre les sous-ensembles régionaux qui vont occuper le devant de la scène ; ailleurs, par exemple en Limousin, une entreprise vient de fermer et les jeunes se font l'écho du drame de leurs parents ; ailleurs encore, Mayotte, La Réunion ou la Corse, îles plus ou moins lointaines de la métropole, sont en proie à un sentiment de relatif délaissement...

Si la position géographique joue un rôle dans la manière de voir, elle influence aussi la manière de dire. Certains se font porte-parole de revendications traditionnelles, perçues comme traditionnellement insatisfaites ; d'autres découvrent davantage un territoire régional qu'ils connaissaient mal, soit parce qu'ils n'en sont pas natifs, soit que son apprentissage ne fasse pas directement partie de leur programme scolaire. D'autres encore sont déjà en discussion d'égal à égal avec les responsables et développent leurs arguments avec force.

Alors on voit poindre de nombreux "rêves d'ingénieurs" comme si, s'affrontant pour la première fois à une carte, les lycéens éprouaient une sorte de jubilation à tirer des traits qui devraient devenir des routes, des autoroutes, des TGV, à dessiner des villes radieuses et futuristes, ou encore à multiplier les parcs ou programmer de grandes forêts comme les ingénieurs des Eaux et forêts ne se privaient pas de le faire à l'époque de la royauté.

Il règne une sorte d'homogénéité régionale dans l'ambiance et le ton des textes : les classes n'ont certes pas travaillé ensemble mais, sans croire à une culture proprement régionale, on peut avancer un certain art de voir et de travailler qui fonctionne selon l'environnement, l'urbanisation, les vocations internationales ou non, le potentiel des grandes écoles, des logiques de carrière des enseignants, etc. C'est ainsi que les territoires lointains de la métropole ou la Corse s'instaurent en véritables porte-parole de "leur population", alors que des jeunes géographiquement et peut-être sociologiquement moins éloignés des réseaux de décision de la République paraissent intervenir comme à leur place future dans le tour de table des grands débats d'aménagement.

*"Il fallait s'organiser"*

Souvent les lycéens exposent leur manière de travailler : «Tout était flou, mais il fallait s'organiser... Un concours d'accord, mais sans l'aide du prof ou presque...» [64] Mais ce travail a permis «de découvrir la région, d'apprendre à prendre des initiatives : contacter les administrations, communiquer avec des personnes notoires de la région, être indépendants, travailler en groupe sans l'aide du professeur vite et bien». Aussi les dossiers peuvent être «le fruit d'heures "sup" nombreuses... On ne peut pas dire que nous ayons été d'accord tout le temps... Pardonnez-nous les maladresses car notre prof a tout laissé passer ou presque : ce n'était pas SON travail. Savourez l'authentique, le culotté, le naïf, le péremptoire ("il faudrait"... ) sans indigestion.» [140] «Les plus grandes difficultés venaient du temps qui passe, les heures passées sur le dossier nous ont paru bien courtes, notre choix définitif était dur à faire, *nous voulions effleurer la perfection avec simplicité*. Enfin, nous avons eu des divergences d'opinions et d'importantes discussions.» [87] En définitive, «cette compétition nous est apparue bénéfique ; cela a forgé encore un peu plus notre tempérament de nordistes, de battants. Une plus grande amitié, un plus grand respect sont nés entre nous, nous nous sommes plus côtoyés. Il est donc intéressant de vous faire remarquer, lecteurs, que la réalisation du dossier n'a été que meilleure grâce à l'élément fédérateur : l'Amitié.»

Il arrive que ce soient des professeurs eux-mêmes qui se glissent un instant dans le travail de leurs élèves : «Pour faire réaliser le dossier, écrit un professeur, — en trente jours à trente-huit !... — j'ai choisi d'employer une méthode "non scolaire" pour lancer la réflexion. Ce fut un *brain storming* qui a fait émerger les représentations que les élèves ont de leur région. Puis la classe a travaillé sur ces représentations, les classant par thèmes et réfléchissant à ce qui pourrait être atout ou handicap. Cette réflexion a permis le choix des points à souligner dans un diagnostic de départ. Chacun a ensuite enquêté dans son entourage pour rapporter des idées d'aménagement. Et, à nouveau, la classe entière a choisi les thèmes retenus pour les projets d'avenir.» [17]

Une classe a même inventé un jeu de simulation, dont elle propose un budget prévisionnel d'investissement, qui anime des sujets comme «les incendies de forêts, les polémiques sur le tracé du TGV, les barrages sur la Loire, la protection des ours pyrénéens, le tracé des lignes EDF, les décharges sauvages». Son matériel met en jeu des cartes de séries "politique", "risque majeur", "conjoncture"... [99]

Les méthodes de travail ont donc été diverses, en grand groupe élaborant un texte synthétique signé collectivement ou en petites équipes se répartissant les sujets et signant chacune leur point de vue ; un rapport, de plus de trois cents pages, a même été rédigé et

signé par une seule élève !<sup>[56]</sup> Certains ont enquêté auprès des décideurs, d'autres ont cherché en eux-mêmes des idées plus ou moins rêvées de l'avenir...

*"Que ce travail ne soit pas vain"*

Quelles que soient les méthodes employées, tous revendiquent de ne pas avoir travaillé "pour du beurre" ! Ils expriment leur enthousiasme pour cette démarche et, par delà la découverte de leur région, ils se posent en interlocuteurs reconnus dont les réflexions devront être prises en compte par les "vrais aménageurs". Ils espèrent ainsi ne pas avoir participé pour rien : «Vous nous avez demandé notre avis : *vous avez bien fait!*... Ni juges, ni bourreaux, nous le savons, *faites surtout en sorte que ce travail ne soit pas vain.* Merci encore.»<sup>[140]</sup> Et concluent : «*Surtout, pour une fois, nous, actifs et citoyens de 2015, on nous a demandé notre avis, nos idées pour cette région de demain.*»<sup>[64]</sup>

Des professeurs, à leur tour, insistent sur le désir d'agir de leurs élèves : «C'est par un enthousiasme immédiat que les élèves ont accueilli le concours d'idées de la DATAR. Très peu avaient déjà une idée sur la notion d'aménagement du territoire ; tous, par contre, étaient sensibles à la nécessité d'une transformation de l'espace dans lequel ils allaient vivre et travailler demain.»<sup>[123]</sup> «...Trop souvent, des projets importants de travaux publics ne sont découverts par les intéressés qu'un beau matin sous forme de piquetage de géomètres... Mais que des élèves de première soient consultés est déjà le signe d'un changement. Il a certes fallu calmer leur juvénile enthousiasme en leur expliquant qu'ils n'allaient pas changer la France en un mois de concours ! Mais tous les professeurs doivent remercier les initiateurs de cette expérience qui a permis de faire comprendre aux jeunes que la France de demain, c'est aussi leur affaire.» ("Le mot du professeur")<sup>[4]</sup>

C'est ainsi que «proposer à la réflexion des élèves "l'aménagement de votre région à l'horizon 2015" dans le but d'aboutir à des formulations de projets précis est peut-être un pari !... Il est apparu que poser la question de l'aménagement d'une région à l'horizon 2015, c'était poser la question de son insertion dans les diverses composantes du tissu économique — et peut-être culturel — de la Communauté européenne.»<sup>[9]</sup> Ce pari a pu leur faire comprendre... «que le développement, c'est l'affaire de tous ; nous sommes tous les acteurs de l'aménagement du territoire, nous les citoyens de la région comme les entreprises, les départements, les régions et les Etats... Or, maîtriser toutes ces évolutions futures ensemble, ce n'est pas évident. Nous souhaitons que le développement dans l'avenir n'échappe pas aux acteurs, que la

priorité soit faite aux actions de concertation et de partenariat...» [126]

#### ILLUSTRATION NB 21.05.01

##### «Tricotons la région PACA tous ensemble»

##### Légende :

«Tricoter à plusieurs, ce n'est pas facile et si nous voulons un beau pull en 2015, il faut que les points soient réguliers, qu'il n'y ait pas de trous, que l'on ait bien accroché les manches italienne et espagnole et que les "côtes" maghrébines restent bien solidaires du tricot.» [126]

Ces aménageurs se sont donc «attachés à respecter certains critères : la complexité des relations tourisme-environnement, puisque de multiples évolutions concourent à rendre difficile la perception d'un avenir proche mais en même temps lointain, la certitude que ce sont les hommes, par leurs choix, du politique au simple acteur de la vie de tous les jours, qui façonnent, modèlent leur cadre de vie... Il n'y a ni certitude ni fatalité. A tout moment l'édifice en construction de l'Europe peut s'écrouler et la balkanisation gagner... Ce sera à nous, jeunes, d'être vigilants... à condition que la démocratie ne soit pas progressivement confisquée par la technocratie, les administrations, ou par les propres élus du peuple qui oublierait de se resourcer !» [129]

Le doute a parfois envahi les équipes car «devoir concevoir l'aménagement de l'Île-de-France, alors que cartes et projets de schémas directeurs se succèdent depuis 1989 et que les aménageurs patentés en sont au stade de la finalisation et des arbitrages, nous est apparu une entreprise au-dessus de nos forces. Comment dire, écrire, cartographier quelque chose de nouveau alors que les projets mûrement réfléchis sont ficelés ? Nous avons un instant rêvé habiter ailleurs qu'à Colombes...» [52] Le problème pouvait être différent pour cette classe bourguignonne qui «avait conscience de n'exprimer qu'un optimisme relatif peut-être en déphasage par rapport aux attentes du concours». Ceci tenait au fait qu'elle s'exprimait «depuis un département déprimé et inquiet ; elle a tout au moins essayé de mettre en œuvre une démarche géographique ; ceci dans un climat actif, dans la bonne humeur et aussi, parfois, dans un désordre sympathique mais un peu angoissant étant données l'abondance de la documentation et l'ampleur de la tâche à accomplir...» [29]

D'autres, en Languedoc-Roussillon, en structurant leur travail en «ce qui est..., ce qui sera si on laisse faire..., ce qui sera si on nous écoute», avertissent que leur «conception future de la région n'est pas des plus optimistes : le littoral asphyxié par la concentration des activités et de la population entraînera une désertification de l'arrière-pays, un trop grand déséquilibre pour que la région puisse croître. Pour y remédier *ne vaudrait-il pas mieux faire appel à la*

*génération future et concernée : nous ?*». Et ils concluent : «Écoutez-nous et notre région deviendra compétitive et dominante sur tous les plans. Notre rêve est réaliste : il sera efficace.» [61]

L'essentiel est ainsi résumé : «Imaginer l'avenir souhaitable pour notre région en 2015 ? *Nous aurons entre 35 et 40 ans*. Nous souhaitons vivre encore à cette époque-là au pays, mais que sera ce beau pays ? Nous y travaillerons ou du moins nous l'espérons. Aura-t-il créé des emplois pour tous ?... Nous aurons construit une famille, mais pourrons-nous élever nos enfants dans un cadre qui aura respecté la nature ?... Il nous faut maîtriser le futur car nous ne voulons pas d'une région vidée de sa substance, défigurée !» [126]

## ENCART

«Portrait des lycéens»

En 1992 : «Pons est un gros bourg rural de Charente-Maritime, de 5000 habitants, célèbre pour ses biscuits et le "petit père Combes" qui nous a légué le lycée technique et professionnel. Il draine quelque 1100 élèves du sud de la région. Nous sommes la seule classe de 1ère S du lycée et nous nous trouvons parfois quelque peu perdus au milieu des autres élèves. En effet, notre effectif n'est que de 15 et il est composé de 13 filles et de 2 garçons.»

En 2015 :

«Muriel, 3 enfants, professeur de biologie à Bayonne.

Jérôme, 3 enfants, aviateur..., en Islande.

Luce, 2 enfants, enseignante dans le Midi.

Anne-Lise, 2 enfants, technicienne de l'audiovisuel (souhaite ne pas se fixer dans une région).

Christel, 2 enfants, pharmacienne à Bordeaux ou Bayonne.

Béatrice, 2 enfants, pilote. Résidera à Bordeaux ou Limoges.

Paméla, 2 enfants, photographe à Bordeaux ou Tours.

Christelle, 3 enfants, cadre tertiaire (tourisme ou commerce international), quelque part en Europe...

Séverine, 2 enfants, pharmacienne dans un département d'outre-mer (île).

Eugénie, 3 enfants, musicienne quelque part en Europe...

Sébastien, 1 enfant, construit des avions à Vernon.

Isabelle, 2 enfants, pharmacienne à Tours.

Mélizza, 2 enfants, laborantine ou enseignante au bord de l'Atlantique.

Gaëlle, 2 enfants, enseignante ou chercheur à Grenoble.

Cécile, 2 enfants, ophtalmologiste à Paris ou sur les côtes provençales.» [117]

## ENCART

«*Country story*, ou le rap limousin

Tu connais pas mon quartier

Dans mon village c'est le pied

c'est pas Paris ou la cité

mais y'a rien d'mieux pour s'éclater.

En hiver c'est un peu désert

Mais y'a du tourisme en été

On va pêcher dans la rivière

Ou on peut même se baigner

C'est mieux qu'une station balnéaire

l'eau est toujours à 30°

et moi quand j'ai rien à faire  
je la remonte en canoë.

(...) Si tes poumons sont saturés  
On te file un rencart  
Viens chez nous pour respirer  
Reconvertis-toi dans l'élevage  
Tu profiteras du paysage  
T'auras même les odeurs sauvages  
Pour te mettre la tête dans les nuages.» (Murielle) [69]

### ENCART

«Nous sommes *citoyens du monde*, ouvrons Poitou-Charentes aux autres. Nous sommes *européens*, écartons les barrières des langues, faisons rayonner notre culture. Nous sommes de Poitou-Charentes, valorisons nos atouts : un espace naturel à occuper, à valoriser, à protéger ; un équilibre à trouver entre agriculture, industries-tourisme et services pour créer des emplois.

*Le rêve serait pour 2015*  
plus d'harmonie entre les gens  
plus d'emplois (pour tous)  
plus de respect pour la nature  
plus d'ouverture sur les autres.  
*Poitou-Charentes, terre d'équilibres.»* [119]

### ILLUSTRATION NB

#### 15.03.00 NE PRENDRE QUE LA TETE

«Notre professeur préféré» [87]

### ENCART

«Calendrier de l'année 2015  
Janvier : championnat d'Europe de ski alpin.  
Février : jeunes banlieusards à la ferme dans le cadre de la semaine de solidarité.  
Au fil des années, des liens privilégiés se tissent avec les banlieues.  
Mars : mois gastronomique, sommet des douze meilleures toques de la CEE.  
Avril : festival folklorique européen.  
Mai : exposition universelle.  
Juin : concours de batterie-fanfares venues de toute l'Europe.  
Juillet : festival du parachute en haut du Puy-de-Dôme ; rallye pédestre intervolcans dans la chaîne des puits.  
Août : départ du Puy-de-Sancy en montgolfière ; arrivée en octobre à Moscou.  
Septembre : inauguration du lycée européen, "Couleurs de l'Europe".  
Octobre : concert de rock.  
Novembre : fête du basket européen.  
Décembre : réunion de scientifiques en provenance de toute l'Europe.» [17]

## “Un atout majeur, nous”

«Les chiffres relatifs à la population montrent que la région n'est pas assez attractive. Les étrangers sont peu nombreux. C'est peut-être lié au fait que l'emploi progresse peu et que le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale. Pourquoi n'attirons-nous pas les investisseurs... ? *Sommes-nous repoussants ?*» [116]

«Pour nous, quels espoirs ? Quel avenir ? Etre l'un des 80 000 étudiants toulousains ? Probablement ! Et après ? Après, c'est l'émigration obligatoire vers d'autres horizons, comme tant d'autres avant nous, sans espoir de retour. Qu'importera alors la qualité de la vie de ce Sud-Ouest “où il fait bon vivre”, les charmes de nos paysages, à nous qui ne pourrons jamais vivre au pays avant une retraite qu'on nous prédit tardive !» [82]

«Avantages du vieillissement : la présence de jeunes retraités maintient des activités d'animation et d'entretien. Rééquilibrage hiver-été : les retraités, dans leur maison secondaire, permettent une activité annuelle commerciale, donc la création d'emplois.» [117]

L'homme est la première richesse de la région. Cette idée traditionnelle mais forte est partout reprise et c'est ce qu'exprime bien le slogan : “Un atout majeur, nous”, que développent les Lorrains, qui poursuivent : «Il existe ici une tradition du travail, une vraie valeur, de même qu'il existe une tradition d'accueil et d'échanges culturels.» [78]

Cette conviction ouvre à des réflexions sur les dynamiques démographiques et sur l'idée qu'il y a une masse critique minimum à atteindre pour qu'une région compte dans l'Europe de demain. Comme l'écrivent des lycéens de Poitiers : «Vingt-deuxième région (en Europe) pour la superficie (mais nous avons de la place !), cent-quarante et unième pour la population.» [116]

A partir de là, les préoccupations s'orientent dans plusieurs directions : des stratégies de migrations nationales ou internationales, des politiques familiales et, enfin, des redécoupages régionaux qui peuvent être un moyen d'atteindre cette fameuse masse critique.

## ILLUSTRATION COULEUR 22.08.01 (prendre 22.05.01. meilleure qualité) :

Légende : «Voici notre logo, il symbolise l'ouest qui s'affaiblit, la stabilité du Rhône ainsi que l'essor de la zone alpine. Le trait qui les unit témoigne que la région a pris conscience de son unité.» [139]

La population n'est pas un stock qui ne se mesurerait qu'en unités, elle est appréciée sur un mode plus qualitatif. Sa force provient de sa formation et de ses savoir-faire, car «la qualité des hommes est une des clefs de la réussite de la reconversion industrielle.» [78] Mais sa force provient aussi de son enracinement, de son unité, de son sentiment d'appartenance à une région, de sa connaissance de son territoire et de son histoire. «Aussi il faut un compromis entre l'appartenance économique à la France et le développement de ses racines.» [33]

### *Vivre et travailler au pays*

Mais comment réussir sa vie là où l'on est ? Faut-il envisager de partir pour finir ses études ou trouver du travail ? Chacun sait que notre société est mobile et cela est envisagé de deux manières : l'ouverture nationale d'une partie des marchés du travail inspire peu de contestations et de remises en question ; mais, dans certaines régions, en particulier dans le Centre, le Limousin ou l'Auvergne, ce phénomène est perçu comme la poursuite d'un exode ancestral qui inquiète : «Un pays vert dans le rouge ! Démographie : l'Auvergne est dans l'ensemble mal partie... "Toi l'Auvergnat, quand tu mourras..." : le réservoir humain d'autrefois est désormais à l'étiage.» [14]

Certains ne s'en désespèrent pas. Voyant que Marseille se dépeuple, des lycéens provençaux relèvent que «ce n'est pas catastrophique en soi, car il est normal de supprimer les densités de population et d'offrir un meilleur cadre de vie...», même si «la population de Marseille vieillit, s'appauvrit, et le pourcentage d'immigrés augmentant la capacité de la ville de les intégrer diminue.» [127] Il faut dire que Marseille se dépeuple au cœur d'une aire métropolitaine qui, elle, se peuple. Il ne s'agit donc pas là de la question du désert qui inquiète les Auvergnats, mais d'un processus de réorganisation spatiale. Marseille est comme le contrepoint de l'attrait dont bénéficient les régions du Sud. De Bordeaux à Nice, l'importance des migrations nationales est appréciée : «Les cadres et les salariés attachent de plus en plus d'importance au site géographique dans lequel ils travaillent. Ils recherchent un cadre naturel proche de la mer Méditerranée et de la montagne, ce qui correspond à notre région. Par conséquent, les entreprises se verront dans l'obligation de suivre leur main-d'œuvre en s'établissant dans un cadre agréable» [141] ...Cela, soit

dit en passant, n'est pas sans conséquence sur les paysages et oblige à repenser la localisation des entreprises le long des routes et en pourtour des villes, qui tend à détruire le charme du pays — qui est l'objet même de la migration ! Aussi faudrait-il «que les entreprises s'établissent dans des endroits plus discrets ou qu'elles se dissimulent derrière une colline ou un bois». [141]

Cette attraction n'est pas partout un atout. Par exemple, «le modèle d'un Paris centre pompant l'énergie de l'ensemble de la France a vécu. Placé dans le contexte européen, ce type de schéma ne peut plus se soutenir : il vide la périphérie de sa substance qui risque d'être captée par des régions étrangères dynamiques.» [60] Ce point de vue de lycéens franciliens amène l'Ile-de-France à être «confrontée au problème suivant : elle est partagée dans son choix de savoir si elle doit continuer à accentuer son développement au détriment des autres régions ou si elle doit atténuer sa croissance au profit d'une province beaucoup moins développée qu'elle, risquant ainsi d'être écartée de l'axe Londres-Milan.» [54] Comme toujours ce sont les Parisiens qui s'expriment sur la question du territoire national, les autres traitant de leurs propres régions : la France n'est-elle pas l'arrière-pays de la capitale ?

### *L'immigration*

L'immigration est visiblement un délicat problème. Un professeur avertit : «L'immigration a semblé obséder l'équipe... La question n'a pas été éludée et, après diverses "solutions" calamiteuses qui ont donné lieu à certaines mises au point, les élèves ont réinventé le quartier populaire, lieu de rencontres, de sociabilité.» [127] Cette prise de distance, la seule de l'ensemble des dossiers, indique bien que ce sujet est objet de débat. Certes, des stratégies d'intégration sont indispensables car «le processus d'intégration dans les cités est inachevé». [139] Mais des inquiétudes s'expriment : «Il ne faut pas oublier que notre région (la Provence) va être soumise de plus en plus à la pression des pays voisins du Maghreb. Elle est obligée d'en tenir compte. Il y a là des risques de tensions.» [123] Mais cette proximité avec le Maghreb est également perçue comme une chance pour les entreprises françaises en Méditerranée. L'immigration extra-européenne n'est pas la seule à inquiéter : «Avec l'ouverture des frontières et la création de l'axe dynamique, grâce au développement de l'Espagne et du Portugal, il va y avoir une arrivée massive d'immigrants. De ce fait, il y aura de plus en plus de main-d'œuvre et donc de plus en plus de chômeurs.» [141] On est loin de l'analyse de la population lorraine du XIXe siècle et du début du XXe, qui «se différencie de celle des autres régions françaises par son aspect cosmopolite..., très intéressant d'un point de vue culturel... De plus, ce "mélange

des races" incarne déjà un modèle réduit de l'Europe de demain.» [78]

S'«il est aussi difficile pour ces gens de civilisation islamiste de s'adapter à notre mode de vie qu'à nous d'accepter leur culture plus traditionaliste», des jeunes veulent «créer des centres d'écoute où les jeunes de différentes cultures se rencontreront pour parler de leurs problèmes, de leur culture, mais aussi faire du sport, de la musique et d'autres activités entre eux : une meilleure entente prépare déjà la société d'après 2015» [63] Autrement dit, «pour éviter les frictions, il faut mélanger les jeunes d'origine étrangère (ce qui ne veut pas dire perte de leur identité). Ces jeunes veulent communiquer, il faut donc les écouter et créer des centres sportifs, culturels ou de loisirs où ils pourraient se retrouver et réaliser des projets.» [59]

Mais ne nous laissons pas bercer par cet optimisme ; rappelons-nous que «certains quartiers défavorisés sont des lieux de ferments de violence et de décomposition des rapports sociaux entre immigrés et autochtones... Tout ceci provoque la formation de ghettos et de bandes qui ressemblent parfois à des sous-continentaux où les gens d'une même origine et confession se regroupent, au grand mécontentement et à la grande incompréhension des autres. Il faut que les pouvoirs publics pourvoient à l'intégration à tous les niveaux de ces hommes et femmes qui font partie de notre société ainsi que leurs enfants qui seront des ouvriers, cadres, techniciens de demain.» [77] Ailleurs, on ne fait pas preuve d'autant de mesure en écrivant : «Les trois quarts de la population sont d'origine étrangère, ce qui entraîne un taux très élevé de délinquance.» [141]

Dans des zones rurales ou des petites villes, l'immigration rencontre parfois les faveurs des lycéens. Mais ce sont dans ce cas des immigrants de l'Europe de l'Est, qui ont des compétences techniques, mais aussi un patrimoine culturel qui leur donnent une image plus facilement assimilable. Ainsi, pour lutter contre le vieillissement, «l'immigration est nécessaire en zone rurale : par exemple en implantant des familles paysannes de l'Europe de l'Est, Pologne, Hongrie.» [117] D'ailleurs, «une immigration agricole est, plus qu'une hypothèse, une certitude : le rapprochement est aisé avec la situation de la Bohême ou de l'Ukraine. On se souvient du regain d'activité rurale engendré dans le Sud-Ouest par l'afflux des rapatriés d'Algérie.» [8] Peut-être même serait-il bon de «jumeler effectivement la région avec ces provinces en perdition, peuplées d'Européens comme nous, et dont la venue, momentanée ou définitive, pourrait être un facteur de dynamisation de la région, en même temps que l'amorce d'un rapprochement économique dans d'autres secteurs» [8] D'aucuns organisent déjà cette immigration : «On pourrait proposer à ces personnes de trouver un travail dans les six mois qui suivent et, s'ils n'y sont pas arrivés,

ils seraient chargés d'entretenir les endroits critiques. Donc il faudrait créer de nouvelles activités telles que gardien de paysage et protecteur de l'environnement pour préserver les forêts et les surveiller contre toute dégradation.» [141]

On retrouve donc, sur la question des immigrations, les tensions générales de la société, dites souvent sans fioriture ; il faut toutefois se rappeler que le sujet est la plupart du temps évité, sans doute à cause de la difficulté qu'il représente.

### *Les questions de la famille*

Augmenter la population des régions sous-peuplées ou diminuer celle de zones surpeuplées peut aussi être l'œuvre de politiques familiales ou de stratégies vis-à-vis des retraités. Des élèves interpellent les aménageurs : «Pensez-vous aux femmes ?» [16] Evoquant la fuite des femmes des zones rurales, ils insistent sur la relation entre l'absence de travail féminin et le départ des jeunes filles : «Qui dit travail dit ville. Pourquoi ce choix ? Bien que les jeunes ou les femmes éprouvent un sentiment nostalgique, ils ne peuvent retourner à la campagne.» Aussi, «pour fixer les hommes : des emplois, surtout pour les femmes !» [111]

A Mayotte, la natalité est parmi les plus élevées au monde. Aussi, si «la femme peut avoir un enfant quand elle le désire», il serait bon qu'elle «arrête d'avoir toute une colonie parce que c'est de coutume». [150] Le mélange de la culture mahoraise musulmane et de l'image européenne de la femme peut permettre ce rééquilibrage. Dans la même perspective, à La Réunion sont proposées des stratégies plus coercitives : «Adopter, dans un premier temps, des méthodes douces, afin de faire comprendre aux gens qu'on vit mieux avec moins d'enfants (sensibilisation, contraception). Dans un deuxième temps..., on diminuera les allocations familiales à partir du troisième enfant, on accordera des avantages économiques aux familles peu nombreuses. En cas de nouvel échec, des impôts seront infligés à partir du troisième enfant.» [145]

Le problème démographique de Mayotte et de la Réunion est évidemment différent de celui des régions métropolitaines. Aussi, en France, les politiques familiales sont-elles envisagées comme «fondement d'un véritable développement régional. Pour maintenir une population dynamique et jeune, il faut relancer la natalité et privilégier les enfants à partir du rang trois... En effet, la famille est la cellule de base de la société. Plus on a d'enfants, plus on dépense et plus l'Etat perçoit de taxes... Pour développer des familles nombreuses, on pourrait user d'incitations financières : diminution des impôts, aides aux prêts, augmentation des allocations familiales. On pourrait aussi favoriser le retour de la femme au foyer, en la payant au SMIC et en la faisant bénéficier

d'assurances telles que de décès si le conjoint meurt. On pourrait aussi adapter le temps de travail des mères aux heures d'entrée et de sortie des enfants de l'école. Enfin, il faudrait favoriser le mi-temps et le quart-temps.» [100]

En contrepoint, il est envisagé de pénaliser certains retraités car, «si les retraites ont constitué un progrès social à une époque où il y avait beaucoup d'enfants pour en assurer l'avenir, cela n'est plus le cas aujourd'hui. Schématisons : un couple sans enfant paie certes plus d'impôts mais bénéficie largement du système (aisance liée à deux salaires, possibilité de capitaliser pour la retraite). La famille de trois enfants a d'importantes charges liées aux enfants, que ne compensent pas les allocations familiales. Mais en plus la mère aura souvent renoncé à son emploi, ou aura pris un mi-temps. Les fins de mois seront parfois difficiles et il n'est pas question de capitaliser pour la retraite dans ces conditions. Or, les trois enfants, lorsqu'ils travailleront, paieront indifféremment les retraites des deux couples. Le couple sans enfant additionnera ainsi ses économies aux "versements"... des enfants des voisins ! Le couple avec enfant se trouvera donc pénalisé deux fois. Il nous semble que le paiement de l'intégralité de la retraite devrait être lié au fait d'avoir eu un certain nombre d'enfants (deux ou trois) vu que ce sont eux qui paient. Ce serait aussi incitateur sur le plan de la natalité.» [142]

Les propositions ne sont pas toutes aussi expéditives : beaucoup complètent ces approches sectorielles par des réflexions sur les moyens de renforcer le sentiment collectif du "nous", en insistant notamment sur le rôle de la culture et des loisirs pour mieux vivre ensemble. Ces réflexions naissent souvent du sentiment d'exclusion ressenti face aux "biens" culturels et aux divertissements auxquels ils est difficile d'accéder (géographiquement comme financièrement).

Ainsi, le "capital humain" est-il décisif, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif et les questions démographiques apparaissent liées au territoire et à ses enjeux stratégiques. Nous allons les retrouver dans les idées sur l'espace et l'aménagement du territoire. Nous verrons alors apparaître le projet d'un monde qui devrait rester à l'échelle humaine, c'est-à-dire où la densité ne soit ni trop forte, comme dans les trop grandes métropoles, ni trop faible, dans ce qu'on appelle toujours, curieusement, le rural "profond".

## Ne pas gaspiller la terre

«Pour un cadre de vie meilleur : mettre le vert dans la ville ou la ville dans le vert. (...) Il serait possible d'avancer l'idée d'une "banderole" verte qui ceinturerait le centre de Paris, qui serait devenu presque piétonnier. Il serait possible d'avancer de racheter tous les espaces désaffectés, dans Paris ou à la périphérie, et de créer des parcs paysagers à côté de nouveaux bureaux ou immeubles d'habitation, comme il a été fait à Javel sur les terrains Citroën.» [52]

«Etude d'un cas précis : Saint-Martin d'Hères a su, au sein de l'agglomération grenobloise, rester une ville verte. Dans un espace où vivent 35 333 personnes, la ville a préservé un développement harmonieux, entre urbanisation et nature. Elle se dote de larges compétences : de la protection de sites naturels, comme la colline du Meunier, au traitement quotidien des déchets et nuisances, la ville a résolu d'agir pour créer et entretenir un espace conforme à l'aspiration de chacun. Il existe des méthodes d'assainissement à l'entretien des espaces verts, de l'amélioration de l'espace urbain au maintien de la qualité de l'eau.» [144]

L'idée de «ne pas gaspiller la terre» [136] traverse les préoccupations, sur la ville, sur les rivages, sur la campagne... Elle porte sur les logements comme sur les centres commerciaux, sur les usines comme sur les bureaux, les centres de loisirs...

### *Libérer l'espace*

Dans certains cas, elle est un appel à l'espace sauvage comme le long des rivages où «la côte restera en grande partie à l'état sauvage avec une multiplication de réserves naturelles» [90] En Méditerranée on propose de bâtir des îles artificielles pour dégager la côte : «Les matériaux de construction sont des blocs de matière plastique provenant du recyclage de déchets.» Suit la description des trois îles, de quarante kilomètres carrés chacune : *Helissia* «permettra l'allégement du trafic touristique de la côte», *Ecologia*, «tournée vers les industries qui respectent l'écosystème», *Ouranos*, enfin, consacrée à la pêche et à l'aquaculture». [62]

Dans les villes aussi l'espace doit être dégagé. Certains imaginent «la construction d'un réseau d'usines souterraines reliées par des trains sur pneumatiques....», avec horaires adaptés en fonction de l'ensoleillement pour le personnel, «qui lui permettraient de profiter en surface de tous les parcs qui seraient implantés sur les terrains récupérés des anciennes usines» [141] «Pour améliorer l'esthétique..., suggèrent des lycéens, on pourrait

enterrer certains bâtiments (activités sportives, culturelles, supermarchés) et, à la place de ces bâtiments, on pourrait envisager des espaces verts, des jeux pour les enfants, des lieux de détente...» [52] Pour permettre l'accès, «des transports passeraient en dessous et des ascenseurs partiraient du sol pour tous les étages... Ce type de bâtiments permettrait d'avoir une vision plane du sol... On pourrait également envisager une architecture sur pilotis qui enjamberait, par exemple, la Seine. Elle pourrait servir à l'habitation comme à la bureaucratie, car cela détendrait les bureaucrates de jeter un œil vers un plan d'eau.» [52]

L'espace doit être également dégagé des voitures : «Il y a de nombreux problèmes entre les piétons et les voitures, car l'automobile prend une place de plus en plus importante dans la ville...» [87] Aussi les voitures «ne doivent plus rentrer dans la ville, il faut les enterrer dans des parkings en périphérie et réserver la circulation en ville aux transports en commun ou aux petites voitures électriques en libre usage» [129]. L'idéal serait «des véhicules qui se plieraient comme les voitures-robots des enfants» pour mieux gérer les problèmes de stationnement. [52]

Dans une «vision imaginaire de l'avenir de la ville idéale», on pourrait penser «des autoroutes, de minuscules voitures électriques ou des trains qui glissent silencieusement sur leur rail unique reléguant pétarades, fumées et stress aux oubliettes. Les cages à lapins ont cédé la place à des immeubles tout en terrasses, dotés de visiophones dernier cri.» [49]

Cette volonté de dégager l'espace des activités qui "l'encombrent" amène à proposer un transport plus systématiquement souterrain de certains produits : «En augmentant le nombre des gazoducs et en aménageant des oléoducs (pétrole), cela diminuera les risques de pollution et cela sera moins dangereux. Ainsi, cela contribuerait à diminuer les trafics routiers (camions), ferroviaires et maritimes (péniches). De plus, en enterrant les lignes téléphoniques et électriques, on rendrait plus agréable notre environnement bourguignon.» [27] Cette proposition rejoint celle des jeunes Parisiens d'utiliser la nuit les lignes de métro pour le réapprovisionnement des commerces du centre-ville.

A l'inverse, de multiples propositions — nous y reviendrons dans les chapitres suivants — visent à densifier les espaces trop délaissés, par des métropoles au sein des régions désertiques, un aéroport au centre de la France pour dégager les couloirs aériens, des routes et autoroutes pour accéder aux zones les plus reculées, parcourant les régions les plus accidentées. En outre, une unanimité se fait pour s'opposer au poids du centralisme sur l'espace français, au poids de Paris — tant de la part des provinciaux que des Parisiens —, souvent aussi au poids des

métropoles régionales. C'est sur cette double rhétorique que s'appuie une classe francilienne qui, rappelant que «l'Etat doit donner l'exemple», installe «des services des ministères, et pourquoi pas les ministères eux-mêmes, dans les grandes villes de province : ministère de l'Agriculture à Rennes, de l'Industrie à Montpellier.» [60] En Bretagne, ils se projettent à cet égard en 2015 : «Depuis trente ans, la décentralisation des services et des pouvoirs de la capitale s'est poursuivie. Le ministre de la mer a trouvé sa place en Bretagne.» [31]

Ainsi les réflexions sont généralement sévères à propos de l'usage qui est fait des espaces. Le bétonnage des rivages, les banlieues qui ne sont pas des lieux de vie, les sites massacrés, l'encombrement des villes et la désertification sont dénoncés et des alternatives d'utilité collective sont envisagées. Mais les descriptions réalistes et dures ne cherchent pas les causes d'une telle situation. La spéculation immobilière, les logiques "capitalistes", les idéologies de l'homme nouveau dans la ville neuve, la reconstruction après-guerre, l'intégration des Pieds-Noirs, l'immigration destinée à ralentir les investissements technologiques... ne sont pas mis en avant. Le monde hérité doit être remis sur l'ouvrage parce qu'il ne convient pas, point. Seul compte l'équilibre dans les territoires et la place de l'homme dans la ville et dans la nature ; c'est de là qu'il faut partir pour engager une grande politique de remise à plat, en surface ou en sous-sol, de l'occupation des lieux car les activités humaines trop concentrées induisent une vie difficile. C'est en modifiant cette concentration que la vie sera meilleure.

### *La France mise en parcs*

De cette approche découlent de multiples propositions pour l'espace rural. L'agriculture, elle aussi, occupe encore trop d'espace pour son utilité et sa nécessité. Et comme, en tout état de cause et malgré tous les remèdes envisagés — nous y reviendrons —, les surfaces agricoles sont amenées à se réduire, l'implantation de parcs est largement préconisée. De vastes parties du territoire doivent ainsi être en quelque sorte mises en réserve, notamment pour les loisirs des citadins. Par exemple, un parc naturel régional sur la montagne limousine «permettra d'améliorer l'image de marque de la région Limousin et celle de Millevaches». [68] Ou encore : «Il faudrait recouvrir l'ensemble du territoire régional par une réserve naturelle qui permettrait à la faune sauvage et à la flore de se développer.» [73] On retrouve la même idée en Languedoc, où les jeunes imaginent plusieurs parcs dans leur région [64], et en Midi-Pyrénées [82] Ces propositions sont d'autant plus logiques que «la construction de nouvelles entreprises nécessite souvent un déboisement : chose fâcheuse !

Suite à ceci, le conseil régional, en 2015, a mis en place un système de protection de parcs naturels. On trouve ainsi un parc naturel de la plaine de la Scarpe et de l'Escaut de 43 000 hectares». [87]

Ainsi, le sentiment général est que la France doit faire un effort considérable de conservation, de protection et de réaffectation de ses espaces en voie de désertification. Cette perspective est liée à une abondante réflexion sur le tourisme sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir. Il en résulte que le développement du tourisme vert, la recherche de l'authenticité et de la nature sont des axes forts des années qui viennent, reposant sur un équilibre nouveau de l'usage des campagnes et des relations entre citadins et ruraux.

### *Des conceptions renouvelées de l'espace rural*

Mais la France non urbaine doit continuer à vivre autour de son ossature rurale traditionnelle et «l'élément moteur de l'évolution de l'aménagement du territoire demeurera le village, car il renferme plus de traditions que les grandes villes... Avec l'ouverture des frontières et l'amélioration des voies de communication, les limitrophes (Suisses, Italiens...) seront de plus en plus tentés de se fondre dans la population villageoise française, où l'on ne trouverait plus en majorité des autochtones. Le village deviendrait alors international. Les étrangers favoriseront la préservation du cadre environnemental (patrimoine)... Captivés par la beauté du village où ils viennent d'investir, ils s'efforceront de le sauvegarder et de le mettre en valeur. Avec ce "melting-pot à l'européenne", c'est l'Europe qui se regroupera au sein de chaque région.» [129]

Dans ce contexte, «comment conserver des emplois spécifiquement agricoles?... Que faire des terres abandonnées?... Comment procurer aux campagnes des emplois qui ne seraient plus spécifiquement agricoles?... Il ne s'agit pas seulement d'attirer vers nos campagnes normandes des Français, mais aussi des Anglais, des Irlandais, des Allemands, des Danois qui pourraient trouver là un climat agréable.» [89]

En somme, le réservoir vert de la France, même en partie désertifié, représente une richesse. Une certaine agriculture, qu'on peut appeler "nouvelle" car résultant des mutations en cours, de leur nécessité, de leurs impératifs, est maintenue, un équilibre écologique est recherché, mais l'avenir du monde agricole est dans ses relations avec la mise en marché et dans la nouvelle circulation de populations en Europe. La France a, il est vrai, les atouts à la fois d'une agriculture puissante et d'un désert vert potentiellement attrayant pour les pays surdensifiés du Nord de l'Europe.

Trente ans après *la Fin des paysans* annoncée par Henri Mendras, le monde rural est entré dans la société urbaine, participant de ses valeurs et de ses exigences ; il doit trouver des formes nouvelles d'occupation de l'espace. Des jeunes y trouvent leur lieu de résidence, en se projetant dans l'avenir installés entre dix et vingt kilomètres du centre de leur ville. Le télétravail peut y jouer un rôle pour «éviter le dépeuplement et la désertification liés à l'exode rural». Il pourrait retenir en milieu rural «des personnes qui y vivent déjà, mais aussi attirer des personnes de la ville ayant certaines qualifications, mais qui souhaiteraient vivre près de la nature.» [123] «Plusieurs professions peuvent bénéficier du télétravail : tout ce qui concerne, par exemple, la gestion des comptes bancaires ne nécessitant pas la présence face au client. Mais il est aussi envisageable de créer des emplois par le télétravail : ainsi, la gestion des centres de réservations des compagnies ferroviaires et aériennes nationales, ou européennes... L'avantage de cette gestion à distance est double : d'une part, cela permettrait de développer des emplois dans des régions où il faut soit assurer une deuxième source de revenus aux agriculteurs en difficulté, soit laisser la possibilité d'emploi à la population féminine qui déserte les campagnes (cela contribue à une grave crise sociologique dans ces régions)...» [83] Partant, on pourrait «délocaliser des entreprises et créer des nouvelles filières permettant de redynamiser des secteurs à taux d'activité faible.» [32] De toutes les manières, il est considéré que «nombre de salariés ont des préoccupations écologiques. S'ils accordaient un prix élevé à la qualité de leur environnement, ils devraient se diriger vers des régions préservées, vertes, avec de l'espace à exploiter (comme la région Auvergne). En ce cas, les entreprises seraient obligées de suivre cette main-d'œuvre. Cela accélérerait sans nul doute la déconcentration. Il est donc primordial de développer l'industrie auvergnate tout en préservant son environnement.» [21]

En chaque lieu on souhaite de nouveaux horizons : la campagne doit entrer dans la ville, le sauvage dans les espaces de loisir et plus d'urbanité et de moyens de communiquer dans les espaces ruraux. Pour ce faire, on fait appel aux techniques modernes pour redéployer l'usage de l'espace.

### *L'impératif environnement*

En pensant la réorganisation de l'espace, et en libérant les sols des activités humaines, une volonté se manifeste de manière transversale à tous les thèmes traités : le souci de l'environnement n'est pas un sujet de débat mais une notion si "naturelle" qu'elle ne nécessite pas de légitimer les propositions faites en cette matière. Les positions sont très souvent

emblématiques, à l'exemple de celle-ci : «Aujourd'hui, il faut surtout espérer que les jeunes, fer de lance du combat écologique, parviendront, par leur clairvoyance, à sauver de la destruction la terre et ses habitants, espèces humaines comprises.» [97] C'est de cette conviction que relèvent la "mise en parcs" de la France, les "ceintures vertes", la récupération des friches industrielles, etc.

Partant de là, les réflexions se portent sur tous les fronts du domaine des nuisances : pollutions de l'air, problèmes de l'eau («doubles canalisations dans les immeubles et entreprises afin d'utiliser une eau pas obligatoirement "potable"») [129], risques naturels et technologiques... Suivent de nombreuses analyses locales sur les bassins et les zones sensibles à défendre. Des «dirigeants futurs», afin de préserver leur région, préconisent de «s'occuper de l'air..., s'occuper de l'eau..., s'occuper du sol... Conclusion : la région ne doit pas devenir comme la région parisienne, c'est-à-dire une région surpeuplée et cernée par une banlieue parfois malsaine. Battons-nous pour notre région, sauvons-la !» [140]

ILLUSTRATION NB (les oiseaux mazoutés) [33]05.07.01

HORSTEXTE 1 ILLUSTRATION. COULEUR 22.01.01

«Les ressources en eau» [137]

HORSTEXTE 2 ILLUSTRATION. COULEUR 22.01.01

«Risques naturels et risques technologiques» [137]

Le remplacement des énergies fossiles est fréquemment étudié, au profit des sources inépuisables d'énergie «géothermique, solaire et nucléaire ou éolienne..., la protection de notre environnement étant le défi le plus crucial que nous ayons à rencontrer dans notre histoire». [77]

Le problème des déchets suscite alors de nombreuses propositions : il importe d'abord d'en réduire les volumes, «de 20 % en valorisant les bouteilles plastiques, la ferraille, le carton, le papier, le verre, l'huile, etc.» [97] Ensuite les villes, les mini-régions devraient s'équiper d'usines de traitement de "leurs déchets" (il est même inventé un "bateau ramasse-déchets"). Il s'agit à la fois de créer des emplois sur place (notamment pour La Réunion) et de ne pas déplacer de manière parfois douteuse les résidus de la société industrielle, car «il ne faut plus chercher à envoyer nos ordures ailleurs ; il faut les garder à l'intérieur de notre région.» [132]

La pollution visuelle est très souvent mentionnée : les panneaux publicitaires, les câbles aériens, les remontées mécaniques choquent : «panneaux publicitaires inutiles» [129] «remontées mécaniques démontables...» [135] Le bruit aussi est une nuisance à

combattre ; une "carte du bruit en Bourgogne" est même élaborée [27]

Il faut toutefois signaler que si les remèdes sont nombreux, rares sont les moyens envisagés : «Le plus gros problème, c'est l'argent. Il faudrait réduire pour une bonne part le budget d'armement afin de le consacrer à la protection de l'environnement ou bien faire un loto dont les bénéficiaires iraient à l'environnement.» [54]

On voit bien que les réflexions découlent d'un consensus plus environnementaliste que véritablement écologique, ainsi résumé : «Voici quelques solutions : lutter contre la pollution (entreprises utilisant des filtres anti-polluants, faire vérifier son pot d'échappement à des prix raisonnables, adapter des pots catalytiques inclus dans la fabrication du véhicule...); lutter contre le bruit (murs épais pour diminuer le bruit près des autoroutes); améliorer la sécurité (ponts pour les piétons, téléphones adaptés aux enfants avec un bouton spécial qui leur permettrait de rentrer en contact avec les services d'urgence); améliorer la propreté (usines de recyclage, décharges contrôlées, triage et stockage des déchets, incinération des ordures, universités de recherche, regroupements de communes pour parler des différents problèmes de l'environnement); développer les espaces verts (jardins publics, plantations)...» [95] Mais d'aucuns nous convient en cette matière à un brutal «retour à la réalité» : «Dans un peu plus de vingt ans, la nature, tous le pensent, sera la même et les choses auront peu changé car les mentalités évoluent bien moins vite que les progrès matériels.» [137] Espérons que la réalité d'alors dépassera cette prémonition.

#### *Des propositions à méditer*

— «Des *métropoles d'équilibre* dans la Drôme, l'Ain et l'Ardèche afin de contrebalancer l'influence des grandes villes. Des voies express en dehors des villes et dans les zones non habitées afin de ne pas gêner et délocaliser la population et ne pas dégrader la nature, ou autoroutes ferroviaires. La suppression des autoroutes devient alors inévitable.» [141]

— «Mise en place de *ceintures vertes autour des grandes villes*. Il s'agirait de zones où la construction serait interdite et où l'on favoriserait le respect, la connaissance et l'approche de la nature. Pour vivre vraiment en harmonie avec la nature, donc la respecter, l'homme doit avant tout apprendre à vivre proprement. La mise en place d'un programme éducatif suivi dans les nouveaux sites et dans les villes serait souhaitable car probablement bénéfique.» [141]

— «L'abus de construction entraîne la dégradation des paysages. L'excès est frappant. D'où la possibilité, si l'on veut changer tout

ça, d'échanges de multipropriété ou encore d'élargir les périodes touristiques.» [125]

— «Un *urbanisme écologique*» (création de lotissements écologiques qui prend en compte une étude globale des agents extérieurs, une participation de la population et un équilibre socio-économique : choix des modes de circulation, des énergies employées, du traitement des eaux ; création de lieux publics et conviviaux ; recherche esthétique d'une architecture plus humaine et mieux adaptée). «Une telle architecture s'exprime par le choix de l'orientation..., des matériaux traditionnels de la région jusqu'au choix des plantations en fonction de la faune et des hommes. La domotique n'est plus un gadget, elle améliore la vie quotidienne. Cette architecture doit rester caractéristique d'une région ou d'un "pays". Nous ne voulons pas d'une architecture normalisée et plaquée.» [75]

— «Construire et diffuser l'image d'une *région-jardin* : action d'envergure pour faire coïncider promotion du tourisme et promotion de l'image du Centre, jardin de la France. Chaque département prendrait en charge la création d'un jardin de grande ampleur d'un style différent susceptible de faire partie d'un circuit qui permettrait de ne pas limiter le tourisme aux châteaux de la Loire mais d'utiliser l'effet d'attraction lié à leur renommée au service d'autres zones à potentiel touristique respectable mais moins connu.» [39]

#### (06.01.00) + ILLUSTRATION (NB) [39]

— Peu en veine d'idées, des lycéens (ceux-là mêmes qui construisent des îles artificielles) voient le Languedoc-Roussillon «voué à un avenir prospère en créant un tunnel dans la mer muni du *TALD (train automatique à longue distance)*, réseau ferroviaire sous-marin en lignes directes avec l'étranger (Espagne, Italie, Afrique du Nord)». Ils construisent «une *piste cyclable continue faisant le tour de la Méditerranée*», un «vaste *égoût collecteur* protégeant totalement notre mer». Et enfin, «*câble pour tous...* pour que les Français puissent, à travers la télévision, rencontrer leurs amis européens mais aussi les peuples du monde entier.» [62]

— «...Création de petites *navettes touristiques*, en partie transparentes, qui survoleraient la région..., qui permettraient d'admirer la beauté des paysages, contribueraient au développement du tourisme et offriraient un moyen original de visiter la région à des prix abordables. (...) *Immense parc Euronature*, dans lequel évolueraient en liberté des animaux typiquement français dans un milieu approprié, (pour) observer leur mode de vie. Un observatoire astronomique, aménagé au sommet d'un des puys, donnerait la possibilité aux nombreux touristes et amateurs d'admirer la voûte céleste.» [17]

— «Transformer des massifs comme les calanques, l'Estérel, la Sainte-Victoire ou les Maures en *parcs régionaux*... Pour empêcher la propagation des incendies, on mettrait des animaux (chèvres, moutons, lamas), ils éviteraient que les employés en débroussaillant avec des engins à moteur polluent. Ils mangeraient le sous-bois et seraient une attraction pour les touristes.» [123]

— «Pour *relancer la faune et la flore*, il faudrait reboiser à chaque fois que l'on déboise et interdire la commercialisation des peaux d'animaux pour arrêter la disparition des espèces... Limiter les constructions métalliques, remplacer les barrières métalliques au bord des routes de montagnes par des barrières en bois, supprimer les panneaux et les poteaux électriques coupant les perspectives, utiliser des couleurs se confondant avec le paysage pour ne pas faire de contraste...» [141]

— Comment maintenir un bureau de poste ? Il faut innover. La Poste pourrait créer un type d'emploi nouveau adapté au milieu : formation spécialisée pour une personne du village (beaucoup de gens ont maintenant au moins le niveau brevet et souvent le bac) et création sur place de l'emploi à temps partiel nécessaire pour assurer un service minimum. La voiture postale allant de village en village pourrait être autorisée à transporter des passagers payants.» [28]

— Un hybride à créer : mi-facteur mi-commerçant ambulant. Quels services ne rendrait-il pas !» [116]

— «Construction d'un grand *pôle alsacien chargé d'organiser la vie écologique* en Alsace..., noyau dur qui coordonne toutes les actions écologiques. Ce centre sera construit aux abords de la ville de Sélestat pour recueillir les informations, planifier les problèmes et les résoudre avec efficacité.» [3]

— «*Ce que souhaitent les jeunes* : sauvegarder les sites naturels, enterrer les lignes haute tension, réouverture de chemins pédestres, aménagement des friches agricoles en réserves naturelles, arrêter le nucléaire, utilisation de poubelles sélectives et création d'usines de recyclage et ainsi créer de nombreux emplois, installer les usines de dépollution qui fourniront du matériel à toutes les usines polluantes... Création d'espaces verts dans les villes et décor des cités, animation des centres-villes la nuit, création de parkings souterrains, développement des transports en commun, construction de pistes cyclables, réaménagement des petites routes et des zones routières dangereuses plutôt que de l'autoroute...» [139]

— Enfin, la plus symbolique des idées : «Il faudrait qu'au sein de chaque commune, les municipalités se proposent de planter *un arbre pour chaque naissance* qui porterait le prénom de l'enfant. On verrait alors fleurir dans chaque commune des quantités de petits parcs qui deviendraient des curiosités touristiques.» [29]

## Villes et banlieues

### «L'aménagement des villes en 2015

Une belle journée s'annonce dans une région qui choisit de *préserv*er l'environnement grâce aux progrès techniques. Nos enfants sont heureux de faire partie de ce monde moderne qui contribue à limiter certains dangers et certaines contraintes de notre société. Ils ont la chance d'emprunter la voie piétonne qui leur est réservée. Nous sommes rassurés de les laisser partir à l'école, car celle-ci est *protégée des rayons nocifs du soleil grâce à une parabole*. De plus, ces écoles ont été construites à l'écart de la ville afin de *réduire les accidents*. Nos enfants bénéficient d'un cadre naturel et sain...

Après leur départ, nous partons chacun de notre côté pour exercer notre profession. Nous travaillons tous à mi-temps, ce qui permet de diminuer le nombre de chômeurs. Ainsi, nous consacrons plus de temps à nos loisirs. Les voitures sont interdites au cœur de la ville, elles sont situées à la périphérie de celle-ci. Nous utilisons *des tubes et des tapis roulants nous emmenant à l'endroit désiré*. Le centre-ville est principalement occupé par des magasins et des entreprises. Il n'existe plus de logements dans le centre commercial, mais ceux-ci sont situés à proximité.

Une fois notre travail terminé, nous rentrons à la maison et préparons le repas. Bien entendu, il y a beaucoup de déchets. Donc nous utilisons *un appareil qui détruit les détrit*us en ne laissant aucune trace.

Nous nous déplaçons dans une ville Fleurie et Propre grâce aux nouveaux aspirateurs installés sous la ville et qui récupèrent toutes les saletés de notre agglomération, elles seront désintégrées dans un endroit extérieur à la ville.

En 2015, toutes les villes pourraient être équipées de cette manière, permettant à chacun d'y vivre à l'abri de nombreux désagréments.»<sup>[50]</sup>

«1) La ville renvoie aux notions de chômage, de pollution atmosphérique, de bruit, d'immigration, de comportements ressentis eu égard aux agents de la sécurité publique (peur des voleurs et "actions" sur les gens honnêtes), de justice bien décevante, d'embouteillages, de circulation mal organisée, d'omniprésence des déchets en tous genres, de centres-villes délaissés. 2) La campagne renvoie à l'isolement, au malaise paysan, aux travaux interminables de construction ou d'entretien des routes, aux prix jugés élevés des péages autoroutiers. Dans les deux cas, ville-campagne, les jeunes ressentent un manque de concertation entre les responsables résultant, selon eux, d'un manque d'intérêt des hommes politiques de tous bords pour le bien commun.»<sup>[124]</sup>

La ville de demain devra (re)trouver une harmonie paisible alors que celle d'aujourd'hui est souvent hostile à l'homme. Tel pourrait être l'argument central à retenir de ce thème. Mais pour que la ville retrouve un art de vivre et qu'elle retienne les espérances, elle doit être retaillée à l'échelle humaine, dégagée, nous l'avons vu, de ses encombrements, réinscrite dans la nature, recalibrée dans ses volumes. Elle ne jouit plus de l'attraction qui était la sienne lorsqu'elle incarnait la liberté, le savoir, la rencontre, la découverte, face à un monde rural traditionnellement obscurantiste

et lié à la glèbe et au servage. Mais le rêve d'une campagne où l'on pouvait se retirer (après 1968) ou fuir les méfaits de la civilisation urbaine et industrielle (après 14-18) est aujourd'hui aussi caduc. Que l'on soit de la campagne ou de la ville, l'alternative inquiète. Alors l'occupation des espaces est remise sur l'ouvrage, et particulièrement bien sûr celle de la ville.

L'espace urbain est pris en tenaille entre deux groupes de problèmes. D'un côté, les banlieues ne sont plus que le triste reflet d'une période techniciste et idéologique dépassée où l'homme n'a pas construit un environnement à sa dimension, accumulant «des logements laids, inconfortables, collés les uns aux autres et d'entretien coûteux. On les appelle cités-dortoirs car elles se trouvent éloignées des lieux de travail et de loisirs, et les résidents n'y rentrent que pour dormir. Des quartiers entiers se sont ainsi construits, sans attrait, presque vides d'adultes et sans vie la majeure partie de la journée.» [60] D'un autre côté, les centres-villes nous l'avons vu, sont surchargés, de voitures, de centres commerciaux, de béton, et fortement pollués.

#### *“Arrêter les cités-dortoirs”*

Si les banlieues ne sont pas un sujet très souvent traité, chaque fois qu'elles le sont, c'est dans un même mouvement de rejet et d'inquiétude : «Il ne faut pas oublier les problèmes des quartiers situés en bordure des villes, les fameuses banlieues» [141]. «Le temps des cités est révolu. Continuer à construire des banlieues à la périphérie des villes n'est plus la solution actuelle pour le logement. Il vaut mieux avoir des banlieues plus éloignées du centre-ville... Entre la campagne et la ville et les habitants auraient de plus grands espaces que dans les cités.» [141] Aussi est-il urgent «...d'arrêter la construction de ces cités-dortoirs car, bien que les loyers soient faibles, il n'est pas humain de parquer les gens à la périphérie de la ville, près des zones industrielles. Il faudrait simplement réduire le nombre d'étages à 8 ou 9 et améliorer les installations sanitaires.» «Et même si de telles dispositions coûtent cher, ajoutent-ils, les dégâts occasionnés par les manifestations des jeunes de ces quartiers sont parfois plus importants.» [135] Il faut, «pour rompre la logique de l'exclusion, réhabiliter le cadre de vie..., par des aménagements d'espaces de qualité, la multiplication des transports vers les centres-villes, qui sont des remèdes pour revitaliser ces quartiers» [54]. Il est même temps de penser au-delà de la société des banlieues et de «revaloriser les quartiers, détruire les barres et les tours inhumaines, créer des rues, implanter des activités, créer un esprit de quartier. Cela favoriserait l'intégration.» [127] Mais les problèmes sont loin de n'être que techniques, la coupure entre la

banlieue et la ville «se faisant surtout au niveau social, culturel et institutionnel». [54]

Ainsi, si l'immigration apparaît comme un sujet difficile, les banlieues et l'exclusion — qui ne se recoupent d'ailleurs qu'en partie — donnent lieu à des choix radicaux et des propositions cohérentes et claires.

### *Les déséquilibres spatiaux*

D'une manière générale, il faut penser la question des banlieues comme un déséquilibre spatial. D'autres déséquilibres sont évoqués : «...entre le littoral et l'arrière-pays» □ (Joffre à Montpellier), entre espace urbain et espace rural — car «l'urbanisation est d'autant plus grave qu'elle est précipitée et, bien pis, irréfléchie : le besoin immédiat légitime, la laideur des constructions ou plutôt leur distorsion manifeste avec le milieu naturel» [60] — au sein des régions elles-mêmes, enfin [55].

Caricaturalement, cela peut se résumer ainsi : «A l'intérieur de Paris habitent des gens riches, car les logements sont pris par les bureaux et les commerces. Autour de Paris (première ceinture), on trouve des "ghettos" ethniques où habitent des étrangers qui sont souvent en difficulté économique et confrontés à des problèmes sociaux, d'où les trois fléaux : l'alcool, la prostitution, les viols et crimes. Autour de cette première ceinture habitent des gens appartenant à la classe moyenne. De plus, les gens appartenant aux classes aisées se situent plutôt dans l'ouest de (Paris). Tout ceci conduit à un déséquilibre de la répartition des classes, ce qui conduit à un danger d'explosion sociale.» [59] Aussi, d'ici 2015, faudra-t-il engager des politiques vigoureuses : «De 1992 à 2015, malgré les choix d'un rythme de croissance nettement inférieur à l'évolution naturelle, l'Île-de-France a accueilli 1,7 million d'habitants. Paris a dû ralentir son dépeuplement en se dotant d'une politique de maintien de la fonction résidentielle. Il a fallu atteindre un rythme annuel de 30 000 constructions sur Paris et 62 000 en grande couronne.» [57]

Le déséquilibre provient, dans certaines régions, d'un manque. Par exemple, «entre l'ensemble Marseille-Montpellier au Nord et l'influence de Barcelone au Sud qui attire Perpignan, il serait urgent de donner les moyens à Narbonne de devenir une vraie métropole, notamment en l'ouvrant sur la mer» [61] En Limousin, il faudrait «homogénéiser la région et améliorer les structures des villes moyennes. Pour perfectionner l'organisation de ces villes, on devrait créer des rues commerçantes et piétonnes, rendre les villes plus attractives, plus de logements, meilleur accueil, embellir les villes, plus d'espaces verts..., mettre en valeur l'historique de la ville, répartir des fonctions urbaines (décentraliser), créer un meilleur réseau de communications.» [69]

Au-delà de ce vaste programme, retenons l'inquiétude des jeunes Rhône-Alpins : «Lyon, métropole régionale sous la menace de Paris» [139], comme celle des Normands qui se préoccupent du développement de leurs petites villes [89].

En Poitou-Charentes, la question est creusée par de nombreux lycées : une région qui n'a pas de ville-centre se trouve sérieusement handicapée ; elle n'a «pas de capitale, pas de métropole régionale puissante comme Lyon, Marseille ou Bordeaux et, de ce fait, du point de vue de la DATAR, entre Bordeaux et Nantes bientôt, ça va être le désert. C'est une approche complètement inhumaine du développement économique». (Interview du maire de Niort) [113] Aussi les lycéens poitevins réfléchissent-ils à des solutions : «Nous devons nous appuyer sur nos atouts urbains et économiques : pour l'urbanisme, une plateforme de revitalisation regroupant les quatre principales villes de la région, l'AIRE 198, Poitiers, Angoulême, Niort et La Rochelle afin de limiter et stopper la désertification de l'espace rural et d'attirer les hommes et les femmes compétents de l'Europe entière... ; de même, une aire métropolitaine atlantique, de Rochefort à La Rochelle. Un réseau urbain relais de villes de 5000 à 20 000 habitants polarisera les espaces ruraux.» [116] «Ces quatre villes doivent opter pour la complémentarité, la solidarité, le partage. Chaque ville, en accord et avec l'aide des trois autres, doit pouvoir développer ses atouts et acquérir une spécificité, tirer profit de la dynamique et du développement de ses voisines. Chaque ville doit être reliée aux trois autres par des moyens de communication rapides et performants et doit établir avec les petits centres voisins un rapport de partenariat économique.» [116] Dans le même registre d'idée..., «pour que les jeunes restent dans le Poitou-Charentes, que les retraités aient plaisir à venir visiter la région, et que l'Arc atlantique ait une image forte, différente de celle de l'arc méditerranéen mais tout aussi attractive.» [118]

Une région qui n'a pas de grande métropole a à corriger ce handicap, mais une région qui en a une ressent l'ombre portée aux petites villes. Cela est souvent perçu par ceux qui habitent la ville leader, les Parisiens, bien sûr, mais aussi les habitants des capitales régionales. Des élèves de Montpellier, par exemple, pensent qu'il est «urgent et indispensable d'arrêter la centralisation excessive et qu'il faut donner un nouveau souffle aux petites villes et aux villes moyennes de la région.» [64]

De ces lectures *a priori* contradictoires, on peut retenir que «la préoccupation essentielle qui motive un projet d'aménagement est le maintien et le renforcement de l'activité des hommes en ayant le souci que celle-ci soit le mieux répartie possible sur le territoire régional.» [102] Au fond, la continuité territoriale est une idée forte et, s'il n'y a pas d'opposition à une certaine

hiérarchie de la distribution des fonctions urbaines, la situation actuelle est jugée excessive et on espère la voir se rééquilibrer à l'horizon 2015. Ces déséquilibres paraissent résulter d'un manque de volonté politique ou d'un manque tout court de réflexion. Aussi, «un maître mot doit guider les villes : "Solidarité". Solidarité à l'intérieur des villes, entre les villes et leur arrière-pays, mais aussi entre elles.» [36]

### *Les réseaux*

A partir de cette conviction, s'impose une nouvelle organisation reliant les petites villes et le monde rural — ou les villes entre elles — pour qu'en 2015 «le désenclavement de la région ait produit ses effets, que (par exemple) Caen soit devenue une vraie capitale régionale, bien reliée à des pôles urbains secondaires animant le monde rural, la maîtrise de la circulation automobile et le développement de transports collectifs non polluants y ayant contribué... On y annonce, pour le 30 novembre 2015, les assises européennes du monde rural... La hiérarchisation du réseau urbain est mieux affirmée.» [92] Parallèlement, pour 2015, «les quatre villes de Poitou-Charentes sont mises en réseau. Elles disposent de bonnes voies de liaison entre elles et vers l'extérieur et sont devenues complémentaires. Poitiers a le rôle d'impulsion et d'interlocuteur principal... Mais les trois autres ont un rôle irremplaçable dans le groupe. Les petits bourgs ont regroupé énergies et services dans les régions autrefois déprimées. Les habitants n'y sont pas tous réunis, mais la vie sociale est reconstruite autour des services et activités divers. La région a ainsi consolidé son armature au lieu d'être écrasée ou partagée entre Aquitaine et Pays-de-la-Loire.» [116] L'idée est même approfondie : «Un réseau de services à haute valeur ajoutée (conseils, publicité, formation supérieure, communication, gestion...), répartis entre les quatre chefs-lieux, permettrait de résoudre le problème du seuil de rentabilité : en s'associant, ces villes constitueraient un marché de plus de 400 000 habitants.» [120] On voit bien ici comment les idées de l'aménagement développées par la DATAR ont rencontré un écho attentif.

Finalement, «un principe doit être retenu en matière de politique urbaine : celui de la "subsidiarité", c'est-à-dire que la ville plus grande n'accapare pas des services, des équipements qui peuvent être efficacement implantés dans les villes de taille plus petite» [1] Cette idée bâtie pour l'Union européenne devrait ainsi s'élargir jusqu'à la plus petite des communes, ce qui permettrait de «rechercher des complémentarités plutôt que des concurrences au sein de l'espace national» et de «dépasser les cadres administratifs souvent trop étroits déjà à l'échelon national». [126]

Mais, «la mise en œuvre d'une politique visant à corriger ces déséquilibres nécessitera des moyens financiers... Des modes de financement différents peuvent être envisagés. La région, l'Etat et la CEE participent déjà au financement des projets actuels, leur contribution pour les projets futurs sera nécessaire. Un financement complémentaire auprès des autres agents économiques (entreprises, ménages) est souhaitable et peut constituer une alternative à l'impôt souvent perçu d'une manière négative.» [102] Cela dit bien sûr, «ces réponses à la question du financement ne suffisent pas à décider de la faisabilité de notre parti d'aménagement. Il faudra aussi tenir compte de l'avis des populations concernées. Aux élus et aux associations de veiller à cette consultation démocratique.» [102]

Si les villes tardent à se constituer en réseaux et à se doter de systèmes de transports qui les favorisent, les tensions risquent de s'accroître. Car il ne paraît pas possible de maintenir les positions actuelles en l'état : «Pensons au futur et commençons par l'hypothèse d'un repli des villes qui s'accompagnera forcément d'un arrêt, et peut-être même d'une régression des réseaux et des collaborations interurbaines. Lorsque l'on sait qu'aujourd'hui on met plus de temps pour aller de Brest à Nantes que de Rennes à Paris, il n'est pas difficile d'imaginer que cela représenterait la fin de la Bretagne, le "progrès" s'arrêtant à Rennes et Nantes. Par contre, on envisage une augmentation du réseau routier, matérialisée par un axe passant par le centre-Bretagne ; quant aux chemins de fer, on devra les utiliser modérément car la création d'une ligne de TGV importante supprimerait de nombreuses petites lignes nécessaires à la communication entre agglomérations. Tout cela s'accompagnerait de la création de "filiales d'excellence" entre les villes, ou de la mise en commun d'équipements lourds (aéroports, palais des congrès...).» [36]

Ainsi la question de la ville réintégrée à son environnement et libérée de certains usages non indispensables en surface soulève-t-elle celle des liaisons avec ses périphéries et avec ses voisines. La ville n'œuvre plus comme une oasis, elle doit être une composante d'un environnement choisi et construit.

#### *Des propositions à méditer*

— «Le *carrefour des Betteraves*. Contexte : un carrefour exceptionnel sans aucune valorisation. Créer un pôle d'innovation à vocation européenne, fondé sur la recherche-développement. Symbiose entre un institut à recrutement d'étudiants, de professeurs à échelle européenne et les laboratoires et services de conseils aux entreprises. Prototype d'un nouvel urbanisme : sans zonage, avec intégration du logement, du travail, des loisirs.» [104] (associé aux autres lycées de Picardie)

— « *Logements vacants utilisés par les étudiants et les personnes défavorisées en attente d'être vendus ou loués.* » [103]

— « Une métropole de taille européenne, *Ker Arvor*, pourrait apporter un nombre considérable d'emplois variés qui seraient répartis dans toute la région grâce à un jeu de réseaux important entre cette métropole et les autres villes bretonnes. Formée par les communes de Loudeac, Pontivy et Ploermel, sa position centrale lui permettrait d'organiser en réseau Rennes, Saint-Brieuc, Brest, Quimper, Lorient... Cette métropole serait le principal maillon de l'Arc atlantique. » [31]

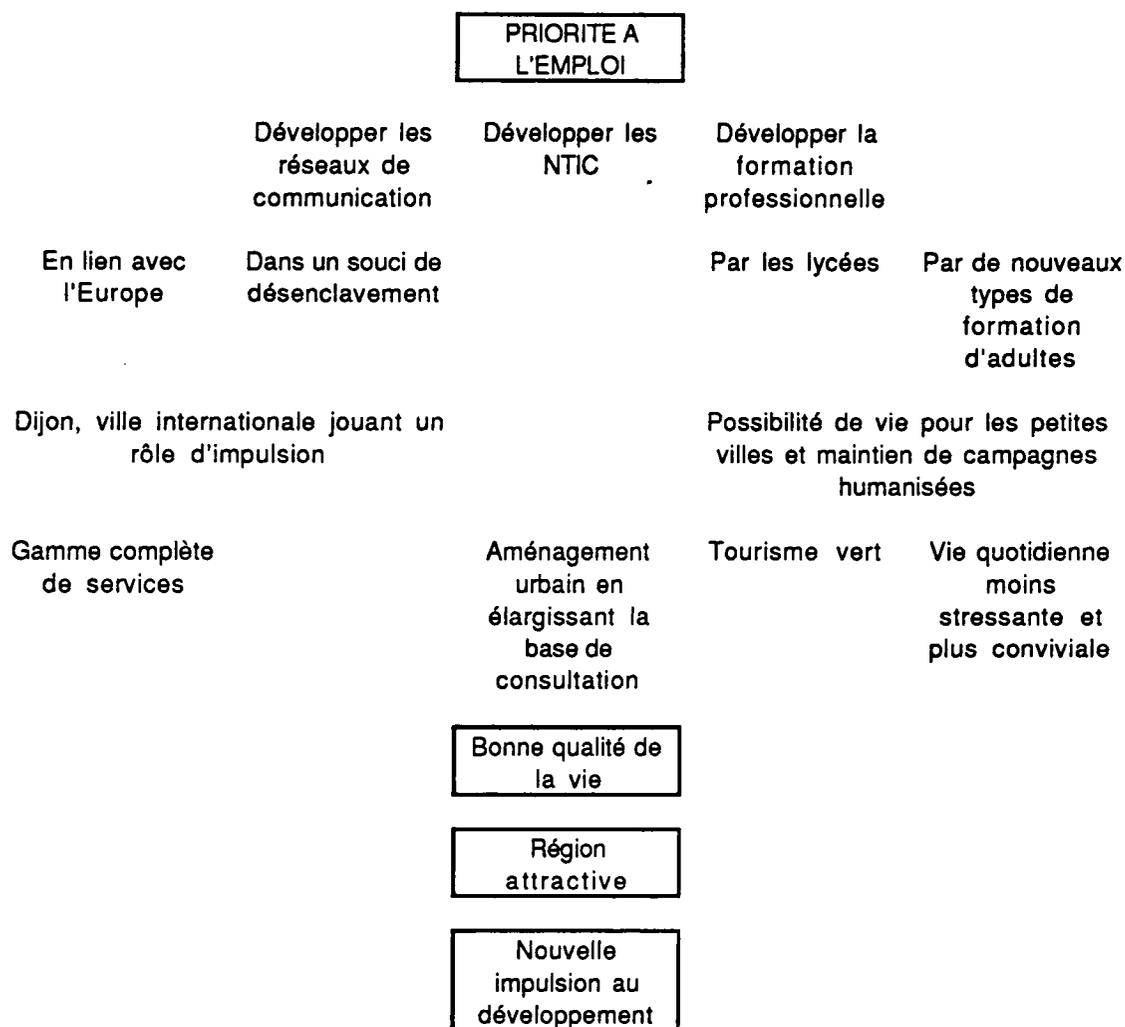
— « Un *espace industriel réservé*, à l'extérieur de la ville avec une seule voie d'accès pour y pénétrer et une autre pour en sortir. Les voitures individuelles y seront interdites, de même les véhicules ayant trait à cet espace industriel ne pourront circuler ailleurs qu'à l'intérieur de ce périmètre. » [141]

— « Utilisant les vieilles usines de Hayange et des alentours, une *ville-musée*, représentant la vie des mineurs et des ouvriers de la sidérurgie aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles..., implantée dans une des vallées sidérurgiques actuelles, sur les installations déjà existantes ou les friches industrielles : vitrine des savoir-faire nouveaux, des technologies de pointe de la Lorraine (elle mêlerait ainsi mémoire et avenir). » [78]

— « Dans une semaine, le 20 avril 2015, *la Maison des 3 M* ouvrira ses portes. Cette cité européenne des écrivains, inspirée par nos trois grands auteurs natifs de notre région (Montaigne, Montesquieu et Mauriac) représente la preuve vivante du dynamisme de notre région, mais aussi une source d'idées et d'exemples pour tous les "écrivains en herbe"... Elle est un cadre idéal incitant à une imagination fertile. L'autre avantage dont bénéficient les écrivains est la bourse qui leur est octroyée par l'Etat... Imaginez l'harmonie dans laquelle vivront ces écrivains ! N'est-ce pas séduisant ? » [7]

— « *Dépôt mondial des œuvres d'art* à Lunéville. Œuvres mises en mémoire sur disque optique numérique, ce qui permettrait de ne plus craindre leur disparition dans les collections privées ou les coffres-forts des banques. Un tel organisme pourrait s'autofinancer en fournissant des reproductions de tableaux à une échelle différente de l'original : la technologie de ce genre de copie est parfaitement au point. Quant au bicentenaire de la Paix de Lunéville (2001), il fournirait l'occasion rêvée d'une inauguration. » [76]

## Travailler, produire



*Schéma d'aménagement retenu [28]*

Ce schéma global de développement économique est une exception. Le discours dominant est généralement bâti sur un volontarisme économique : il faut implanter des entreprises, il faut localiser des PME, etc., comme si la localisation et le développement économique étaient directement affaire de volonté "des pouvoirs". Par exemple, «pour réduire le chômage..., il faudrait implanter des industries... Il faudrait implanter des universités.... Il faudrait aussi construire une centrale nucléaire... Il faudrait entreprendre une politique de natalité....» [141] De même, les logiques de filières et de chaînes, les différences entre activités économiques à dominante nationale et celles à dominante internationales, les différents types de tertiaires : services à la

personne, services aux entreprises, services commerciaux, etc., sont assez rarement appréhendés. Mais certains domaines, en revanche, sont abondamment traités : le tourisme, la formation, l'agriculture, que nous verrons dans le prochain chapitre.

Le développement de l'emploi est dans la plupart des cas envisagé en termes de ressources locales. Par exemple : «Que faudrait-il trouver pour remplacer l'arsenal de Toulon et fournir Saint-Tropez, La Seyne et l'hôpital Sainte-Anne ? Un enseignement plus technologique dans les lycées d'enseignement général, ne serait-ce qu'une à deux heures par semaine, permettrait aux jeunes d'avoir une approche de la technique, et d'être tentés ensuite par les métiers de l'industrie... Un lien entre les besoins des employeurs et les formations scolaires afin de faire correspondre offre et demande d'emplois...» [125] A Brest, un vaste programme nous est proposé pour méditation : «L'importance des activités liées à la Défense nationale risque d'être considérablement réduite. Mais ces infrastructures industrielles des arsenaux, le savoir-faire de ses ouvriers et le fait de dépendre du budget de l'Etat peuvent être une chance pour organiser une grande reconversion..., tournée vers l'aide au développement de l'Afrique. La situation mondiale est dominée par deux grandes crises. A l'Est, l'effondrement du bloc soviétique laisse nos arsenaux et nos forces nucléaires stratégiques l'arme au pied. Une nouvelle ère pourrait donc s'ouvrir de réduction des armements, (ouvrant à) la reconversion de ces industries. Au Sud, les pays pauvres s'enfoncent dans une misère toujours plus grande avec, notamment pour l'Afrique, des matières premières aux prix variables comme seule monnaie d'échange. De nouveaux rapports basés sur l'aide au développement et des échanges plus égaux sont proposés par de nombreuses personnalités scientifiques ou politiques de tous les continents. Ces deux faits ajoutés à notre situation sur la façade atlantique nous mettent en bonne place pour créer un grand port d'accueil et de redistribution des échanges entre l'Europe et l'Afrique.» [30]

Dans le même ordre d'idée, de jeunes Méridionaux explorent la voie d'échanges méditerranéens pour leur région : «Toute la façade nord-africaine s'ouvre devant nous. On peut donc aisément imaginer d'étroites relations. En considérant que le Languedoc-Roussillon devienne une région forte, elle pourra leur amener les techniques de pointe qui pourraient leur permettre de combler les lacunes qu'ils auront encore, comme par exemple des techniques d'exploitation agricole directement applicables au climat et au type de terrain nord-africain. Et ceci dans l'idée de pouvoir profiter en retour d'un échange, comme éventuellement leur

apporter les moyens techniques de cultiver des bananes et en retour de profiter d'avantages dans l'importation de celles-ci.» [64]

Les lycéens auvergnats généralisent cette perspective : «Le monde du XXI<sup>e</sup> siècle sera d'abord celui des interdépendances, alors pourquoi ne pas accepter également les coopérations avec des régions moins développées (Roumanie, Maroc, Mali...) que l'on ne peut abandonner ? Ainsi, il faut réduire les inégalités de développement en valorisant les complémentarités interrégionales.» [21]

Sur la Côte d'Azur, on s'oriente davantage sur des solutions tournées vers le tourisme, dans lequel par ailleurs les lycéens fondent beaucoup d'espoirs (nous y reviendrons) : «Parce que nous pensons en même temps travail et vacances (nous vivons dans un milieu tellement concerné par la fréquentation touristique), nous avons cerné la double attraction de la région : pour ceux qui veulent s'y installer et y travailler, mais aussi pour ceux qui veulent y passer leurs vacances et là, nous avons mesuré cette capacité d'attraction... C'est une source importante de revenus et d'emplois, (quoique) nous sentions la précarité des emplois saisonniers...» [125]

Plus volontaristes, de jeunes Auvergnats puisent dans leurs ressources : «Il faudrait, avant de créer d'autres industries, renouveler les anciennes industries qui, espérons-le, seront encore là en 2015 (accastillage à Thiers, planeurs d'Issoire, marqueterie, agro-alimentaire). Mais, pour cela, il faudra les reconstruire, les aménager, les réorganiser.» [15] Sur un mode humoristique, d'autres Auvergnats développent la même idée : «L'industrie ? Ah bon... L'Auvergne pneumatique.» [14]

#### ILLUS 03.01.00 [14]

De nombreux appels directs s'expriment à l'égard des décideurs qui pourraient éventuellement les lire. Porte-parole de leur région, des lycéens écrivent : «La Bretagne est prête à accueillir les décideurs qui désirent implanter ou créer leurs propres entreprises. Il faut les aider à choisir le cadre exceptionnel de la Bretagne : l'implantation d'entreprises dans un milieu sain, comportant des divertissements, des lieux de rencontre, de culture. *Vous avez des projets ? Nous avons la Bretagne !*» [32] Si des industries et des institutions venaient à s'installer en Haute-Vienne, les jeunes les assurent que «leurs employés et leurs cadres découvriront alors une nature quasi idyllique, où l'on travaille loin du stress urbain, dans des villes à l'échelle humaine» [68]

D'aucuns proposent de «faire des regroupements de métiers, ce qui permettrait à chaque activité de s'organiser selon ses besoins,

mettre en place des stratégies afin de lutter contre toute forme de concurrence». [36] D'autres pensent qu'une trop forte spécialisation nuit en période de crise et ils conseillent «une meilleure répartition des industries selon leurs points faibles. Certaines ne sont pas au top niveau par rapport au marché européen ou mondial... Une faillite entraîne automatiquement la formation d'une zone à fort taux de chômage. Pour limiter ce risque, il faut éviter les bassins mono-industriels en implantant de nouvelles branches dans ces zones.» [141] D'autres enfin se demandent «si l'on travaillera encore en usine» en 2015. «Les robots et les machines ultra-modernisées (n'auront-ils pas pris) la place de l'humain dans l'entreprise ? En effet, la modernisation sera le terme numéro un d'une entreprise performante, ce qui aura un effet néfaste sur la courbe du chômage.» [87]

### *La perception du chômage*

L'économie et le travail amènent évidemment à penser au chômage. Les lycéens se positionnent peu comme étant eux-mêmes demain à la recherche d'un emploi. Le chômage n'est pas décrit ici comme un avenir redouté, mais comme une calamité que l'on rencontre dans son environnement. Par exemple, dans une région directement touchée par la fermeture d'une usine : «Pour nous, l'entreprise agit à l'opposé d'un aménagement du territoire. Nous sommes personnellement touchés par ce drame ; de nombreuses familles se retrouvent sans emploi... Nous restons impuissants devant cette situation.» [69] Pour d'autres, c'est d'abord un problème des zones d'exclusion qui contribue à cette exclusion même : «Ainsi, jeunes sans formation, chômeurs de longue durée et toutes ces populations fragilisées se rassemblent progressivement à la périphérie des villes.» [54] Souvent, on trouve des formules du style : «Notre région est frappée plus que les autres par le chômage» [101], ou bien : «La région a le record du chômage.» [125]

Si les causes du chômage sont peu analysées, il y a le cas exceptionnel d'un descriptif global sur sa localisation en Europe (voir la carte hors-texte) : «Une Europe du chômage. Les régions de fort chômage, de chômage important et de chômage modéré forment des entités géographiques très nettes : la dorsale du Nord et de l'Est, les "Suds européens" et l'Irlande, un grand Ouest français auquel on peut rattacher la Navarre, la Mancha, l'Ecosse, le Danemark, qui mettent en évidence l'existence d'une Europe du chômage à laquelle appartient l'Aquitaine, où les jeunes sont durement frappés.» [9]

HORSTEXTE 302.05.00 + ILLUSTRATION COULEUR [9]

Les jeunes de La Réunion se voient confrontés à une situation difficile et tout à fait particulière : «On doit bien sûr indemniser les chômeurs, mais le RMI ne doit pas rendre leur situation plus confortable que celle d'un travailleur. Or, c'est souvent le cas à La Réunion, où on préfère abandonner une activité ingrate et choisir le RMI, dont il faut absolument réduire le côté attractif. (...) Rendre le RMI plus difficile d'accès administrativement ; limiter le temps de perception du RMI ; favoriser les formations professionnelles et assurer des débouchés dans les secteurs en expansion (artisanat, hôtellerie, tourisme, communication).» [145] En Martinique, «la situation de l'emploi explique que beaucoup de personnes soient sans revenus ou à faibles revenus. Beaucoup bénéficient du RMI. Le nombre de "jobbeurs" (c'est ainsi que l'on appelle les travailleurs occasionnels et non déclarés en Martinique) a crû. Mais les "jobs" ne permettent pas de beaucoup augmenter les revenus et contribuent au développement d'une économie informelle qui freine une véritable croissance économique. De plus, le RMI et les "jobs" ne remplacent pas un travail qui permet de jouer un rôle dans la société et d'espérer une amélioration de son niveau de vie.» [147]

#### *Des solutions partielles*

Le partage du travail excite pas mal les imaginations, bien qu'il soit rarement une espérance de réduction de sa propre activité. «La durée du temps de travail diminuera pour permettre à un grand nombre de personnes de travailler. En effet, une personne qui travaille durant 8 heures en 1992 n'est productive que 4 heures : donc, l'entreprise perd de l'argent. En prenant du personnel employé à mi-temps, l'usine augmenterait sa productivité et emploierait deux fois plus de personnel...» [47] Pour «offrir à tous un emploi, (il faut) développer des expériences sur le thème du partage du travail, encourager les initiatives pour former des jeunes, notamment dans le cadre de l'entreprise qui les formerait selon ses besoins.» [126]

Cette question est aussi liée aux retraites ; en «diminuant progressivement le nombre d'heures des personnes âgées, on passerait de 39 heures à 30 heures, puis à 10 heures. La personne ne se sentirait plus exclue de la société, elle se sentirait utile et en même temps, elle rendrait toujours des services, même s'ils sont de plus en plus infimes. De nombreuses statistiques montrent que les personnes partant en retraite éprouvent une certaine solitude que ce système nous aiderait à combattre.» [54]

Le télétravail, enfin, est fréquemment associé au partage du travail. Mais, nous l'avons vu, les jeunes le font figurer plus particulièrement au chapitre des remèdes à la désertification des

espaces et comme une conquête des nouvelles techniques de communication.

### *Le tourisme*

Les réflexions sur le tourisme sont abondantes et optimistes. En toutes régions, il représente une réserve d'emplois liée au développement des populations touristiques et des produits vacances attractifs. Le problème est de faire coexister l'authenticité de la campagne, la nature "naturelle" et l'extrême sophistication d'équipements pour les mettre à disposition et en retirer des ressources. Les jugements sur le tourisme actuel sont souvent sévères, à l'exemple de celui-ci : «Les handicaps actuels du tourisme : il est passif et trop classique ; il est très concentré dans le temps et dans l'espace ; il est concerné par une clientèle géographiquement précise ; c'est une clientèle familiale ; une structure figée des capacités d'hébergement ; mal apprécié quant à son poids économique réel ; des partenaires innombrables à la fois concurrents et divergents.» [35]

Aussi envisage-t-on des actions et des moyens de développement. Par exemple : «*Bretagne tonique*. Les vacances sont certes source de loisirs, mais aussi, de plus en plus, source d'enrichissement culturel. Ainsi, la Bretagne attire de nombreux touristes. La beauté des plages de son littoral, l'aspect "naturel" de ses côtes sont un atout majeur pour le tourisme breton... Un de ses attraits étant son côté authentique, il serait inopportun de transformer le littoral breton en littoral méditerranéen, le béton succédant au sable fin, des immeubles hideux à la côte sauvage, car en Méditerranée, il leur reste toujours le soleil...» [36] Ou encore : «Les jeunes étant accablés des traditionnelles vacances, désirent varier et être plus proches de la nature en été. Or, les stations ne disposent pas des structures pour satisfaire ces demandes... Alors les stations pas trop éloignées devraient se compléter en offrant un seul forfait valable pour pratiquer toutes les activités dans l'ensemble de ces stations.» [141]

Mais «que faut-il faire pour développer le tourisme ? Mettre en valeur et entretenir notre patrimoine, préserver la beauté de notre paysage, développer les activités culturelles et sportives, en les coordonnant dans l'espace et dans le temps. Surveiller les prix. Etaler les vacances : copier sur nos voisins anglais qui viennent de juin à septembre ; leurs enfants ont-ils l'autorisation de manquer l'école et la possibilité de rattraper les leçons en revenant ? Développer un tourisme de qualité, mais aussi un tourisme pour tous. Permettre aux futurs agriculteurs qui veulent faire du tourisme et se lancer d'aller voir ailleurs ce qui plaît. Comment

former des agriculteurs à l'accueil s'ils n'ont jamais voyagé et ne savent pas ce que les autres pays proposent ? Former des guides interprètes pour l'accueil.» [110]

Les jeunes du Nord sont sensibles à la transformation des images de leur région : «Depuis quatre à cinq ans, on essaie de transformer l'image industrielle couramment prêtée aux canaux et au Nord en général. Finis les eaux noires et le temps pourri ! Les voies navigables se sont dit qu'après tout, si la situation géographique du Royaume-Uni et des pays nordiques ne dissuade pas leurs habitants d'emprunter plus souvent qu'à leur tour les voies d'eau pour leurs promenades, rien ne s'opposait au développement du tourisme fluvial dans le pays des mines.» [86] Cependant, le tourisme peut avoir des conséquences négatives : «Il faut vaincre la répulsion des populations riveraines à voir des citadins bouleverser leur monde traditionnel. Des dispositifs doivent être mis en place pour gérer les projets touristiques et en maîtriser les retombées...» [131]

Les insulaires fondent beaucoup d'espoirs dans l'avenir du tourisme : «L'importance du tourisme pour la Corse n'est plus à démontrer» [46] A La Réunion, ils ont de grands projets : «Aquaparks, téléphériques, restaurants panoramiques, hôtels et croisières» [145]. Même les lycéens provençaux envisagent d'ouvrir le port de Marseille aux activités touristiques : «Le port actuel pourra être divisé en deux : une zone portuaire et une base touristique.» [127]

Les montagnards ne sont pas en reste dans leurs projets touristiques. Les jeunes rhône-alpins sont particulièrement en avance sur leur temps : «Le touriste rhône-alpin, en 2015, sera Européen. Ainsi, l'ouverture de l'Est permettra à ces touristes de venir profiter de notre région, différente de la leur, mais attirante. Il y aura aussi des habitants des pays du Maghreb, de l'Afrique. Le monde s'ouvre et les frontières tombent. Ainsi, il ne sera pas impossible de voir un Noir skier côte à côte avec un Russe ou un Japonais sur une piste enneigée de Rhône-Alpes. Touriste écologique et aventurier, il recherchera la proximité de la nature et le goût du risque. Il portera donc un casque, un piolet hypersuper, modèle renforcé, plus des crampons à 17 pointes et 60 mètres de vermicelles extra, en nylon, qu'il aspire à utiliser dans les plus brefs délais, et bien sûr ses indispensables jumelles. Il évite les refuges, recherche pour la nuit quelque auvent rocheux, quelque cabanne abandonnée et s'y fabrique des bouillies à l'aide d'un réchaud à alcool. Inoffensif malgré les apparences, en outre écologique et végétarien...» [129]

Les Provençaux se projettent également à leur façon dans l'avenir : «Les vacances de la famille Hans, de Hambourg, dans la région France-Sud. Elle s'installerait dans l'arrière-pays niçois, vers Isola 2000, dans un hameau typique. Grâce à une navette téléphérique, il sera possible de faire de l'escalade le matin, de la plongée l'après-midi dans un parc sous-marin au large d'Antibes et le soir de déguster un repas dans un trois étoiles au Michelin. Un hydroglisseur permettra une escapade en Corse et le TGV rendra possible d'aller en une heure assister à une représentation de Don Juan au festival d'Aix. Les musées de la région s'uniront pour organiser des circuits à thèmes (préhistoire, art moderne, architecture)...» [127]

Dans le même ordre d'idées, les réflexions abondent sur le tourisme à la ferme et les auberges de jeunesse comme solution à la désertification et comme complément d'activité pour les agriculteurs (ci-contre, Denise et Pierre).

#### ENCART

«Cela fait dix-neuf ans que Denise et Pierre accueillent des touristes chez eux. Ils ont été les premiers en Charente à le faire. En discutant avec des touristes, ils ont trouvé qu'ils cherchaient des hébergements. "On leur a proposé la chambre de nos enfants, et c'est comme ça que tout a commencé." Denise et Pierre n'ont pas voulu voir trop grand : 4 chambres plus une pour célibataire. Les clients restent en moyenne 3 à 4 jours. Le prix est de 140 francs par jour et par personne en demi-pension, petit déjeuner et repas du soir compris. Ce type de tourisme sera à notre avis l'activité principale en 2015.» [110]

#### FIN DE L'ENCART

#### *La pêche*

#### ILLUSTRATION NB simili 05.05.01

«La pêche en Bretagne» [32] (Institut Saint-Jean-Bosco, Lanrodec, Bretagne)

Dans les régions littorales, le tourisme n'est pas la seule activité à envisager : la pêche est défendue et sérieusement étudiée, comme par exemple à La Martinique, où 30 000 personnes en vivent. [146] Les Bretons s'intéressent eux aussi à ce secteur, dressant une carte de la pêche en Atlantique (voir en deuxième partie) : «Nous constatons que les zones fréquentées par les pêcheurs bretons sont assez espacées et bien réparties sur l'Atlantique. Elles sont en général proches des terres. Les principaux poissons pêchés sont la morue, la crevette, le merlan, le thon tropical, la langoustine, la langouste, le thon germon, le maquereau et enfin la sardine.» [38] Et d'exposer le projet de la

commission Mer côtière «de proposer aux marins en activité une voie de diversification vers les métiers de l'aquaculture. Il s'agirait d'une reconversion partielle et souvent saisonnière, mais qui pourrait être une alternative intéressante aux problèmes de la pêche.» [36] En Poitou-Charentes, dans le même ordre d'idée, on est évidemment sensible au problème des huîtres : «Nous envisageons la création d'un centre international de la mer dans le Pertuis d'Antioche..., sous la mer, selon l'avancée des technologies et fabrications de pointe développées au sein des régions de l'Arc atlantique. Les fonctions de ce centre seraient multiples : laboratoire de recherche spécialisé en biologie marine, océanographie, étude des marais littoraux, protection de l'environnement, valorisation des produits de la mer, centre de formation, centre d'accueil de congrès internationaux, etc.» [120]

*Mais pour produire, il faut former*

Les problèmes d'emploi sont souvent mis en relation avec la formation. Ainsi..., «l'orientation se faisant très jeune, il existe de nombreux cas où elle ne s'est pas montrée bénéfique. Pour remédier à cela, on pourrait créer une *coopération avec les entreprises régionales*, notamment dans les classes de collège, primordiales en matière d'orientation. S'il est vrai qu'il faut être bien informé pour faire un bon choix, les entreprises, cherchant un personnel qualifié et spécialisé, trouveraient parmi ces jeunes un potentiel énorme. Ce parrainage à double sens (entreprises/enseignement) permettrait de dynamiser certains secteurs en perte de vitesse et développerait le sens des responsabilités concrètes chez nous les jeunes (qui en manquons !)» [124] Dans la même logique, «dans le but de favoriser la formation professionnelle, des jeunes pourraient être envoyés dans les régions européennes pour des cycles en entreprise d'une durée de six mois. Pour ce faire, l'Etat prévoit une dotation de 8000 francs par jeune. De même, pour promouvoir le développement de la formation des ingénieurs et des cadres supérieurs, l'Etat serait prêt à accorder 10 MF et la région 5 MF» [135] De leur côté, les jeunes Guyanais, submergés par l'ampleur du chômage dans leur île, réfléchissent sur l'adéquation des qualifications : «Le taux de chômage officiel — 24 % en 1990 — à la très faible qualification des demandeurs d'emplois et à l'inadéquation entre demandeurs d'emploi et possibilités. Les trois quarts des jeunes souhaitent travailler dans le secteur tertiaire, saturé, alors que c'est dans les activités productrices que la Guyane offre des possibilités.» [149] Ils veulent donc voir «augmenter le nombre de stages chez les jeunes, mettre en place

de grands travaux utiles (recouvrement des égouts...), développer le tourisme, etc.»

La relation entre secteur économique, recherche et monde de la formation est souvent traitée de manière opérationnelle, en termes de localisation, de rendement et d'innovation : «Prévoir les secteurs qui s'affaibliront, prévoir les secteurs porteurs d'avenir, prévoir les secteurs à moderniser, prévoir dans les nouvelles entreprises un volant d'emplois pour les personnes diplômées mais sans expérience.» [125] Par ailleurs, «la Basse-Normandie s'est dotée d'un tissu d'industries de très haute technologie qui représentent un taux de matière grise très important, de même que de nombreux centres de recherche... Or il apparaît un contraste frappant entre ces entreprises de haut niveau et l'enseignement qui semble être toujours en dessous de la demande de la population jeune. Ainsi on assiste à une émigration des jeunes vers des villes dites universitaires aux dépens de leur ville natale. Comment une région peut-elle relever le défi européen si sa jeunesse, incarnant le dynamisme futur, se trouve dispersée ? La solution ne réside pas dans la concurrence entre les villes à se doter du plus attrayant tissu universitaire, mais bel et bien dans une complémentarité entre elles... Pourquoi ne pas former des alliances avec d'autres pays européens avec lesquels il existe déjà des relations, que ce soit d'ordre économique ou éducatif ? Les villes françaises tiennent à leur image. L'image d'une ville dynamique et présente sur tous les fronts de la grande aventure de l'Europe des Douze est devenue un objectif premier, une condition *sine qua non* à la survie de la ville. Les étudiants ont le plus à souffrir de cette concurrence entre les villes... On peut citer deux conséquences directes : une émigration de la population jeune et une surpopulation des universités... La recherche bas-normande est promise à un avenir favorable à certaines conditions. On ne pourra développer les points forts déjà existants qu'en harmonisant formation et recherche... En 2015, la première ressource de la Basse-Normandie sera certainement le savoir. Mais il faudra des investissements conséquents de la part non seulement de la région mais aussi de l'Etat... Il est donc important de développer et d'intégrer, grâce à des systèmes de réseaux, la recherche déjà implantée. Il serait aussi nécessaire de s'appuyer sur des entreprises déjà présentes aujourd'hui... Ainsi l'activité nucléaire cherbourgeoise, tout comme la plasturgie à Alençon ou la technologie de conditionnement à Saint-Lô, sont susceptibles de faire apparaître des centres de recherche spécifiques fondés sur le savoir-faire local. De même, des activités plus traditionnelles

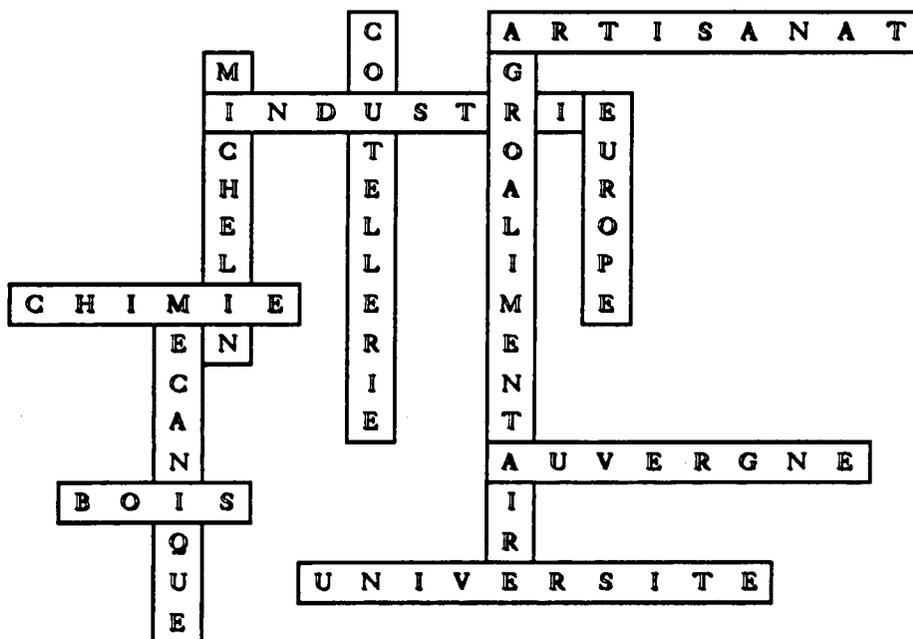
ayant évolué comme les techniques de la mer pourront créer des réseaux de recherche.» [93]

### *Une conception de l'activité*

Si l'enseignement et la recherche représentent pour les jeunes des perspectives d'avenir, il en est de même de la culture. Dans un monde où le temps de l'activité est de moins en moins voué à se confondre avec celui du travail, le secteur culturel devrait s'accroître. Son développement dans les vingt-cinq ans qui viennent est même comparé à ce que la France a connu dans le domaine touristique depuis les années soixante, et il faut y voir une ressource non négligeable de travail. La banalisation de l'accès à la culture peut être demain aussi forte que la banalisation, hier, du départ en vacances.

Par contre, les relations entre la télévision et les autres modes culturels sont fort peu évoqués : la télévision relie-t-elle les hommes, les isole-t-elle, les forme-t-elle ou les déforme-t-elle ?..., on ne sait pas. La seule notation sur ce sujet est faite en termes d'emploi par les Strasbourgeois qui voient dans la localisation d'Arte dans leur ville un atout économique en outre légitimé par leur spécificité culturelle [4].

Laissons, pour terminer, la parole aux Auvergnats qui ont à leur manière croisé tous les champs de leurs propositions.



[17]

*Des propositions à méditer...*

— «Lister les gens qui cherchent des *petits boulots par l'intermédiaire du minitel...*» [126]

— «En 2015, la Basse-Normandie a décidé de créer sa propre *usine de préservatifs* au lieu de les importer de Grande-Bretagne. L'usine remplacera la SMN, qui est fermée depuis vingt et un ans et créera des emplois dans le Calvados. le latex sera acheminé de l'Asie au port de Caen...» [90]

— «Développement de *PME technologiques* et du *télétravail*... Ces entreprises devraient se trouver près des grands axes, concilier hautes technologies et environnement, bénéficieraient des nouvelles possibilités de la télématique (télétravail)...» [123]

— «*Sud-Technologies* pourrait représenter le pôle de développement du Sud, au centre même du grand delta... Le point de départ serait la constitution d'un vaste parc autour du canal (de Craonne, à Saint-Martin de Crau) : espaces verts, terrains de sports, activités de loisir, centre de télécommunications, nombreux centres de recherches, entreprises à dominante recherche, informatique et télécommunications.» [123]

— «Un seul grand *centre touristique* prenant la forme d'une "mini-ville" où chacun pourrait satisfaire sa vision personnelle des vacances, comprenant grand hôtel, piscine, circuit organisé, attractions, organisation de concours divers...» [3]

— «*Le tour du monde en 80 heures*, à l'est de la Lozère. Dans chaque village, les employés porteront les costumes traditionnels du pays visité. Le site a un but pédagogique et culturel car les écoles pourront venir le visiter ; un but démographique car il repeuplera l'arrière-pays : les employés s'implanteront dans cette région ; un but économique car il risque de rapporter de nombreux bénéfices à l'Etat ou aux propriétaires privés.» [62]

+ ILLUSTRATION NB 11.07.01 [62]

— Les mêmes lycéens aménagent «une *ville sportive* (car le relief et le climat de la Lozère et de l'arrière-pays sont propices à l'entraînement des grands athlètes), un *centre de repos pour les personnes âgées*, un *village de jeunes* (car ils aiment bien se retrouver entre eux pour s'amuser, rire, mais aussi travailler), une *classe verte*...» [62]

— «Complexe sportif et de loisirs, centre d'accueil et d'entraînement de sportifs de haut niveau, centre gastronomique basé sur l'alimentation "bio", centre de loisirs multi-activités. Il sera complété par la proximité d'une ou plusieurs *bulles chauffées* (utilisation des technologies et industries régionales) abritant des campings, des bungalows, afin de protéger la vocation de tourisme familial.» [120]

— « *Université mondiale* : ville universitaire, le niveau élevé vise à "fabriquer" des spécialistes dans la science d'un pays ; les élèves se consacreront à l'étude d'un pays (langue, culture, littérature, histoire, géographie, économie...). Pour cela, il faudra créer une bibliothèque mondiale ; chaque bâtiment sera équipé d'une bibliothèque annexe spécifique au pays étudié.» [62]

ILLUSTRATION NB 11.07.01 [62]

— « *Scientificapolis* » est une nouvelle ville dont le but est de réunir un maximum de scientifiques de tous horizons. « Pays ensoleillé : Scientificapolis produira les panneaux solaires les plus performants pour l'alimentation de chaque foyer. Pays du vent : Scientificapolis inventera un système d'éolienne révolutionnaire.» [65]

— « Pour la région de Cherbourg, recherche des techniques pour l'exploitation des nodules, concrétions de minerais déposées sur le fond des océans. Ainsi, DCN et Intechmer pourront s'intéresser à ces ressources d'avenir.» [93]

— « *Zone franche* (pour favoriser la venue de nombreuses firmes, ainsi que l'installation de centres de recherche). La ville de Pontarlier semble l'endroit le mieux adapté pour accueillir ce dispositif.» [50]

— « *La démarche d'Ulysse, ou le retour heureux du voyageur !* La région forme des diplômés de bon niveau, les pourcentages de réussite aux examens sont supérieurs à la moyenne nationale. La formation en Poitou-Charentes représente une part considérable du budget : 56 %. Mais de nombreux jeunes de 20 à 30 ans partent. Ils ne trouvent pas de travail sur place et pour ceux de haut niveau la région offre peu d'emplois hors services publics. Ce départ n'est pas forcément une mauvaise chose ; partir est très bon pour se former et s'informer... à tous niveaux du reste (des compagnons du tour de France pratiquaient bien ce voyage formateur). L'opération Ulysse vise à faire garder des liens avec la région et à susciter le retour de certains. Sur 60 000 jeunes actuellement dans les lycées, il suffirait qu'une année ou l'autre, une centaine d'entre eux reviennent, et créent chacun cinq emplois locaux. La région doit organiser le maintien des contacts : à l'intérieur de chaque lycée, pour chaque ancien élève = un suivi de carrière est établi, une réunion d'anciens, parrainée par une entreprise locale, est organisée tous les cinq ans. Sont proposées des invitations pour revenir faire des conférences ou des stages, des aides pour créer une activité sur place... et cela fait boule de neige. Tout ce réseau de relations maintenues amène des échanges stimulants et capte les initiatives. Ulysse revient, "plein d'usage et raison", capable de gérer l'imprévu.» [116]



## La question agraire

«L'espace rural, c'est là où

- on dispose d'espace,
- on vit au sein de la nature,
- on a une perception du rythme des saisons et de la marche du soleil,
- on habite dans une communauté à taille humaine,
- on loge dans une maison individuelle,
- on trouve encore des agriculteurs.

Mais c'est là aussi où

- on a une pénurie de services,
- on est éloigné du centre d'information et de décisions,
- on trouve une faiblesse de l'innovation,
- on rencontre le sous-équipement en moyens de communication,
- on a du mal à trouver un emploi...

(...) Pour un monde rural souhaitable à l'horizon 2015, quatre fonctions semblent devoir être privilégiées :

- la production agricole, car la campagne ne peut se concevoir sans paysans, sans champs..., même s'il faut envisager de nouvelles finalités au métier d'agriculteur ;

- la sauvegarde du milieu "naturel" sans toutefois vouloir faire de l'espace rural une réserve naturelle mais un lieu de détente, de plaisir de vivre ;

- l'accueil et les loisirs : accueil des urbains, des touristes pendant les week-ends ou les vacances, distraction des ruraux comme des visiteurs ;

- la fonction résidentielle (principale ou secondaire) qui permettra de sauvegarder, d'entretenir, d'améliorer l'habitat, donc de maintenir une activité artisanale diffuse dans le secteur du bâtiment.

(Pour demain), deux agricultures :

1) Une "traditionnelle", de production de matière première sur de grandes exploitations, les "moléculteurs".

2) Groupement des "producteurs de services" en "GRUPAR" (Groupement d'unités de productions agricoles et rurales) reliés en réseau sur l'ensemble de la région pour échanger leurs produits de qualité, produits à label, AOC... (huîtres, agneau, veau blanc, volailles, fromage de chèvre, beurre, melon, pruneau, Cognac, vin blanc du haut Poitou...), les commercialiser, les transformer, les promouvoir (vitrines sur voies autoroutières, grands carrefours comme Limalonges, Futuroscope..., côte charentaise, Venise verte, lieux touristiques).» [109]

«Au sein du village idéal..., l'agriculture bénéficiera d'une organisation commerciale, éducative, ouvrière et touristique. Elle sera plus moderne qu'actuellement, moins diversifiée et son moyen de survie sera l'activité physique ou le bien-être qu'elle procure par un dédommagement lucratif... Elle devra cependant ne pas se laisser dépasser, car les paysans nourrissent la terre qui nous nourrit et *l'arbre à boîtes de conserves n'est pas encore né.*» [49]

La question agraire, pour les lycéens, fait partie intégrante des mutations de la France rurale mais, compte tenu de l'importance qu'ils lui accordent, cet aspect se devait d'être traité à part. Chacun est directement touché par cette question, souvent sans doute à travers l'histoire familiale, mais sans doute aussi parce que l'agriculture est l'élément structurant des paysages. Suivant les régions, les préoccupations sont différentes : les jeunes Aquitains, touchés par les conséquences des accords du GATT sur le maïs, ne réagissent pas de la même manière que les jeunes de Crest ou du Haut-Languedoc pour qui le maintien de l'agriculture est plus un problème culturel qu'un enjeu purement économique.

Cette représentation importante de la question agraire mérite d'être soulignée en soi car on aurait pu s'attendre à ce que cette génération plutôt urbaine ait peu de préoccupations directement agricoles. Or, les jeunes sont souvent plus à l'aise pour proposer des voies de développement de l'agriculture que, nous l'avons vu, un développement industriel et tertiaire. Le sujet semble-t-il moins compliqué, notamment parce qu'une partie des activités agricoles est liée à l'espace de consommation national ? Paraît-il ménager une marge de manœuvre économique ? En tout état de cause, la vieille culture rurale, dans laquelle la France est si fière de trouver son identité traditionnelle, fait encore partie du patrimoine culturel de la nouvelle génération.

De manière générale, les jeunes sont convaincus de la nécessité de sortir de la phase intensive qui a entraîné l'agriculture française depuis trente ans. Par exemple, en Bretagne, ils traitent abondamment du sujet : «La révolution agricole de 1950 à 1975 a profondément modifié la structure des exploitations agricoles et le mode de production des paysans bretons. Elle a permis un développement considérable de la production et relevé le revenu des producteurs. Mais, très vite, ce modèle agricole breton a montré ses limites. En effet, cette agriculture basée sur l'intensif (c'est-à-dire élevage hors sol, spécialisation, développement du machinisme...) a entraîné une surproduction. En 1984, la politique agricole commune instaure des quotas laitiers pour réduire les excédents... Un autre problème se pose : l'utilisation massive de produits chimiques, pour obtenir un rendement meilleur, aboutit à un désastre écologique.

«L'agriculteur breton, en l'an 2015, devra donc adopter plus de rigueur en ce qui concerne la fertilisation des sols, pour une campagne moins polluée... L'agriculture devra également se diversifier pour permettre aux agriculteurs d'exercer plusieurs activités telles que le tourisme ou l'accueil en milieu rural. De plus, l'emploi d'un autre vocabulaire tel que "technicien agricole"

ou "chef d'entreprise" pour ceux qui exercent les métiers agricoles permettra d'aboutir à une meilleure image de marque du salarié et du monde rural et d'attirer plus de jeunes vers des professions agricoles.

«D'ici l'an 2015, la Bretagne devra se redresser, aborder un virage à cent-quatre-vingt degrés et éviter la saturation sans débouchés des productions agricoles de masse peu rémunératrices, au profit d'un produit de qualité, un label breton. Elle devra vivre et compter avec l'Europe (PAC). Le nouveau modèle breton sera un modèle écologique, fondé surtout sur un capital d'eau abondante et pure, nécessaire à la qualité de la production. L'environnement sera respecté, la campagne moins polluée, les sites conservés.» [36]

Pas très éloignée, mais légèrement désabusée, une autre vision de la situation agricole : «Une extrême diversité caractérise la situation des exploitations agricoles, comme celle des paysans, dont le nombre diminue. Les terres vacantes et les arrivées de jeunes ne coïncident pas. On arrive à se demander s'il existe encore..., des cultivateurs en chair et en os dans leurs champs et derrière les silos, ou des éleveurs à côté des vaches allaitantes. Les jeunes qui ont acquis un bagage technique et économique croient encore à l'inusable métier de la culture du vieux paysan pour qui la page est déjà tournée.» [141]

Ainsi, «pour la première fois en Bretagne, il y a trop de terre pour les agriculteurs. Depuis 1990, on remarque le dépeuplement de l'espace rural et le renforcement de la densité des zones urbaines... L'espace libéré peut servir pour débouchés non agro-alimentaires... en reboisant les terres laissées des agriculteurs, en développant les loisirs et le tourisme et l'implantation d'entreprises agro-industrielles.» [35] On revient à l'organisation de l'espace que nous avons vue précédemment.

### *"Seule, une agriculture de qualité"...*

Le tournant agricole semble donc pris, «l'heure n'est plus à la production de masse» et bien que «des besoins planétaires demeurent insatisfaits, il semble plus raisonnable de miser sur une réorganisation d'une partie importante de la production agricole vers des aliments de qualité» [27]. C'est là un espoir car «autant la grande culture céréalière était devenue l'affaire d'hommes seuls régnant sur un parc mécanisé, autant cette moyenne production de haute qualité devrait remodeler les paysages, dynamiser et dilater l'emploi». Notamment «dans le domaine des produits biologiques ou de qualité supérieure. Dans un cas comme dans l'autre, la production devrait alors baisser grandement en quantité mais la valeur, elle, augmenterait sensiblement.» On produirait donc donc

«des farines panifiables..., des aliments et des boissons de grande qualité et de conception nouvelle... faisant appel aux ressources du génie génétique». [127]

Nous sommes bien à la fin de la grande période productiviste et de ses conséquences écologiques et paysagères. L'avenir appartiendra à la qualité, même si : «un développement trop important et anarchique de produits de qualité risque d'aboutir à une "banalisation" et un niveau trop important de concurrence néfaste à leur valorisation. Il est donc important de bien prendre en compte les marchés potentiels et leur évolution. C'est au travers des structures collectives que les agriculteurs peuvent le faire.» [110]

Mais «les agriculteurs doivent devenir de véritables commerçants. Ils ne doivent plus seulement produire mais assurer toute la chaîne de distribution. Dans la viticulture en particulier, on aboutirait ainsi à une commercialisation plus efficace des vins de qualité. Les agriculteurs peuvent aussi associer à leur production une vente de services (tourisme vert).» [64]

Il arrive que cette tendance donne lieu à une évolution futuriste audacieuse, qui conduira les agriculteurs «à abandonner certaines tâches comme les travaux des champs ne nécessitant pas une très grande compétence, mais lourds en coûts à des entreprises spécialisées extérieures à l'exploitation..., libérant l'exploitant de ses servitudes ancestrales pour qu'il se consacre... à des fonctions comme la fabrication des aliments à la ferme, la construction de bâtiments, l'entretien du matériel et, bien entendu, la tenue de la comptabilité». [36] Alors «l'exploitant n'aura plus de pratiques agressives pour la nature, mais il sera rémunéré pour l'entretien de l'espace rural. L'environnement est une idée clé de l'avenir de l'agriculture».

Si tous ne vont pas aussi loin dans l'idée qu'ils se font de la paysannerie, le modèle reste homogène : agriculture de qualité, préservant l'environnement, «ajustement de la production à la demande» [38], associant la création de gîtes ruraux, fermes-auberges..., comme le disent encore ces lycéens.

Nous avons donc là un modèle qui intègre nouvelles productions, fonctions de loisir, équilibre écologique, l'espérance étant que les agriculteurs s'adaptent à cette profonde transformation de leur métier, on peut peut-être même dire de leur état. Ainsi, pour «l'agro-business en 2015», il faut penser, «pour l'avenir d'une famille agricole, la pluri-activité. En plus des travaux agricoles, les agriculteurs pourraient s'occuper des touristes... ; femmes ou hommes pourraient apprendre aux touristes certaines spécialités... : saucisse de foie, saucisse sèche, jambon, saucisson,

ou encore confiture sans fixateur ni colorant chimique... Nos agriculteurs deviendraient, ne craignons pas le mot, de "gentils membres" de clubs ruraux. Mieux, ils pourraient se transformer en professeurs de la nature.» [84] Mais pour ce faire, «les agriculteurs doivent considérer : qu'ils sont les exploitants du sol et les gestionnaires de l'environnement rural (rôle de paysagiste mais aussi réhabilitation des fermes et des villages) ; qu'ils demeurent des producteurs de matières premières agricoles et énergétiques (diester, biocarburants) ; qu'ils doivent accéder aux activités de service en commercialisant une partie de leur production, transformée et valorisée par leurs soins, dans le cadre d'une hôtellerie à la ferme liée au tourisme vert ; que le rendement, la grande production et les cours ne sont plus les seuls critères ; la qualité du produit offert peut primer dans ce type de système économique ; que leur exploitation est devenue une véritable entreprise aux branches d'activités variées et intégrées... Cette révolution de la ruralité ne créera pas beaucoup d'emplois, mais elle doit permettre de fixer l'ensemble des ruraux actuels ; elle doit fournir des ressources économiques complémentaires ; elle doit favoriser la revalorisation du statut d'agriculteur.» [118]

Aujourd'hui, «...le prix des produits agricoles est bas parce que les dommages écologiques ne sont payés par personne»... «Si l'on veut résoudre ce problème, soit on doit changer de système d'agriculture, soit on doit intégrer le coût écologique dans le prix des production.» [8] De nombreux points de vue en appellent au rôle nouveau de la coopération agricole car, «au lieu d'exercer une concurrence locale, les coopératives agricoles devront, pour promouvoir des produits de qualité, créer des labels pour des productions régionales» [61].

L'agriculture biologique occupe une place prépondérante car «elle répond à cinq préoccupations d'avenir : sauvegarde du paysage, maintien d'un tissu rural, gestion optimisée des matières organiques, valorisation du terroir, maintien d'un équilibre écologique.» [110] Parallèlement, «une attention particulière pourrait être portée sur la conservation d'une agriculture traditionnelle. Exploiter les richesses naturelles de nos bois et de nos champs, voilà une solution : récolte de champignons (pleurotes, cèpes, girolles...), fraises des bois, élevage d'escargots, ramassage des plantes aromatiques et médicinales (garrigues gardoises)... Pourquoi même ne pas revenir à la cueillette ? Mais une cueillette propre, bien faite et qui ne nuise pas aux espèces environnantes. Désormais, il n'est plus question de créer, mais d'améliorer la qualité de nos ressources.» [64]

### *La filière bois*

La filière bois semble sous-exploitée, alors qu'elle comporte de belles possibilités ; aussi pourrait-on penser à une «relance du développement forestier», intégrant que «la demande de la société portera de manière croissante sur les aspects non marchands de la forêt, celle-ci jouant un rôle de refuge. On recherchera une forêt capable d'avoir une production ligneuse, une protection du milieu, une fonction sociale. Outre ces trois fonctions, la forêt joue un rôle pour la recherche scientifique ainsi qu'en matière de pédagogie de l'environnement.»<sup>[80]</sup>. De sérieuses études sont faites sur la rentabilisation tant de la forêt et des exploitations forestières que des scieries et de l'utilisation du bois pour l'énergie (granulation des sciures, centrales pour l'énergie pour des réseaux de chaleur pour les logements...).<sup>[120]</sup> Des actions sectorielles en faveur des industries et de l'artisanat du bois et des actions collectives sont à entreprendre telles que «salons et expositions "Expobois", réalisation d'un annuaire des industries du bois, engagement d'ingénieurs pour le développement de la branche», assorties d'une formation spécifique : «...Installation d'une école filière bois, qui formerait des ébénistes, des menuisiers, des tonneliers, des gardes-forestiers et tous autres métiers en rapport avec la forêt...»<sup>[120]</sup>

### *Les biocarburants*

Les biocarburants et en particulier le diester paraissent, dans de nombreuses régions, une activité d'avenir, permettant de lutter contre les jachères et de rééquilibrer la balance des paiements. En Ile-de-France, par exemple, «le site idéal pour la culture du colza est en Seine-et-Marne»<sup>[55]</sup> ; en Aquitaine, il peut être une solution à la crise du maïs<sup>[5]</sup> ; ailleurs encore, le diester «a des chances de connaître un développement formidable»<sup>[131]</sup>. En Picardie, il présente un nouveau débouché pour l'agriculture, comme en Poitou-Charentes, où «le meilleur moyen de prendre l'avantage sur les autres régions étant de se spécialiser dans des domaines encore peu exploités, nous proposons l'implantation de cultures de colza et de betterave pour la production de biocarburants.»<sup>[120]</sup>

Les problèmes agricoles suscitent donc de nombreuses propositions. Certaines transforment même l'agriculture en une activité industrielle comme une autre : «...La meilleure évolution souhaitable de l'agriculture dans notre région semble être l'adoption de nouveaux modes de production agricole, et tout particulièrement *l'intégration de l'agriculture hors sol*. (...) Du fait qu'il n'y aurait plus aucune utilisation d'engrais, de pesticides, ni

d'engins agricoles qui rejettent du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, ce type d'agriculture ne polluerait pas et pourrait donc être qualifié d'écologique. La seule source d'énergie utilisée étant l'électricité (hydro-électricité), il n'y aurait plus d'utilisation d'énergies fossiles dont les réserves françaises et internationales s'épuisent. (De plus, les pannes d'électricité n'auraient aucune incidence sur la production puisque la laine de roche permet une autonomie de trois jours pour la plante)...» [129] Suit une description détaillée des autres avantages, puis : «Un des avantages majeurs de ce type de production serait une réduction de la surface nécessaire à la polyculture, permettant l'extension de bois, de forêts, de plans d'eau près des villes principales, améliorant ainsi la qualité de la vie. En liaison avec la disparition de l'agriculture actuelle, il faut envisager une (nouvelle) formation des paysans à long terme. Ceux qui seront en âge de retraite continueront leur propre exploitation. Les autres seront soit affectés aux tâches informatiques, soit s'occuperont de l'entretien de l'espace dégagé...» [129] Cette utopie industrialisante est-elle si loin du réel pour certains élevages ou en matière de maraîchage ? Elle a le mérite, sous son aspect utopiste, de penser simultanément les mutations technologiques et la réaffectation des sols et des espaces, ce qui est bien le centre des débats.

#### *Des propositions à méditer...*

— «Une *maison de la promotion rurale* à Montpezat d'Agenais... Non pas une institution qui reproduit les pouvoirs et les modèles, étouffe l'initiative, mais... un centre permanent de rencontre des compétences et expériences, des besoins de l'économie et de la vie culturelle ; un milieu de vie riche, intégré à la communauté locale, valorisant la créativité de chacun, qui favorise l'initiative pour créer du travail.» [6]

— «Le lycée devient le cerveau du développement régional. *Les lycées seront l'ossature de l'espace* en liaison avec les universités, les centres de recherche, les technopoles et la création de réseau entre eux et les entreprises. Les lycées ruraux doivent mailler l'espace, répondre aux besoins ruraux souples, diversifiés, liés à l'adaptation des salariés multicompetents à des tâches multiples pour multi-employeurs..., à des filières locales (plasturgie à Rochefort, produits de la mer à Bourcefranc...), aux nouvelles fonctions des agriculteurs (entretien de l'espace, productions, accueil, restauration, vente). Ces lycées devront devenir des centres de vie, de culture..., par un équipement multimédias donnant accès à des formations pointues, à des conférences à distance, en

somme, faciliter tous les types de contacts visant à désenclaver le monde rural, l'ouvrir sur le monde.» [109]

— «Des *fermes de formation*, dans le cadre d'une coopération interrégionale, implantées dans toutes les communes rurales ; des *fermes à l'essai* pour les jeunes : s'engager pour toute la vie, pour un métier, pour le mariage est devenu rare chez les jeunes ; de la même façon, choisir l'agriculture pour une vie leur est un choix difficile. Beaucoup plus attractives pourraient être les fermes à l'essai dont les terres pourraient être fournies par les stocks de terres détenus par les SAFER.» [9]

## Une société de la mobilité

«Les transports sont désormais vitaux pour l'économie et jouent de ce fait un rôle déterminant dans la compétition internationale. (...) Aujourd'hui, les problèmes sont nombreux : il n'y a pas de liaison véritable entre l'Alsace et le pays de Bade, constituant géographiquement la région du Rhin moyen. Ensuite, la liaison mer du Nord-Méditerranée qui peut passer par l'Alsace n'est toujours pas réalisée, tandis qu'en Allemagne, la liaison Rhin-Danube est d'ores et déjà inaugurée. Enfin, en Allemagne, il y a l'ICE et en France, il y a les TGV Sud-Est, Ouest et Nord, mais aucun train à grande vitesse ne passe par l'Alsace.» [4]

«Le rapprochement des métropoles Paris, Londres, Bruxelles puis Rotterdam et Cologne, avec les effets ambivalents que cela suppose, est une donnée essentielle. Il ne faut pas oublier que Lille est la métropole régionale la plus proche de Paris. Il faut se demander si le réseau actuel peut évacuer les flux terrestres et transmanche croissants, mais aussi comment faire pour que la région bénéficie de cet accroissement des échanges et ne soit pas uniquement une région de transit ?» [86]

«Le choix des nouveaux réseaux de transport pose des problèmes. Il faut souvent prendre en compte des intérêts qui s'opposent : moderniser les axes (autoroutes, lignes de TGV) et protéger l'environnement ; choisir une ville, une région au détriment d'une autre, pour un tracé par exemple. Par ailleurs, le développement des grands axes routiers et ferroviaires n'entraîne pas forcément le développement économique de la région. Il faut d'autres mesures pour attirer les entreprises.» [114]

Comment construire une société plus fluide sans que l'homme et ses territoires soient totalement assujettis aux systèmes de transports, à leurs bruits et à leurs nuisances ? Tel pourrait être résumé le sujet auquel les lycéens apportent réponses. Ils veulent mieux circuler, et ce de manière "égalitaire" sur l'ensemble du territoire, accéder rapidement aux zones les plus reculées ou aux villes les plus puissantes, des villes moins embouteillées et moins polluées. Ce qui est frappant dans l'ensemble des dossiers, c'est que, d'une part, la distance n'est plus l'élément central : on est dans l'ère de la durée et les distances se mesurent en temps ; d'autre part, la part des nuisances est évaluée dans le transport, et l'on cherche à les réduire dès la conception des projets.

L'idée commune est que l'accessibilité induit le développement économique mais il faudrait sans doute la présenter dans l'autre sens : l'absence d'accès est un handicap auquel il faut porter remède pour rétablir l'égalité des chances.

Au-delà, pour bien comprendre cet investissement sur les transports et l'ensemble des moyens de communiquer, il faut voir

les relations entre transports, fluidité et liberté car «assurer le déplacement quotidien de l'homme, c'est contribuer à sa liberté.» [57] Il y a ici à l'œuvre une image spatiale corporelle de la nation et de la région qu'une bonne vascularisation rend dynamiques et vigoureuses.

Nous retrouvons, à travers cette question de la mobilité, la volonté d'homogénéiser l'espace, de donner des chances équivalentes aux différents lieux, d'égaliser les durées d'accès (voir, hors texte, l'«isochrone des déplacements» des lycéens martiniquais [148]). Un «égalitarisme de l'espace», si l'on peut dire, qu'on a déjà rencontré dans la volonté de lutter aussi bien contre la désertification du rural que contre les banlieues «trop hautes» ou les villes trop denses. Une logique égalitaire qui sous-tend les propositions concrètes et techniques.

HORS TEXTE ILLUSTRATION COULEUR 25.1.1 HT [148]

### *Une mise à jour parfois radicale*

A peu près partout, le sentiment prédomine que la carte générale des transports ne reflète pas l'évolution du rôle relatif des différentes cités. Les infrastructures restent largement marquées par les hiérarchies urbaines anciennes et le poids du centralisme. Comme sur l'ensemble des thèmes d'aménagement du territoire, c'est un regard neuf qui est porté sur l'armature infrastructurelle souhaitable, comme si rien n'existait, comme si l'on se demandait : qu'est-ce qui aujourd'hui désenclaverait nos villes et nos campagnes ? Cette logique de découvreurs d'espaces remet en question les pratiques traditionnelles des services des transports, peut-être les intérêts de certains groupes, en tout cas de nombreuses habitudes. Par exemple, les jeunes de Nevers veulent «créer une voie rapide entre Nevers et Auxerre pour rejoindre l'autoroute A6 et une autre voie rapide de Nevers à Château-Chinon, créer deux tunnels traversant le Morvan, afin d'éviter la destruction écologique du site, celui au Nord pouvant être également à vocation ferroviaire pour limiter les coûts. D'Autun partiraient deux voies rapides, une jusqu'à Beaune (pour Dijon), l'autre jusqu'à Mâcon... Nous envisageons la Transeuropéenne, autoroutes Moscou, Minsk, Varsovie-Prague-Stuttgart-Dijon-Nevers-Bourges-Poitiers-Atlantique, avec au passage dans le Cher la liaison avec l'A71.» (!) [29]

Une réflexion en forme de charte sur le transport résume les préoccupations : «Article 1.1 : Axer les transports de façon à ce que ce soit bénéfique pour nous tout en respectant la nature. Pour cela utiliser des voitures électriques, moyens de transport plus économique et moins polluant.

Article 1.2. : Interdire le stationnement et même la circulation dans les centres-villés pour une valorisation de l'espace piéton.

Article 1.3. : Donner la priorité aux transports collectifs, nettement moins chers et plus attractifs que le transport individuel.

Article 2.1. : Favoriser la circulation du métro ou du tramway afin de mieux desservir les centres-villes.

Article 2.2. : Développer le ferroutage afin d'éviter la surcharge routière.

Article 2.3. : Créer de grands axes tel Arras-Boulogne facilitant la communication interurbaine.

Article 2.4. : Améliorer le rapport qualité/prix de façon à multiplier l'usage du TGV.

Article 3.1. : Regrouper les ports pour créer une façade maritime facilitant le transport des marchandises... (de façon à les) complémentariser pour faire face à l'Europe et même au monde.» [87]

Les cartes régionales "de synthèse", en deuxième partie de cet ouvrage, reprennent généralement les représentations régionales en matière de transports. Ici, nous insisterons sur des points particuliers souvent mis en avant. Par exemple, le contournement de la région Ile-de-France souvent évoqué, tant d'ailleurs par les jeunes provinciaux que par les jeunes Parisiens. Le franchissement direct et souterrain des Pyrénées par un axe Paris-Madrid via Toulouse est perçu comme un élément de structuration déterminant [84]. Nous sommes donc devant un territoire remis à plat et ouvert à une circulation libérée de la domination des traces de son histoire en matière de transports.

### *Dans la ville*

Il faudrait «qu'à l'approche des centres urbains, soient séparés riverains et non riverains» [57] et que ces derniers soient orientés vers un accès en ville par les transports collectifs. Il faut envisager des solutions expérimentées à l'étranger : «principales voies payantes (Pays-Bas), radioguidage (Berlin...)». Les développements de l'informatique devraient venir en aide de manière décisive au conducteur qui se verra proposer «un guide dynamique (navigation, localisation, optimisation du trajet)... sur un écran graphique et un système vocal». En outre, un vaste réseau souterrain autoroutier sous Paris devrait être réalisé, le projet "Icare" : «Il a l'ambition, pour le cœur de l'Ile-de-France, d'être analogue au métro, mais en individuel. Il consiste en une série de voies rapides sur deux étages.» Enfin il faut réfléchir à la complémentarité entre «un retour en force d'un tramway moderne

faisant une boucle dans Paris : c'est le périphérique des transports en commun» et un développement sensible de la rapidité des métros et des RER. «Reste que les villes de demain, surconsommatrices de transports en tout genre, devront sauvegarder le plus vieux mode de déplacement de l'homme et le plus écologique : la marche à pieds...» [57]

La volonté générale est de rendre la ville à ses habitants, de lutter, comme nous l'avons dit, contre le pouvoir excessif qu'a pris l'automobile sur l'espace et, par dessus tout, de favoriser des transports en commun multiples, rapides et souples. La voiture électrique comme alternative à la voiture polluante est très souvent présente. Elle fera partie du "confort ménager" en 2015 et «entraînera une diminution de la pollution dans Paris». «Plus petite, elle prendra moins de place» [54]. Mais il y a encore des problèmes quant à son usage prochain : «Son kilométrage, limité à cause de la consommation d'électricité, obligera les automobilistes à la recharger très souvent et la durée de recharge sera trop longue (à moins que d'ici là des progrès significatifs aient été réalisés)... Alors les voitures électriques ne sont pas, selon nous, l'avenir des autos à essence. Les problèmes posés aujourd'hui ne pourront pas se résoudre, même avec des ordinateurs de bord donnant la route à suivre pour la fluidité de la circulation, et assurant une sécurité (type radar), car nous pensons que le parc d'autos ira toujours s'accroissant. A quand un moyen de transport qui associe transport individuel et collectif, du style bulles électromagnétiques téléguidées par un ordinateur sur des rails aériens et desservant chaque maison ?» [54]

### *La place du rail*

Le transport ferroviaire constitue une voie à développer considérablement dans le futur, et ce malgré le «désengagement de l'Etat» [115]. «La SNCF dispose certes d'une plus grande autonomie de gestion mais doit, autant que faire se peut, équilibrer ses comptes. Faire concilier équilibre financier et notion de service public relève de la mission impossible. Ainsi fut-elle incitée par l'Etat lui-même à sacrifier tout ce qui pouvait être non rentable avec pour conséquences : transfert sur route d'une partie du trafic des marchandises, fermeture totale de lignes, transfert sur route du trafic voyageurs... La politique actuelle de l'Etat n'incite donc guère à l'optimisme pour l'évolution à terme des transports, l'objectif semblant être la priorité donnée aux autoroutes et au TGV.» ...«Ailleurs ? Le désert ! Curieuse conception de l'aménagement du territoire.» [115]

Deux idées dominent. D'une part, il faut développer les transports multimodaux, notamment pour lutter contre l'omniprésence des camions sur autoroutes et sur routes : ceux-ci profitent d'un avantage de prix lié au fait qu'entre autres ils ne paient pas l'ensemble des charges d'infrastructures. D'autre part, les trains à grande vitesse, en reliant directement les métropoles, induisent une relative désertification des zones traversées et des périphéries urbaines : il faut trouver une complémentarité entre la SNCF et les interlocuteurs locaux.

D'aucuns vont même plus loin en affirmant que cette question ne sera jamais résolue tant que la SNCF sera une entreprise nationale. Ils se projettent en 2015 : «Tout est parti en 1995 du renoncement de l'ex-SNCF de construire ce TGV "Grand Sud" Bordeaux-Venise sur son tronçon Bordeaux-Narbonne. Le "Collectif Grand Sud" s'est battu pour ce projet devenu purement méridional. A partir de là, il s'est lancé dans une suite de projets dont l'achèvement du TGV Bordeaux-Venise sur le réseau européen (gestion mixte CGS et chemins de fer CEE qui a absorbé les compagnies nationales dont la SNCF)... La SNCF a été le dernier bastion du centralisme.» [82]

Plus réalistes — du moins à court terme —, d'autres pensent que «les différents modes de transport devront être unifiés pour préserver plus ou moins la nature qui nous entoure. Des couloirs autoroutes-rail, c'est-à-dire des chemins de fer et des lignes de TGV suivraient les grandes autoroutes traversant la région, ainsi les nuisances seraient limitées.» [87] Enfin les Martiniquais tracent un réseau ferroviaire sur le littoral atlantique et entre le littoral atlantique et le littoral caraïbe [147] et les Montpelliérains rêvent de trains sous-marins pour relier les différents pays méditerranéens [64].

#### *Les voies navigables et le cas du canal Rhin-Rhône*

Une autre perspective majeure des propositions est l'utilisation plus systématique des voies navigables. «Les voies d'eau : une solution d'avenir ! Il faudrait développer les réseaux fluviaux de notre région en général, notamment en rénovant les systèmes des canaux et des écluses, en raison de leurs nombreux avantages : un coût plus faible que les autres moyens de communication, un gain d'espace sans dénaturer l'environnement et pour une moindre pollution.» [44]

En particulier, il faut ici souligner la volonté unanime, du Rhin à la Méditerranée, de voir aboutir le canal Rhin-Rhône et le regret de voir ce dossier bloqué. En Rhône-Alpes, on écrit : «La DATAR ou l'abandon du projet Rhin-Rhône. Pourra-t-on voir un jour du nougat de Montélimar transporté par des péniches qui iront jusqu'à

Rotterdam en passant par le Rhône ? Peut-être ? La volonté politique est absente car les élus ont peur du coût du projet (15 milliards de francs)... La part de responsabilité la plus importante, c'est l'Etat qui ne défend pas ses voies fluviales. En effet, le budget de la France consacre 1 milliard de francs pour ses voies navigables comparés à l'Allemagne qui a un budget de 3 milliards de francs. Si Rhône-Alpes ne participe pas à ce projet qui concerne six régions, c'est l'isolement de la région du point de vue fluvial. (...) La région va-t-elle délaissier le transport fluvial qui ne cesse de progresser en Europe du Nord ?» [130] «C'est une liaison très intéressante déjà commencée puisqu'en effet les bateaux arrivant du canal de Suez et de la Méditerranée n'auront plus à passer par le détroit de Gibraltar pour rejoindre les grands ports de l'Europe du Nord : cela leur évitera un grand détour par l'Atlantique et la Manche. Ce canal présente de grands avantages : un gain de temps et d'argent énorme pour la région qui deviendra une zone de passage obligatoire....» [129]

Et «pourquoi ne pas mettre en place une ligne pour les voyageurs ? Il existe déjà la descente du Rhône de Lyon à Avignon, alors pourquoi ne pas tenter plus ?» [138] Cela dit, les lycéens font part des débats qu'ils ont entendu sur le sujet : «Grand canal Rhin-Rhône = oui, quand même ! (...) La liaison Rhin-Rhône ne présente pas un ouvrage techniquement démesuré. Ce projet entraîne cependant de nombreux inconvénients, notamment au niveau de son intégration dans la nature et son coût, qui sont très contestés. Malgré cela, le projet possède de nombreux atouts économiques pour redynamiser la région, voire même la France et l'Europe. Nous pensons que la construction du canal à grand gabarit est nécessaire pour relancer l'activité industrielle de la région Franche-Comté. Beaucoup de personnes sont contre car elles ont peur que la nature soit endommagée, mais beaucoup d'efforts sont prévus à cet effet.» [48] Et ils poursuivent, pour préciser les difficultés qu'ils ont ressenties face à ce dossier : «La classe était partagée quant à la construction du canal et une majorité des élèves étaient contre le projet mais ne connaissaient pas les retombées économiques favorables de ce projet.»

Sur le principe, nous avons affaire à une plaidoirie unanime en faveur du transport fluvial : «Le fleuve lui-même est sous-exploité. Intégré dans un réseau européen de transport fluvial valorisé, il permettrait d'assurer le transit d'une masse croissante de marchandises, diminuant d'autant le nombre de poids lourds sur la voie routière.» [133] De toute façon, «les aménagements à envisager doivent respecter au moins trois impératifs : 1) Permettre un déplacement rapide et sûr dans le cadre

d'activités professionnelles. 2) Ne pas détruire le cadre, premier atout du tourisme. 3) Permettre le passage mais aussi et surtout favoriser l'arrêt dans notre région d'étude.»

### *Les perspectives portuaires*

De même que les voies navigables, les problèmes portuaires sont largement étudiés. Comme nous l'avons vu, les jeunes Narbonnais espèrent, dans le développement de Port-la-Nouvelle, une nouvelle possibilité de métropolisation de leur ville [65] ; les jeunes Bretons pensent «à un regroupement autour de Brest, Roscoff, Saint-Malo pour les transports transmanche ; Brest se verrait attribuer les marchandises en priorité, Roscoff et Saint-Malo les transports de voyageurs» [36] ; les lycéens de Saintes plaident pour la mise en valeur du port de La Pallice «seul site en eau profonde 24 heures sur 24 et 365 jours par an» [120]. Et ils poursuivent : «La Pallice ne peut-il pas devenir le port du centre-Europe sur l'Atlantique ? Son aménagement pourrait également lui permettre d'être le point de départ d'une ligne maritime vers l'Amérique du Nord (valorisant les liens historiques étroits avec le Québec). Des bateaux fonctionnant à l'énergie solaire et nucléaire rallieraient en deux ou trois jours les rivages de l'Atlantique ; des plates-formes d'accueil ou de ravitaillement pourraient servir d'escales ; une antenne laboratoire du centre international de la mer y effectuerait diverses mesures et recherches océanographiques. Les régions de l'Arc atlantique peuvent se souder autour d'un tel projet : leur complémentarité et leur coopération peuvent intervenir dans la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation du système.» [120]

En Normandie, on est déjà en 2015 : «La Haute et la Basse Normandie étant des régions complémentaires ayant chacune leurs particularités ont décidé d'unir leurs efforts dans le commerce international. Une grande ligne allant jusqu'au Mans a été construite ; ainsi, les ports normands ont été reliés. L'agrandissement de Honfleur a permis d'améliorer les relations avec le Japon. Le fret international de l'aéroport de Rouen a augmenté considérablement grâce à la croissance des échanges avec le Japon et les Etats-Unis...» [90]

Quant aux jeunes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, ils défendent Marseille, «premier port de la Méditerranée malgré ses avatars, idéalement placé à la sortie de l'axe Rhin-Rhône» : «Il peut devenir le grand port de l'Europe du Sud (Espagne méditerranéenne, sud de l'Italie, Grèce), et la plaque tournante (interface) entre un Moyen-Orient enfin pacifié, une Afrique à sauver, une Turquie qui

s'approche très vite du statut de grande puissance et la CEE, foyer de culture, première puissance industrielle.» [127]

Les réflexions sur les transports maritimes sont souvent prolongées par une volonté de développer le cabotage. En Languedoc-Roussillon, il paraît «des plus utiles pour la distribution des denrées non périssables. Un bateau ainsi chargé partirait de Marseille et suivrait toute la côte, s'arrêtant dans tous les ports : Sète, Port-la-Nouvelle, Port-Vendres, et il pourrait continuer jusqu'à Barcelone en Espagne.» [66] Même préoccupation en Poitou-Charentes : «Des bateaux pourraient, en période estivale, assurer des navettes entre les stations de la côte de même qu'entre le continent et les îles de Ré et d'Oléron. Dans les baies, on devrait également généraliser "les bus de mer", comme à La Rochelle.» [114] Et les lycéens d'Avignon élaborent la réflexion la plus systématique sur le sujet : «Un réseau maritime de cabotage... pour éviter un maillage trop serré et une concentration des axes de communication le long du littoral méditerranéen, éviter un encombrement des voies de communication, faire une liaison plus directe vers l'Italie, moyen de transports qui a la faveur des écologistes.» [123] Ils préconisent ce mode de transport pour relier tous les ports de la côte méditerranéenne, l'Italie et la Corse. Certains pensent même à une sorte de cabotage sur les rivières à l'instar de l'expérience parisienne, «en développant le bateau électrique à Lyon (suppression des embouteillages, notamment au niveau des ponts, gain économique et écologique incontestable)» [129].

### *Les transports aériens*

Les transports aériens occupent une place réduite dans les déplacements locaux ou interrégionaux. Les jeunes estiment toutefois que leur région, voire leur ville, même petite, aurait intérêt à être équipée d'un aéroport et, si possible, d'un aéroport international, ce qu'illustre la caricature ci-contre [130]. Les propositions figurent généralement sur leurs cartes de synthèse (en deuxième partie). Le système "*hub and spokes*" comme moyen de centraliser sa région est souvent retenu : les lycéens de Nevers font de Dijon rien moins que la «plaque tournante du trafic aérien en 2015» [29]. Retenons, en matière d'aménagement aéroportuaire, l'idée (détaillée plus loin) de créer un grand aéroport international dans le Massif central, interconnecté avec les réseaux TGV pour désengorger le ciel de la capitale, proposition qui, contrairement à ce qu'on pourrait attendre, est faite par de jeunes Parisiens.

ILLUS NB, légende :

«Alors les gars, vous le trouvez l'aéroport de Chabeuil ?» [130]  
(22.17.00)

ILLUSTRATION NB 04.02.02 [29]

### *Les "NTIC"*

Les nouvelles techniques d'information et de communication sont un thème de réflexion abondamment couvert. D'aucuns préconisent «un réseau câblé (qui) reliera villes et entreprises afin de favoriser la communication qui doit être un fondement du développement économique régional». [120]. D'autres, en présentant de manière lapidaire une «situation actuelle, extensions possibles», associent directement ces nouvelles techniques au développement du pays et de l'Europe. [5]. «Avec le lancement de satellites de communication, les câbles, la fibre optique, toutes les applications de l'électronique dans le domaine de l'informatique, de la télématique et de la vidéo-communication, poursuivent-ils, il est possible d'envoyer d'un bout du monde à l'autre des données sous forme d'image ou de son. Les NTIC vont contribuer à réduire les inégalités de développement territorial sur le plan économique, social et culturel. Les NTIC vont permettre la décentralisation des centres d'activités donc une plus judicieuse répartition de la population, ce qui entraînera un coût moins élevé de la production et une meilleure qualité de vie des gens.»

### *Des propositions à méditer...*

— «Utiliser le minitel comme banque de données pour un *regroupement dans la même voiture* sur le même itinéraire quotidien boulot-dodo afin de rouler voiture pleine.» [126]

— «*Prix des parkings fixé très haut, divisé par quatre* s'il y a quatre passagers, le rendant ainsi abordable» [126]

— «Tout conducteur à plus de sept heures de son domicile pourrait passer *une nuit en Bourgogne* qui serait subventionnée à 50 % par Bison futé. Pour l'Etat, c'est un bon moyen de lutter contre les accidents, pour la région une occasion de montrer ses atouts en espérant séduire.» [26]

— «...Un système permettant, au moyen d'une simple carte, d'utiliser une *petite voiture électrique* qui circulerait dans un couloir spécialisé et qui pourrait être abandonnée dans des "mini-parkings" très rapprochés prévus à cet effet.» [129]

— «Pour gérer les problèmes de stationnement, il faut encourager *des véhicules qui se plieraient* comme des voitures robots des enfants...» [52]

!!!! ILLUSTRATION NB 21.04.01 SUPPRIMEE !!!

— «Un *grand aéroport construit au nord du Massif central*, près duquel il n'y ait pas d'habitations. A partir de cet aéroport serait bâti un grand réseau de TGV dans toutes les directions pour déposer les passagers où ils veulent se rendre. Les transferts en TGV seraient courts car l'aéroport se trouverait au centre de la France. Ce système ne concernerait que les vols intercontinentaux, les vols intérieurs à la Communauté européenne pouvant se faire entre les aéroports actuels.» [54]

— «*Dirigeables* : sécurisants, véritables bus volants qui pourraient rallier les grandes villes de la région. Pas besoin de piste d'atterrissage, une aire de 120 mètres carrés avec une équipe d'hommes chargée de l'amarrage... Est-il une solution d'avenir ou non ? Oui, peut-être, mais il aura de sévères concurrents comme les chemins de fer qui, eux, en 2015, seront sûrement à grande vitesse.» [134]

— «*Carte routière à puces*», avec «...guidage vocal relié à des bornes à infrarouges, pour informer le conducteur sur le trajet le plus court et le moins encombré» [52]

— «En accord avec la Catalogne et la Ligurie..., un réseau TGV à *supraconduction* est-ouest, propulsé et soulevé par électro-aimants supraconducteurs. Ce système permet d'augmenter la vitesse avec moins d'énergie et en réduisant la pollution et le bruit.» [127]

— Le *BGV* (bateau à grande vitesse) transatlantique. [120]

— «Un *train touristique* pour relier les stations balnéaires et les villes de la côte : estuaire de la Gironde, Royan, Rochefort, La Rochelle, Marans, Vendée, Sables d'Olonne et même au-delà. Il permettrait à tous (jeunes et personnes âgées) de circuler aisément sans devoir utiliser d'automobile.» [114]

— «Installer des télécabines qui survoleraient les villes : ainsi on aurait une vue d'ensemble des villes... Pour éviter la pollution et le surplus de déchets, recycler ces derniers et faire fonctionner les véhicules avec le produit du recyclage... Et pourquoi pas revenir au temps des chevaux ? Il serait agréable dans le centre-ville de circuler à cheval. C'est une manière sympathique et écologique de circuler en réduisant la pollution et on sauverait beaucoup de chevaux de l'abattoir... Pourquoi ne pas créer des bus volants qui redescendraient à chaque station ?» [64]

## Les enjeux territoriaux

Nous abordons ce qui fait que l'homme se sent chez lui, ici plutôt qu'ailleurs, et nous atteignons aux limites qui déterminent pour chacun le proche et le lointain, aux bornages réglementaires, administratifs et légaux qui s'inscrivent symboliquement dans le droit ou dans la coutume.

La France apparaît profondément diverse. L'unité régionale peut résulter de ces bornes mêmes : pensons aux insulaires, mais aussi aux Alsaciens, aux Bretons..., même s'il arrive qu'il y ait contestation des limites. Pour d'autres identités régionales, le territoire tient à un ensemble géographique homogène. Les Landais, par exemple, qui ne se sentent ni basques, ni même aquitains : «En tant que jeune Aquitain, on ne connaît pas vraiment notre région. C'est sûrement dû au fait que quand on est Landais, on n'est ni Basque ni Bordelais. Depuis tout petit on nous dit que les Basques sont des moins que rien et que les Bordelais (tout "33" est Bordelais !) pensent qu'ils ont la science infuse. Alors, comment voulez-vous que la discussion et l'information passent ? Nous n'avons vraiment pas l'impression que l'Aquitaine est une région mais, au contraire, plusieurs petits cheptels avec leurs pensées et leurs traditions. De ce fait, il nous est toujours difficile de quitter nos chères Landes pour partir...» [13]

Les Rhône-Alpins ont une vision incertaine : «Rhône-Alpes est une notion très vague pour au moins le quart des élèves, beaucoup préférant souligner leur appartenance à une commune.» [1] «Rhône-Alpes est un fait hétérogène.» [130] En Midi-Pyrénées, des lycéens proposent un aménagement de leur «petit pays, le Gourdonnais», en en faisant un exemple de la «revitalisation d'un milieu rural». [82] Pour d'autres encore, le département — mais c'est très rare — est le vrai territoire d'appartenance. En Corrèze, par exemple, ils écrivent : «Sans doute l'échelle choisie, celle du département, n'était pas la meilleure dans l'optique d'un aménagement pour l'an 2015. Pourtant, nous nous sommes décidés pour cet espace géographique, et cela en fonction essentiellement du caractère original et attachant de la Corrèze...» [67]

En Guadeloupe, la configuration territoriale est aussi difficile à représenter : «Nous disposons d'un espace éclaté, séparé par des étendues maritimes considérables, qui constituent un défi à toute tentative d'aménagement... Nous avons choisi de ne pas représenter les îles du Nord, Saint-Martin et Saint-Barthélemy, non par mépris

mais... parce que nous éprouvons une réelle difficulté à les intégrer mentalement, économiquement et spatialement.» [146]

Les lycéens d'Ile-de-France, quant à eux — et on ne s'en étonnera pas —, forment des projets pour la France entière : «...Développer les régions périphériques. Le Nord et l'Est ont été très touchés par la crise économique des vingt dernières années, or, la première région doit faire face au poids économique du Benelux et la seconde à celui du Rhin ; de la même façon, la Catalogne peut attirer dans son orbite toute une partie du Sud de la France. (...) Les autres régions de France auront aussi leurs pôles de développement économique et le schéma de l'infrastructure française s'en trouvera complètement transformé : on obtiendra un véritable maillage, reliant entre eux des pôles complémentaires, sans qu'il soit besoin de passer par Paris.» [60] Les Franciliens ont naturellement la France à la bouche, alors que la plupart des provinciaux se replie dans un territoire historique aux fortes homogénéités géographiques. L'unité qualitative du territoire de la République paraît ainsi toujours portée par Paris, "cofondatrice" de la nation, comme l'écrivait Paul Thibaud.

On ne sera donc pas surpris que, à cette exception près, le territoire de la nation soit rarement la référence explicite. Le concours, il est vrai, s'intitulait : "Votre région dans l'Europe de 2015". Mais on peut s'étonner de voir si rarement développées des analyses à tonalité plus nationale... Sans doute le corps spatial qui enracine les jeunes se situe bien, à part pour les Parisiens, quelque part au fond des régions, la région dorénavant reliée à l'Europe constituant l'élément fort de leur identité.

### *Les identités*

Les territoires collent aux images que l'on leur prête, que l'on s'en attriste ou que l'on s'en réjouisse. Pourtant, il n'est plus question, aujourd'hui, de confondre les Bretons avec Bécassine : «La Bretagne ne doit plus être vue sous une image ridicule». [33] Ni le Nord avec le vieux Nord industriel. A l'inverse, les Auvergnats écrivent amèrement : «Nous souhaitons faire remarquer le décalage entre certaines présentations euphoriques de l'Auvergne et le pessimisme réel des jeunes Auvergnats. A force de parler de "l'Auvergne des grands espaces", on en arrive à oublier que les jeunes quittent massivement la région.» [18] Ou encore : «L'Auvergne, une pomme oubliée creusée par les rides» [17].

A la fois optimistes et lucides, les Bourguignons écrivent non sans humour : «*Avant dégustation...* Bourgogne : un nom magique qui excite les papilles à travers le monde. En effet, la Bourgogne bénéficie d'une renommée internationale par ses vins et sa gastronomie. Mais cette étiquette flatteuse semble trop coller à la bouteille, ce capital de prestige qui fait rougir de plaisir la trogne

des Bourguignons n'est-il finalement pas trop étouffant pour la région ? La Bourgogne a tendance à ressembler de plus en plus à l'un de ses symboles : l'escargot. Elle avance très lentement et, trop souvent, se renferme dans sa coquille. Le Bourguignon aurait tendance à seulement se sentir à l'aise dans sa cave, à l'ombre de ses tonneaux car, au grand jour, la situation de la région est beaucoup moins brillante.» [24]

Dans ces jeux d'image, rappelons pour finir que les jeunes du triangle Montpellier-Lyon-Nice sont conscients de la puissante valeur ajoutée que le tourisme a attribuée à leur région même s'ils rêvent parfois «d'un peu plus d'ombre» [125].

### *Les langues*

Les problèmes d'identités et de territoires soulèvent parfois ceux des langues locales. A La Réunion, par exemple : «...Confrontés à un manque de culture, un certain nombre de Réunionnais sont à la recherche d'une identité et le créole leur semble à ce niveau essentiel.» [145] L'alternative est alors envisagée, de «considérer le créole comme un patois et ne pas en tenir compte... ou considérer le créole comme une langue en formation, comme le pensent certains linguistes. Il faudrait alors élaborer une grammaire, une syntaxe, des règles de ponctuation précises et permettre l'apprentissage du créole à l'école en tant que "langue régionale" en option facultative.» [145] A Mayotte, «la population n'est pas francophone de naissance. Les Mahorais parlent le shimaore. Les adultes en brousse ne sont que très peu francophones...., (mais) les signes de francophonie sont nombreux.» [150]

Si le problème linguistique ne figure pas dans les dossiers corses que nous avons eus, il est évoqué en Bretagne et dans le Nord. Les Bretons écrivent : «...L'Europe, pour être plus forte doit reconnaître et aider les différentes minorités, doit leur donner une nouvelle jeunesse en favorisant l'éducation. Le breton doit d'abord être utilisé à l'école. Le breton peut aussi être, non plus une simple matière, mais une langue vivante indispensable à l'éducation, ce serait la création ou le développement des classes bilingues.» [33] Ce point de vue est unique dans sa forme revendicative, mais peut-être que d'autres élèves ne se sont pas autorisés à en dire ce qu'ils pensaient. Dans le Nord, la carte ci-contre illustre bien le problème. [86] Si les problèmes de langue tiennent peu de place dans les dossiers, on sent leur importance là où ils sont mentionnés.

#### ILLUSTRATION NB 15.01.01

«Géographie linguistique de l'Europe du Nord-Ouest» [86]

*L'idée de la région*

A la faveur du concours organisé par la DATAR, les jeunes se sont appropriés collectivement leur région : on ne peut faire d'un espace son territoire que si on l'apprend, si on le travaille, si on le parcourt. Or, l'enseignement français ignore en général le local. Les Bourguignons, par exemple, résument leur mésaventure ainsi : «Vous allez travailler sur la Bourgogne. Apportez vos livres pour la prochaine séance», dit le professeur. «...Consultation de la table des matières du manuel, à la recherche du chapitre consacré à notre région... — "Tiens, j'ai lu trop vite, je n'ai rien trouvé." — "Zut, il me manque des pages." ...Non ! Rien n'y fait, nos manuels ne parlent pas de la Bourgogne, ou si peu, ou si mal, "coincée" aux confins du Bassin parisien (ah ! la belle capitale rayonnante en auréoles concentriques), prolongement du sillon rhodanien, en marge du "grand Est" et au cœur de la "diagonale aride". Pouvons-nous vraiment faire quelque chose pour elle et imaginer un avenir meilleur que cet écartèlement entre zones d'influences rivales ?» [25] Dans le même ordre d'idées, mais plus sévère pour les organisateurs du concours, un professeur de la Guyane exprime le désarroi de ces élèves : «Lorsque j'ai eu connaissance du concours..., j'ai été enthousiasmé par un thème qui allait apporter un support nouveau à l'enseignement de la géographie. Fin septembre, où nous reçûmes la "mallette", ce fut là notre première déception. Des départements d'Outre-Mer, il en était fait abstraction... Cette première approche a provoqué au sein de la classe un découragement certain. Nous savons que nous sommes à 8000 kilomètres de la métropole (mais à 8 heures d'avion). A ce moment, des questions ont été posées : ce concours nous concerne-t-il ? Faisons-nous réellement partie de l'Europe ?» [149]

#### ILLUSTRATION 25.02.00

«L'arc antillais dans la France» [147]

Ces déconvenues ne sont pas la règle. La plupart des dossiers ouvrent des perspectives constructives sur les appartenances territoriales : «L'identité régionale passe par le sentiment d'un espace plus homogène : par la perte des pouvoirs trop forts et de l'excessive concentration de population de Lyon et de Grenoble ; par la fin du sentiment d'exclusion de la région que ressentent ceux qui sont éloignés (Ardèche, nord de l'Ain), car toutes les villes de la région doivent avoir le même "niveau culturel, artistique" et bénéficier d'une "façon plus équitable des richesses" ; par la densité et la fréquence des moyens de transports qui permettraient des échanges permanents au sein de la région.» [137] Même si la notion d'identité est ici quelque peu technique, elle formule bien que l'identité est le produit de l'action, de l'action partagée ou de l'action mémorisée dans un territoire parcouru en commun.

Ce territoire est aussi pensé en termes de fonctions de centralité. Et là, de la France profonde aux grandes métropoles, en

passant par les villes moyennes, l'avènement de l'Europe est porteur de grands espoirs pour échapper au centre parisien. Les régions entrent de plain-pied dans un espace acentrique où chacun va se trouver "carrefour", "cœur" ou potentiellement "centre". L'Europe déplace radicalement les représentations. Pour les Lorrains, leur région sera une «plaque tournante du marché européen» [77], pour les Auvergnats la «périphérie d'un centre ou centre d'une périphérie» [20]; en Alsace, des jeunes situent leur région au «centre géographique de l'Europe», positionnant Strasbourg comme «centre d'une orbite» [3]; «situation exceptionnelle au cœur de l'Europe» pour le Nord-Pas-de-Calais [86], «l'Auvergne, centre géographique de l'Europe» [19]. Le centre de l'Europe est à Saint-André, petite ville auvergnate [20]. Les images abondent. De la même manière évidente, «la Bourgogne est bien sûr le carrefour de l'Europe en l'an 2015. Telle est la problématique que nous nous sommes posée au départ, en ayant tout simplement remarqué qu'en piquant un compas à Dijon et en prenant pour rayon 1500 kilomètres, nous englobions non seulement les douze pays de la Communauté européenne actuelle, mais la plupart des pays européens y compris la frange occidentale de l'actuelle CEI ainsi que les pays maghrébins» [29], ce à quoi les Bordelais répondent que «l'Aquitaine est un carrefour, mais un carrefour excentré» [8]..., quand même. A Charleville-Mézières, en Champagne-Ardenne, on est plein d'espoir, car «au cœur de l'Europe, petite région deviendra grande» [40].

D'autres se positionnent sur des centralités relatives. Par exemple pour les Nantais, leur région «est éloignée de la mégalopole européenne, mais elle a un avantage : elle est au centre de la façade atlantique» [103]. D'autres encore sont au centre de l'arc méditerranéen ; enfin, grâce aux travaux du GIP-Reclus, on peut aussi se positionner dans l'axe de la "banane bleue"... : «La nouvelle-Austrasie ou l'art de se brancher sur la banane bleue» [76]

#### ILLUSTRATION 04.04.01 [25]

Il ne s'agit pas de se moquer de cette explosion de centralité, mais de comprendre que nous avons affaire à une forte évolution de la représentation des provinces : il y a là un bouleversement de l'ordre hiérarchique antérieur. Et c'est cela que dit ce florilège, la volonté, comme nous l'avons pointé mainte fois, d'appartenir à un monde égalitaire : l'égalité des chances par l'égalité du positionnement...

#### *Hiérarchies et pouvoirs*

Naturellement, l'organisation locale des pouvoirs est questionnée. D'abord, les différents niveaux de pouvoirs ne semblent pas avoir des attributions très claires et les relations entre eux fonctionnent plutôt mal. A la Guyane, par exemple, on ne

comprend pas qu'on puisse être à la fois une région et un département. «En Guyane, département et région se confondent. Nous avons deux assemblées pour gérer les mêmes domaines... Qui fait quoi et avec quel budget ?» [149] En Alsace, à l'inverse, on ne voit pas à quoi peuvent servir deux départements alsaciens dans une seule région alsacienne : il serait plus simple de n'avoir que la région. Des Lorrains plaident, quant à eux, pour une nouvelle organisation des pouvoirs de décision et des représentants de la région [75].

Alors, réfléchissant en termes plus généraux : «Les différents niveaux du pouvoir fonctionnent mal les uns avec les autres. Ainsi, nous craignons soit que l'on multiplie les équipements, les rendant à la fois peu performants et peu rentables par leur sous-utilisation, soit que l'on lèse certains espaces au profit d'autres en raison des rivalités de clochers ou de personnes.» [83] Si l'on a affirmé, «dans le cadre du traité de Maastricht, la prédominance du principe de subsidiarité», pourquoi une telle règle, qui définirait clairement les responsabilités et les compétences, ne pourrait-elle pas fonctionner de la plus petite commune jusqu'à l'échelon européen ?

#### ILLUSTRATION 13.03.01

«Nouvelle organisation des pouvoirs de décision et des représentants de la région» [75]

Parallèlement, les 36 000 communes de France en prennent souvent pour leur grade. Sans doute faudrait-il les concentrer, les regrouper, les fusionner ou les réorganiser (envisager «la fusion de certaines communes trop petites» [4]...). D'ici 2015, «on peut penser que les cadres administratifs actuels auront évolué ; 36 000 communes pour notre pays, c'est trop, il faudra procéder à des regroupements pour plus d'efficacité....» [84]

Aussi, «à partir d'un tel potentiel, encore très largement inorganisé, tant sur le plan humain, décisionnel, qu'institutionnel, il est du devoir et du pouvoir de la génération montante que nous représentons de "monter en ligne" de façon à s'assurer que son actualisation sera d'ordre décennal et non séculaire» [124], car les méandres du pouvoir sont «trop compliqués ! ...Quand par exemple une commune prend une décision, son idée doit d'abord passer par l'arrondissement, le département, la région puis l'Etat... Les départements du Nord et du Pas-de-Calais, par exemple, sont dirigés par des majorités différentes. Chacune d'entre elles tend à renforcer son identité face à l'autre... La présidente de la région, comme la région elle-même, est alors menacée de disparition, si cela continue. C'est cette fracture que nous voulons éviter.» [87]

Face à ces désordres, la politique de décentralisation est unanimement appréciée. Elle doit être «une priorité afin que les responsabilités soient assurées par les élus locaux et que les choix

soient plus proches des besoins réels à court et à moyen termes des populations» [134]. Il faudrait aller plus loin et créer «des pouvoirs régionaux renforcés : présence d'un *médiateur régional* sur le modèle du médiateur de la République ; redéfinition des droits et pouvoirs de l'assemblée régionale avec compétences en matière d'éducation, culture, fiscalité, environnement, police et armée... En 2015, quel pouvoir exécutif ? Election d'un *ministre de la Bretagne*, siégeant au Conseil des ministres, élu au suffrage universel ou duché indépendant avec un *duc élu* tous les trois ans, venant d'un des quatre départements avec des hauts dignitaires venant des trois autres départements ?» [31]

Le gros problème est celui des concurrences nées de la décentralisation : «Actuellement, les Conseils régional, généraux et municipaux agissent plus en parallèle que de façon complémentaire. Aucun d'entre eux n'ose prendre de décisions importantes, ils se renvoient les responsabilités. Un élément local peut gripper toute la machine et bloquer des réalisations d'importance. Paris prend des décisions qui ne lui reviennent pas réellement. Le pouvoir réel de la région n'est pas bien défini. Depuis que les pouvoirs de décision sont décentralisés, ces différentes institutions n'osent pas innover, par peur de perdre leurs statuts.» [53] Aussi, «d'ici à 2015, l'aménagement doit être coordonné : organisation d'un CREAT, Comité régional pour l'aménagement du territoire. Les jeunes y seront représentés. Cette structure est indispensable pour assurer la cohérence d'ensemble et réduire les rivalités départementales.» [119] «Plus que jamais se fait ressentir la nécessité d'une véritable politique de développement et d'aménagement du territoire qui ne soit plus seulement la volonté d'un Etat centralisé, mais qui doit davantage tenir compte des volontés régionales sans oublier l'indispensable solidarité entre les régions françaises.» [75] Il peut y avoir concertation ou hiérarchie sélective plus rigide : «Il faudrait supprimer les pouvoirs de décision de l'arrondissement, de la région, de l'Etat pour n'en garder qu'un, selon les sujets. Ces organismes devraient fonctionner selon trois niveaux, par le cadre régional, le cadre local, le cadre national.» [87]

Ainsi, «nous sommes amenés à nous interroger sur le devenir administratif de notre région. La France, qui a eu besoin d'un pouvoir centralisé pour maintenir sa cohésion et se défendre, aura sans doute besoin à l'avenir de régions puissantes pour ne pas exploser. On peut ainsi envisager un glissement progressif de la région ressemblant aux *länder* allemands ou aux États américains... Il faudra alors éventuellement envisager la suppression des départements devenus inutiles et la fusion de communes trop petites. Elles pourront alors jouer efficacement un rôle local en étant englobées et contrôlées par le pouvoir régional... La création

d'un marché unique avec uniformisation des prix et des normes en matière d'automobile, de banque, etc., va forcer les régions à se concerter au-delà des frontières pour élaborer une politique commune...» [4] Position que complètent les jeunes Bretons pour l'Arc atlantique : «Il nous paraît important dans un premier temps d'harmoniser les niveaux institutionnels des vingt-trois régions qui composent l'Arc atlantique. En effet, on distingue différents statuts qui placent chacune des entités sur un plan différent... Il faudra donc dans l'avenir adopter des structures qui permettent aux régions d'afficher le même type de représentation.» [36]

L'élargissement de la démocratie locale est une préoccupation fréquente : «Trop souvent, des projets importants de travaux publics ne sont découverts par les intéressés qu'un beau matin sous forme de piquetage des géomètres» [4]. A cet égard, de jeunes Bourguignons donnent à méditer, et nous les citerons longuement : «Il nous paraît essentiel de trouver des modes plus larges de consultation des populations concernées. Pour cela nous proposons :

— *D'élargir la notion de conseil municipal.* A titre consultatif, les entreprises et les associations pourraient y être représentées.... On pourrait aussi développer les conseils municipaux "jeunes". Les projets "loisirs et culture" seraient ainsi plus proches des besoins réels. De plus, les jeunes seraient plus conscients des réalités de la gestion de leur commune. La carte électeur-jeune pourrait être obtenue entre 13 et 18 ans. Cette participation élargie de la population permettrait peut-être d'éviter des gaspillages (travaux de prestige dont la population ne voit pas forcément l'utilité) et de mauvaises surprises, comme celle qu'ont eue les habitants de Montchanin en se retrouvant avec une décharge de produits toxiques au cœur de leur ville !

— *De trouver de nouveaux modes d'expression.* Exemples : placer dans les gares, aux arrêts de bus, à la mairie, des panneaux d'affichage où chacun pourrait faire part de ses remarques sur les travaux en cours pour l'aménagement de la commune ; organiser des "journées-débats" s'il y a un projet d'installation d'une industrie polluante. La population pourrait ainsi peser le pour (emplois, nouvelles ressources fiscales) et le contre (environnement, risque d'accidents).

— *Faire en sorte que la population se sente directement concernée* par l'aménagement de la ville. Cela commence par une formation dans les écoles et même dans les entreprises. On pourrait organiser aussi des journées "action pour la ville"...

— *Une population mieux informée, davantage consultée, ayant parfois participé aux réalisations serait une garantie contre la progression du vandalisme et plus respectueuse des règles élémentaires.*» [28]

Insistant sur «une volonté politique sans laquelle rien ne se fera», il faut sans crainte poser un regard tranchant sur des comportements passés : «Cela a été un des grands défauts, des Aquitains dans le passé que d'attendre pour se lancer : ils firent des bassins à flot à Bordeaux avec des décennies de retard sur leurs voisins nantais, ils attendirent l'entre-deux-guerres pour faire un avant-port à l'entrée de la Gironde, ils pensèrent à une zone d'industrie lourde au Verdon alors que commençait déjà l'essoufflement de ce genre d'opérations... Il faut espérer qu'aujourd'hui la Région saura prendre ces décisions à long terme et les mener à bien.» [8]

### *L'Europe et le problème des limites*

Visiblement, la référence géographique des lycéens, c'est l'Europe. Mais l'Europe est envisagée en tant qu'espace, non pas comme une aventure culturelle, face à des mondes incertains, pauvres et nombreux..., à une exception près, où «la *"pax europæana"* aura remplacé les menaces ruineuses des conflits, comme au temps de la paix romaine, qui avait été le premier âge d'or pour Burdigala et Tolosa» [11]. L'Europe est un fait géographique qui doit prendre une part des attributions de l'Etat français.

Ce nouvel espace présente deux qualités principales : sa taille, évidemment, et sa capacité à repositionner des régions anciennement périphériques au centre parisien. Cet effet de "déménagement des territoires" est d'autant plus fort que l'Europe est perçue comme une entité non hiérarchique, contrairement au modèle centraliste français. De jeunes Corses, par exemple, s'écrient : «...La Corse a trouvé un partenaire : l'Europe» [45]. D'autres sont convaincus que leur région «doit devenir autonome et ne plus dépendre autant de Paris. Cette "indépendance" ne pourra se concrétiser qu'avec l'aide de nos élus locaux.» [40] Ils poursuivent, légèrement perfides : «Cependant une question subsiste : comment motiver les élus ?»

Cette Europe, on doit pouvoir la parcourir. Certains (nous les avons déjà cités) imaginent des bourses publiques pour que les jeunes aillent travailler six mois dans un autre pays. D'autres espèrent créer, sur une île à l'abandon, un foyer de rencontre des jeunesses européennes. Dans un monde de nouveaux voisinages, des alliances transfrontalières se dessinent un peu partout, aussi bien au Nord qu'à l'Est et au Sud et même sur la façade atlantique. Nous y reviendrons, mais citons quelques exemples. Des lycéens montpelliérains envisagent, «pour affirmer une puissance économique face aux autres villes d'Europe», le regroupement de Palma, Barcelone, Saragosse, Toulouse, Montpellier, Marseille, Ajaccio, Nice, Turin, Gênes : «Une grande région européenne... doit permettre un développement harmonieux pour l'ensemble avec une

situation de carrefour européen pour Montpellier et Marseille.» [63] Ils sont rejoints par leurs camarades de Prades qui, parlant des moteurs de leur future région, citent Barcelone, «qui aura une influence grandissante», et voient ainsi s'accroître «le dualisme régional inscrit dans son nom même». [66]

Plus radicale encore est la position des Nordistes : «La région du Nord devra concevoir son avenir comme "une métropole à deux têtes", Lille et Bruxelles... Le Nord sera donc une intersection entre tous les axes de communication des pays nordiques (Belgique, Allemagne, Pays-Bas) mais aussi avec l'Angleterre facilitée par le tunnel sous la Manche.» [87]

Eux aussi fortement axés sur l'Europe, les jeunes Rhône-Alpins espèrent en leurs avantages «offrant un rayonnement très important avec les pays voisins. Donc, dans approximativement tous les domaines, Rhône-Alpes peut à la fois développer ses qualités d'insertion à l'intérieur de l'Europe et protéger son patrimoine culturel.» [141] «Grâce à l'ouverture des frontières en 1993, nous pourrions espérer établir des relations avec des pays européens, tels que la Suisse et les pays de l'Est...» [138] Pour des Alsaciens, «à l'aube de la création du grand marché, se pose une question fondamentale : intégrer au grand Est français au risque de se faire digérer par celui-ci ou alors s'attaquer seule à l'Europe ? Dans l'optique 2015, l'Alsace a tous les atouts pour pouvoir s'attaquer à l'Europe.» [3]

Ces dynamiques "autonomes" des régions frontalières ne sont pas sans inquiéter les régions non frontalières : «Si la naissance clandestine des euro-régions se confirme et que les régions françaises sont déclarées de taille insuffisante pour faire face et collaborer avec les autres régions européennes (les *Länder* allemands, par exemple !), la Bourgogne pourrait connaître une tentation centrifuge. Ainsi les zones périphériques les plus dynamiques regardent avec envie nos voisins ...et certains de militer pour le rattachement de droit de leur espace, souvent polarisé de fait par les régions limitrophes.» [26] Et plusieurs régions se préoccupent de la taille minimum qui leur semble indispensable pour être visibles et peser dans l'Europe de demain : les jeunes ont compris que dans les autres grands pays européens, les régions sont généralement plus grandes, plus peuplées et plus puissantes qu'en France.

Finissons par les remarques des lycéens du lointain qui sont évidemment d'une nature différente. Des inquiétudes à la Guadeloupe : «Aujourd'hui, le champ de dépendance s'élargit à l'Europe des douze. Faut-il s'en réjouir ? La Communauté nous promet des mesures transitoires, l'aide de ses fonds structurels. C'est probablement une nouvelle chance historique qui s'offre à nous.» Mais, ils préviennent toutefois : «Une brutale mise au pas

européenne nous semble impossible, sauf à risquer une aggravation sans précédent du climat social, déjà fragile. Notre base productive se rétrécirait de manière dramatique, accroissant le chômage considérable qui sévit déjà... On peut à l'inverse imaginer une évolution qui, à la suite d'une crise particulièrement grave, aboutirait au choix de l'émancipation. Là encore, une telle hypothèse, qui aurait pour conséquence un recul brutal du niveau de vie, apparaît invalidée par la grande majorité des élèves.» [146] En revanche, à Mayotte, les jeunes ont bien compris la dynamique du processus européen, c'est-à-dire l'association de voisins autour d'une mémoire partagée de leurs tensions et de leur proximité. Ils proposent donc de reprendre la "méthode européenne" pour créer à son image une association dans la zone de Madagascar (îles Maurice, La Réunion, Seychelles, Comores et Moroni) : «Une communauté aidée et conseillée par une grande sœur, l'Europe intégrée.» [150] Ils présentent les institutions «qui auraient pour objectif de la faire fonctionner... : une commission des îles de l'océan Indien, un conseil des îles de l'océan Indien, un conseil des ministres, un parlement et une cour de justice.»

L'Europe est donc l'avenir de cette génération et la réflexion va même plus loin, dans «l'Europe des régions». En effet, pour les jeunes, «seule une véritable politique régionale sera susceptible de permettre un développement équilibré et approprié de cette mosaïque que constitue l'espace européen. Tel est l'enjeu des dix prochaines années, saurons-nous le saisir?... On peut imaginer un regroupement des régions périphériques dans une fédération qui garantirait à chacune une certaine autonomie mais pour lesquelles les grandes décisions devraient être envisagées en commun. Pour échapper à l'emprise de Bruxelles, cette fédération devra disposer des pouvoirs exécutif et législatif et d'un budget.» [36] Ou encore, et pour conclure : «Il est apparu que poser la question de l'aménagement d'une région à l'horizon 2015, c'était poser la question de son insertion dans les diverses composantes du tissu économique — et peut-être culturelles — de la Communauté européenne.» [9]

Mais la condition européenne n'entrave nullement la nécessité des relations avec l'Europe de l'Est, le monde africain et le monde méditerranéen. Cette Europe est un espace partagé, pas une forteresse. Par exemple, «Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est l'interface entre les deux rives de la Méditerranée, entre deux continents, un espace de 240 millions de personnes : le Nord riche et le Sud moins développé et soumis à de fortes pressions démographiques qui ne seront pas sans incidence sur le développement du Nord ; le Nord agit comme un aimant sur le Sud, vitrine technologique, vitrine de la consommation, gisement d'emplois pour 120 millions d'habitants qui vivent sur l'autre rive

de la Méditerranée. Provence-Alpes-Côte d'Azur doit tirer partie de cette spécificité, innover et ne pas en rester à des déclarations d'intention. C'est une opportunité qu'elle devra saisir avant qu'il ne soit trop tard !» [126]

En somme, un monde polycentré où chacun peut valoriser sa position de carrefour, telle est l'espérance.

ILLUSTRATION couleur qui doit figurer au mieux entre ce chapitre enjeux territoriaux et la conclusion un monde local complet (03.05.01)

«L'Auvergne, périphérie d'un centre ou centre d'une périphérie à l'horizon 2015» [20]

## Conclusion

### Un monde local complet

«Le dynamisme urbain en Aquitaine

L'évolution urbaine de 2015 se remet totalement en question. Chaque grande ville de plus de 20 000 habitants a installé des tramways dans ses rues, dans le but de stopper la circulation des voitures, et, de ce fait, de limiter au maximum la pollution.

La priorité est donc donnée aux tramways, aux bus et... aux piétons qui évoluent dans une multitude de rues piétonnes qui maintenant s'étendent dans toute la cité. Mais ces piétons possèdent quand même leur automobile qu'ils peuvent laisser dans d'immenses parkings souterrains.

Chaque citoyen a, de plus, le loisir de redécouvrir la nature en pleine ville, grâce à d'innombrables parcs implantés aux quatre points cardinaux de la cité. Les habitants de 2015 redécouvrent les petits commerçants qui avaient disparu pour faire place aux grandes entreprises. Celles-ci, si elles n'ont rien perdu de leur puissance, se trouvent aux limites de la ville afin de ne pas gêner la circulation dans leur approvisionnement. Ainsi, les petits métiers réapparaissent, limitant le nombre de chômeurs.

Le nombre de chômeurs, trop important encore, se trouve diminué grâce aux entrepreneurs en bâtiments. En effet, une reconstruction en masse des bâtiments insalubres est effectuée selon l'architecture régionale. Ces entreprises, si elles favorisent les offres d'emplois, aident aussi chaque citoyen à découvrir un meilleur environnement où évoluer. 2015 efface les tensions de la pollution.»<sup>(10)</sup>

«La région France Sud est au carrefour des civilisations, de l'histoire, des techniques de pointe et de l'art intemporel. Elle est entre deux temps, le temps du robot et le temps de la main, le temps de l'abondance et celui de la misère. Région maritime, l'au-delà de l'horizon ne devrait pas l'effrayer, terre d'accueil, de mélanges créateurs, elle sait, lorsqu'elle le désire, être généreuse. Elle a su dompter une nature à la générosité souvent brutale, elle devra savoir la protéger : sauvegarder ses paysages, ses rivages, sa mer. Elle devra mettre son savoir technique et son humanisme au service de sa population et sans doute au service de populations plus lointaines en péril. La région France Sud saura-t-elle apporter le savoir technique au sud de la Méditerranée et l'humanisme chaleureux aux pays du nord de l'Europe ? Tel est le défi que lui lance l'an 2015.»<sup>(127)</sup>

#### ILLUSTRATION COULEUR 13.01.00

«Plan de notre bulle»<sup>(78)</sup>

L'image "passer du temps de la main au temps du robot" évoque-t-elle le passage à l'abondance ? Faute sans doute de posséder les clés de ce passage, c'est un monde de l'harmonie à taille humaine qui est dessiné, un monde sain, fluide et paisible, soucieux de la nature et des paysages bâtis par l'homme. La longueur des propos est calquée sur l'importance spatiale des sujets traités ; le rural et les transports sont prééminents, puis la renaissance urbaine, ou

plutôt la naissance d'une ville douce aux banlieues éradiquées ou enfin urbanisées, aux voitures contenues, aux espaces verts, intérieurs et de ceinture, omniprésents.

On entre dans un monde où la nature regagne du terrain sur la ville, qui se diffuse dans l'espace, et aussi sur l'agricole. Ce monde est divisé en sous-ensembles accessibles les uns aux autres et qui, chacun, sont des sociétés locales complètes. Rééquilibrer et rendre accessible sont les conceptions majeures du discours.

N'est-ce là qu'une utopie facile ? Ce "déjà demain" n'est pas sans rappeler les utopies qui ont marqué ce siècle : celle d'Yvan Kremeniov, qui écrivait en 1920 son *Voyage de mon frère Alexis aux pays de l'utopie paysanne*, monde d'urbains vivant à la campagne et utilisant la ville comme carrefour et lieu de rencontres ; la même, gaiement reprise soixante ans plus tard par Henri Mendras avec son *Voyage de mon frère Alexis aux pays de l'utopie rustique*, qui parcourait la France néorurale et périurbaine. Entre-temps d'autres rêves étaient passés, notamment celui de la cité radieuse et de la ville fonctionnelle où l'homme se glissait dans des cadres qui allaient réorganiser, à partir du spatial, ses valeurs et son espace mental. De ceux-là surtout les jeunes veulent s'échapper. Ce sera sans doute l'œuvre de leur génération que d'effacer l'ossature de mondes mécaniques dont nous payons aujourd'hui les conséquences techniques et philosophiques.

Bien sûr cela n'est pas dit explicitement. Les politiques qui ont été menées depuis cinquante ans en matière d'organisation et d'aménagement des espaces leur sont indifférentes mais, si l'on compare leurs propos à ceux des aménageurs des années cinquante et soixante, on sent bien que l'utopie sous-jacente n'est vraiment plus la même. L'utopie d'un monde local complet, ouvert dans la proximité et polyvalent dans ses fonctions, est comme un contraire radical de la cité fonctionnelle et de ses zonages systématiques.

Ainsi, au-delà de ce rêve du monde local complet où tous peuvent accéder aux mêmes services quel que soit leur lieu de vie, s'ouvrent des axes possibles d'action : l'idée d'après-demain induit le "déjà présent" de demain. Or, les jeunes, culturellement sortis du standard de la fabrication en grande série, envisagent le temps du réenracinement des sociétés locales dans leurs terres, annoncent un modèle de la société de voisinage, où l'on doit être aussi heureux de vivre que d'accueillir les autres. Par conséquent, l'environnement n'est ni une mode ni un front de conflit, c'est à proprement parler le sentiment de la modernité.

Dans une époque où, de chaque fibre du corps social, émanent des demandes de protection face à l'insécurité, au manque de travail, à la solitude, au sida, aux bouleversements planétaires..., les jeunes,

eux, sont déjà dans l'époque suivante. Non qu'ils ne s'affrontent à ces problèmes, mais ils sont convaincus que les solutions existent et qu'elles sont dans leur dessin d'une société rééquilibrée qui récuse à la fois les petites villes anémiques, les métropoles arrogantes et les périphéries de la pauvreté.

La logique de leurs propos est avant tout égalitaire, plus que solidaire. L'égalité représente une solution aux excès et aux extrémismes. Au fond, des sociétés locales complètes, de taille et de puissance moins dissemblables, formeraient un monde où la solidarité serait moins nécessaire car il y aurait moins d'écart, de rattrapages à effectuer. Bien sûr, on pourrait aussi lire là une forme de repli sur soi et une volonté de bâtir un monde à l'image du territoire qu'on connaît mais de multiples annotations, que nous avons d'ailleurs souvent relevées, empêchent d'abonder dans ce sens.

Mais comment passe-t-on du monde actuel à ce monde dessiné par les jeunes ? Comment y intégrer les populations meurtries des banlieues, les jeunes sans formation, les ruraux inquiets et délaissés... ? Cela, les lycéens le disent rarement, sauf à exprimer discrètement la conviction que, quand ils seront adultes, cette logique ira de soi.

Autorisons-nous à laisser ouvert ici un espace d'interrogation, de questionnement, sur les voies et les moyens du passage d'une logique à une autre. S'y engouffreront les conflits chers aux sociologues et leur rôle dans la dynamique des sociétés..., car on nous dit peu comment intégrer le conflit social dans la dynamique de ces projets, comment le "devoir d'équilibre", qui doit induire le rééquilibrage et la protection, devient le moteur du social. Et si l'on n'aime pas la notion de lutte des classes, ne parlons que de luttes d'intérêts, des spéculations, des jeux financiers et des oppositions entre les marchés et les peuples, entre l'économie et la société. Laissons ici cette question ouverte, nous y reviendrons après les synthèses régionales des lycéens et leurs propositions de redécoupages spatiaux.

## Deuxième partie

# LES PERSPECTIVES SPATIALES

## 1. Les régions d'ici 2015

Les “synthèses” des lycéens sont ici reproduites avec leurs cartes, donnant l'image de leur région aujourd'hui et en 2015. Elles sont souvent classées en “atouts” et en “faiblesses” et les “avenirs”, quand ils ne manifestent pas une inquiétude légitimée par l'ampleur des tâches à réaliser, sont radieux. Nous les avons classées en ensembles de régions qui ne prétendent pas recouvrir les grandes régions telles qu'elles sont conçues habituellement, car leurs contours varient selon les points de vue exprimés.

Mais commençons, pour résumer les préoccupations et les espoirs des jeunes, par une synthèse, qui nous semble emblématique des idées communes à tous. Nous en avons éliminé les localisations géographiques pour la banaliser. Elle constitue un tableau idéal et fort représentatif de la région vue par les jeunes, la “synthèse des synthèses” où, assurément, les lycéens de toutes les régions reconnaîtront la leur.

### *La région Utopia*

*«Notre région en 2015*

*Rêvons un peu.*

*Nous ne sommes pas devenus des “grands-banlieusards”, nous n'avons pas été “rifisés” et nous n'avons pas disparu dans une vaste mégalopole bordée de terres en friche ou de champs de colza. Nous sommes plus de 2 millions d'habitants.*

*La tradition paysanne s'est maintenue, d'abord grâce au tourisme vert qui s'est beaucoup accru. Tout un réseau de chemins pédestres, équestres ou cyclables est entretenu par les agriculteurs qui encadrent des volontaires rémunérés. La conservation, la protection et la valorisation des forêts s'est poursuivie. La production de qualité, labellisée, s'est beaucoup développée. Des agriculteurs qui souhaitaient se lancer dans la production biologique ont pu le faire grâce à des aides et ils alimentent les villes, la demande de ce type ayant beaucoup progressé et les distributeurs ayant accepté de promouvoir ce type de produits et de signer des chartes de qualité avec les producteurs.*

*Beaucoup d'exploitations ont pu ainsi être sauvées d'autant plus que les femmes d'agriculteurs ont pu trouver du travail qualifié dans les nombreuses entreprises qui se sont installées en milieu rural.*

*Notre région n'a pas oublié sa vocation industrielle. L'industrie liée au pétrole et à la production automobile n'a pas disparu mais elle s'est orientée pour l'une vers la chimie du pétrole, pour l'autre vers la production de véhicules électriques ou à nouveau type de carburants. La chimie des plastiques, la pharmacologie sont de plus en plus performantes. Le secteur agro-alimentaire a été revitalisé. De nouveaux secteurs sont apparus et la région est*

*maintenant en pointe dans le domaine des industries liées à la prévention des risques industriels, la protection de l'air et de l'eau, le recyclage des déchets et les énergies de substitution. Les nouvelles techniques d'information et de communication sont aussi très développées. Si l'implantation traditionnelle de l'industrie s'est maintenue, la région a aussi renoué avec la tradition d'établissements implantés en zone rurale et harmonieusement intégrés dans les paysages. Des normes sévères ont réussi à freiner la pollution de l'air et de l'eau.*

*Cette réussite industrielle n'a été rendue possible que par l'immense effort accompli dans le domaine de la formation. Le haut niveau de formation que les universités offrent aux étudiants et aux chercheurs retient désormais la matière grise et notre pourcentage de chercheurs et d'enseignants du supérieur pour 1000 habitants peut désormais se comparer à celui d'autres régions d'Europe. D'ailleurs, des liens étroits existent avec des universités européennes dans le domaine de la recherche en matière de protection de l'environnement. La formation de techniciens et même d'ingénieurs peut s'effectuer dans les petites villes aidées en cela par les équipements en NTIC.*

*Pour échapper à l'emprise de Paris et pour affirmer une identité régionale, les liens entre nos trois métropoles ont été renforcés. C'est le triangle du "grand delta" dont l'activité est fondamentale. Cette activité est gérée par un organisme fédérateur qui a fait disparaître les querelles internes à la région. Les petites villes ont suivi cet exemple et elles ont tissé des liens en complémentarité les unes avec les autres dans le domaine de l'emploi, de la santé, de l'enseignement et de la formation.*

*Elles sont d'ailleurs devenues beaucoup plus agréables à vivre. Les entreprises sont venues s'installer dans les zones qu'elles ont équipées en commun. Il y a moins de chômage. Les programmes d'amélioration du cadre de vie ont permis au cours des vingt dernières années de réhabiliter beaucoup de logements en faisant participer des jeunes et les habitants des zones défavorisées à la rénovation des logements, à la création de zones de loisirs pour les jeunes. On a mélangé logements sociaux, accessions à la propriété et locaux administratifs.*

*Les friches industrielles ont été réhabilitées. Des entreprises se sont installées dans d'anciens locaux et c'est aussi réussi que ce qui avait été réalisé dans quelques sites dans les années 80. L'office pour l'amélioration de l'habitat a poursuivi son œuvre de mise en valeur du patrimoine architectural typique de la région dans les petites villes rurales.*

*La circulation dans les villes est grandement facilitée par la mise en place des déviations, la création de zones piétonnes, de pistes cyclables. Les petites voitures électriques (pour lesquelles un approvisionnement en énergie électrique est prévu dans toutes les agglomérations) sont extrêmement pratiques.*

*On ne s'ennuie plus dans les villes car les infrastructures culturelles et de loisirs ont été développées : bibliothèques, vidéothèques, médiathèques, cinémas, piscines, patinoires, dancings, bowlings).*

*D'ailleurs, la région, grâce à l'organisation de son réseau de transport, est largement ouverte sur l'Europe, la France. Elle est également plus soudée aux régions voisines. Deux axes autoroutiers la traversent. A celle existante orientée Est-Ouest s'est ajouté l'axe Nord-*

*Sud. Une route relie désormais la région à tout le Sud-Ouest ainsi qu'à l'Espagne et au Portugal. Les liaisons entre les villes de la région ont également été améliorées et la sécurité a été renforcée.*

*Le TGV permet de se rendre rapidement jusqu'à Paris ou de gagner d'autres régions de France. Son prolongement permet de raccorder la région au réseau européen et dessert aussi les deux régions voisines grâce à un arrêt situé qui a été soigneusement choisi.*

*Ce cadre de vie a attiré beaucoup de monde. Grâce à la politique régionale de "la main tendue par dessus la haie", des Parisiens, des Franciliens, des Anglais, des Allemands et, comme au début du XXe siècle, des Polonais et des Belges sont venus s'installer définitivement. Ils ont créé des entreprises. L'extension de la banlieue ayant été rendue impossible dans l'est de la région par la création d'une zone verte, protégée, interdite à la construction, ils ont préféré sauter le pas.*

*Entre mer et Paris, Angleterre et Sud-Ouest, Espagne et Portugal, grand carrefour de l'ouest européen, étroitement liée à sa sœur voisine, entre industrie et agriculture, ports et plages, villes et campagnes, toujours verte et beaucoup moins polluée, notre région n'hésite plus. Elle s'affirme face à Paris.*

*Grâce à ses efforts depuis vingt-cinq ans, elle a enfin le beurre et l'argent du beurre !» (95)*

## La “façade atlantique”

### *La Bretagne*

#### *« Perçu/vécu, les raisons de notre attachement »*

La Bretagne est grandiose, faite de paysages diversifiés. De la mer à la campagne elle préserve ses secrets et reste mystérieuse même quelquefois aux yeux de ses habitants. Elle semble garder enfouis en elle ses mythes, ses légendes, ses trésors, des petites criques aux bois isolés. Elle est havre de paix et nous avons plaisir à y vivre.

A l'appel de son nom, c'est la mer qui vient à l'esprit. Elle tient une place importante dans le cœur et la vie des Bretons. Tout le monde a un rapport avec elle, que ce soit bateau, pêche à pied, baignades ou promenades au bord de l'eau. Elle est aussi aujourd'hui théâtre des sports nautiques — trois médaillés d'or bretons aux jeux olympiques de Séoul et Barcelone. La nature a inspiré plus d'un écrivain qui aujourd'hui encore font rêver, de la légende du *roi Arthur* à Mac Orlan, de Barzaz-Breiz au *Cheval d'orgueil* de Per Jakez Hélias. Elle donne fièrement l'image de ses spécificités à travers son folklore, sa musique, ses costumes autant que dans sa tradition culinaire : ses crêpes, son far ou son *kouign-aman* (gâteau au beurre). Elle s'affiche plus simplement dans le choix des prénoms, même dans les nouvelles générations : Josig, Yannig, Gwénaëlle, Soizic, etc.

Nous sommes attachés à cette Bretagne, nous nous y sentons chez nous, nous y avons des racines et si nous devons la quitter, ce serait avec l'espoir d'un retour rapide.» (30)

(ILLUSTRATION COULEUR) 05.02.02 «Zones de pêche fréquentées par les pêcheurs bretons» (38)

#### *« 2015, “le temps du monde fini” »*

Les jeux de la guerre ont été clos. L'économie du monde s'est unifiée. Toutes les ressources et énergies sont mobilisées pour la gestion de la planète et son développement. L'Europe est le pôle majeur du monde atlantique. Dans le monde unifié, elle rayonne par ses cultures, elle tient les leviers de la sécurité, de la prospérité et de l'environnement.

La Bretagne, qui “plonge dans l'Atlantique”, offre à l'Europe une base pour la politique et les échanges atlantiques. Elle offre aussi aux habitants des zones sursaturées de la dorsale européenne son espace de beauté et de mystère. Ses habitants sont attachés à leur culture et organisés sur le mode de la solidarité. Les habitants d'Armor, associés à Brest, perfectionnent les techniques de la mer et les échanges avec l'océan, ceux d'Argoat valorisent les produits de la terre, le tourisme intérieur et les échanges avec le continent européen.» (31)

#### *« Bretagne 2015 »*

Pour faire face à l'avenir, un impératif : lutter contre un éclatement du territoire breton qui se caractériserait par ;

— le désert breton (Bretagne centrale en proie la déprise agricole, à l'exode, Bretagne en friche, dévitalisée) ;

— la Bretagne du béton (littoral saccagé où l'activité touristique domine, Bretagne des résidences secondaires ne retrouvant vie que durant les mois d'été) ;

— une marge nationale (capitale coupée de sa région, tournée vers l'Est, dernière marge occidentale de l'influence parisienne).

Pour lutter contre ces tendances, il importe :

— de développer, de conforter la capitale rennaise... en donnant à Rennes un statut de métropole européenne grâce à des liens renforcés avec Nantes ; renforcer son ancrage au cœur économique de l'Europe et son rayonnement sur sa région en développant les liens entre la recherche et ses applications industrielles.

— de préserver et renforcer la Bretagne bleue (équilibre entre activités), s'affirmer comme puissance maritime en même temps que touristique (équilibre de l'environnement), renforcer le tissu des villes moyennes et sa vocation maritime par des liens accrus avec les autres régions de l'Arc atlantique ;

— désenclaver, revitaliser la Bretagne verte : en s'appuyant sur les centres locaux ; en l'ancrant mieux à sa région par un développement des réseaux, en confortant le tissu industriel agro-alimentaire, en valorisant le potentiel touristique (tourisme vert) ; ce qui suppose... une agriculture moins polluante, une lutte contre les friches agricoles, des capacités d'accueil et d'activités proposées, un dynamisme agricole.»<sup>(38)</sup>

Cartes : (31)

## *Les Pays de la Loire*

Du XVe au XVIIIe siècle, les pays de la Loire étaient l'un des plus grands centres de commerce avec l'étranger, en France et en Europe ; puis, avec l'arrêt du commerce des esclaves, ils sont redevenus un simple centre de commerce régional. La région est restée très rurale, vivant de petite agriculture intérieure et de sa pêche qui pourrait être plus développée. Le tourisme est assez important, mais comparé avec ses possibilités de développement, il est assez faible. La religion s'est maintenue à un très haut point : la criminalité est assez faible, ce qui est normal, du fait de la forte ruralité et des pratiques religieuses nombreuses. Si les pays de la Loire sont restés assez ruraux, cela a permis un développement important des vignobles (Bordeaux, de réputation internationale). L'industrie automobile et électronique a aussi un développement important ainsi que le tourisme. Pourtant, le dynamisme démographique reste faible, avec beaucoup d'inégalités dans les villes. [102]

L'avenir souhaité pour notre région peut être résumé par trois priorités :

1) Une région *en relations* (indispensables dans une économie de plus en plus mondiale et européenne). Les relations internationales renforceront les relations maritimes par cabotage, profitant du plus grand port français de l'Atlantique grâce à des coûts de transport très faibles. Les liaisons aériennes s'effectueront avec un aéroport entre Rennes et Nantes, à l'est de Derval, plus puissant et plus sûr. Nantes atlantique sera conservé pour la formation des pilotes et des relations de desserte. Les relations ferroviaires à grande vitesse, avec l'axe méridien Caen-Rennes-Nantes-La Roche sur Yon, permettront la liaison transmanche-Espagne. L'autre axe développe Brest-Nantes-Tours-Orléans. Avec le TGV des Pays-de-la-Loire, un véritable réseau est établi. Sont mis en place des trains de marchandises à grande vitesse Montoir-Paris, l'objectif étant de connecter la région à la mégalopole. En relations, les universités, grandes écoles, centres de recherches du "triangle universitaire" avec Rennes et Tours pour créer des pôles de recherche de qualité internationale. En relations avec l'étranger, avec le développement des universités d'hiver de langues profitant des résidences secondaires libres à cette époque. Des étudiants ou réfugiés de différents pays seront accueillis.

2) Une région *équilibrée* avec des pôles urbains multiples, des dépopulations rurales limitées au nord de la région. La région fait partie de la "France tranquille" qui saura accueillir des populations retraitées et étrangères après une vie de travail, mais aussi des populations estudiantines profitant des résidences secondaires comme des appartements. Les villes universitaires seront mises à la disposition des sans-abri ou des étudiants, avec des contrats garantis par les municipalités. Des appels d'offres seront adressés aux personnes âgées disposant d'un savoir-faire pour

développer des apprentissages, qu'il s'agisse de la fabrication de confitures, de relier des livres, menuiserie, etc. Equilibre dans le maintien des patrimoines, qu'il s'agisse des paysages — bocages, zones de marais —, ou des constructions humaines : lieux de vie comme une bourrine en Vendée, ou de travail. Protection d'un environnement culturel avec quatre-vingts musées, une trentaine de festivals, écoles de danse, etc., qui deviendra une richesse essentielle pour demain. Le prix de l'eau consommée sera multiplié par quatre afin d'en éviter les gaspillages. Développement dans les villes des bus d'eau, interdiction totale des voitures, sauf voitures électriques, aide aux logements pour augmenter l'isolation phonique, amendes élevées pour tout pollueur.

3) Une région *active*. La région ne peut se limiter à l'accueil touristique. L'agriculture et l'industrie devront être développés en s'appuyant sur les pôles d'excellence : industrie, agro-alimentaire, aquaculture, cuir et chaussures, aéronautique, industrie automobile et électronique. Le développement de l'énergie, avec une centrale à fusion, permettra de fournir les moyens indispensables au développement industriel en même temps que la multiplication des pépinières d'entreprises déjà existantes avec bâtiments loués, conseils en gestion, liaisons avec les universités. L'objectif sera d'aider ces pôles d'excellence.» [103]

CARTES (101)

## *Poitou-Charentes*

«Poitou-Charentes, région composite, lieu de passage et de batailles, dans un creux de la côte atlantique... Population peu dense, ruralité importante, entreprises petites et moyennes, peu d'investisseurs étrangers, ...pas d'équipe de rugby !

Qui connaît ces lieux ? Et pourtant, ici, il fait bon vivre. Ce qui peut paraître faiblesses peut devenir autre dans une perspective européenne et mondiale, à une époque de rotations rapides. Poitou-Charentes peut être reconnu comme bien situé, au centre de l'Arc atlantique. En collaboration avec les régions voisines, s'y établit une façade portuaire dynamique, ouverte sur le grand large. La Rochelle est au départ d'un axe européen vital : transversale la plus courte et la plus centrale de l'océan vers l'Europe lourde.

Par ailleurs, nous avons de la place, un environnement protégé, un littoral ensoleillé et, pour les habitants, de très bonnes possibilités de formation et d'information.

De cet ensemble, nous retirons quatre idées importantes pour 2015 :

— Les lycées sont des catalyseurs animant le milieu local. Entourées d'installations associées, bien connues des familles, leurs médiathèques et leurs salles de réunion servent pour tous.

— Les villes sont reliées à leur espace. Elles gardent les activités rares, et le milieu environnant prend d'autres tâches complémentaires. Les hommes de la "cité rassemblée" et ceux de la "cité dispersée" deviennent proches.

— Le Futuroscope est un bon outil pour la prospective et les télécommunications rapides. Il développe ses capacités d'adaptation à l'imprévu et de travail avec des partenaires multiples.

— Les créateurs économiques et culturels sont plus nombreux dans la région : "l'opération Ulysse" favorise le retour heureux des "voyageurs" partis se développer vers l'extérieur. Les PME sont devenues très flexibles, d'autant que les atouts régionaux ont amené sur place une partie de leurs centres de décisions.

Poitou-Charentes, affirmant son identité, est ainsi devenu un carrefour intéressant pour l'Atlantique et l'Europe.» (116)

### *«Paule et Valérie*

Paule est contente, elle inaugure cette année les dispositions européennes qui ont amené les trente heures hebdomadaires. Elle a préféré cumuler son temps libre, un paquet-cadeau vacances de trois mois chaque année, pour retourner au pays.

Le TGV roule silencieusement dans la campagne poitevine ; dans un quart d'heure elle va pouvoir revoir sa jeune chipie de sœur à Angoulême... Toutes ces

semaines passées à Berlin lui donnaient envie d'aller prendre un grand bol d'air : fini la foule !

Elles ont chargé la voiture ; Foxy a colonisé le coffre. La prise électrique débranchée, vitres baissées, la petite voiture roule avec le doux schuttt... du vent sur le pare-brise. La route de Lyon-La Rochelle, à deux fois deux voies, est pratiquement vide à cette heure-ci. D'ailleurs, il y a de moins en moins de monde sur cette route. La concurrence avec le train est difficile depuis qu'il est moins cher de voyager par le "ferrou" et surtout tellement plus rapide ! La Rochelle n'est pas loin, déjà les immenses plantations de forêts laissent apparaître des centaines d'hélices des toutes nouvelles éoliennes géantes. Et c'est avec plaisir que Paule remarque que les nappes de fils haute tension ont disparu. C'est pas un mal !!!

Depuis de nombreuses années, la côte ouest de l'Europe connaît un formidable engouement de la part des nordistes. Il faut dire que cette région est bien différente de celle de son enfance. Les travaux gigantesques d'assainissement des années 1995-2000 ont donné une allure inconnue à toutes choses. Le plus spectaculaire est peut-être l'eau des rivières où maintenant il est possible de voir onduler l'herbier où nagent des poissons même sous plusieurs mètres de profondeur. Certains, déjà, veulent de nouveau faire la culture de perles de moules géantes comme cela se faisait au XVIII<sup>e</sup> siècle. En tous cas, les touristes ne s'y sont pas trompés et arrivent en masse, surtout depuis que les horaires de travail sont aménageables. D'ailleurs, un jour, Paule pense revenir travailler au pays.

— Arrête de rêvasser bon sang ! Heureusement que l'ordinateur a sonné, sinon on allait sur la glissière !!!

Les quais de La Pallice sont presque déserts ; un méthanier déverse son gaz dans le gazoduc. La "Cogénération S.A.", un beau bâtiment industriel, affiche à son entrée un panneau sur lequel on lit : "Embauche 10 chauffagistes-électrotechnicien(ne)s".

Il est 16 heures. Michel sort sur son VTT bitracte. La journée de 6 heures est terminée. Paule ne peut retenir un fou rire en voyant sa sœur se jeter dans les bras de son fiancé, elle qui, il y a deux mois, jurait qu'elle resterait célibataire ! Michel, fils d'agriculteur, fait partie de ces doubles actifs qui vivent bien. Propriétaire d'une centaine d'hectares près de Niort, il y fait de l'élevage extensif et vend sa viande par la filière "label de qualité, *Le terroir*". Il ne peut en vivre cependant et a fait trois années de formation pour faire son travail actuel : énorme besoin d'équipement des villes en micro-centrales électriques cogénératrices de chaleur, bornes pour recharger les voitures électriques et installation sur les toits d'hectares de cellules photovoltaïques.

C'est à l'époque de ce stage que Michel et Valérie se sont rencontrés. Si le film en relief du Futuroscope de Poitiers n'avait pas favorisé le contact, ils ne se seraient peut-être jamais parlé !

La plage n'est pas loin, Fort Bovard, au loin, reçoit la visite d'une équipe de télévision. Un chaud soleil promet une fin de journée agréable.» (110)

Cartes : ~~Lycée Victor Hugo, Poitiers ou lycée de Royan~~ OVERIER / - 118 -

## *L'Aquitaine*

### *«Propositions pour l'Aquitaine en 2015*

L'Aquitaine est une région aux multiples visages, que la nature a rendue très attirante, à défaut de lui fournir les ressources qui ont fait au XIX<sup>e</sup> siècle la puissance des grandes régions industrielles de l'Europe. Elle est donc passée à côté de cette grande mutation, mais elle a su récupérer des activités modernes...

Aujourd'hui, beaucoup de ces secteurs sont en crise : une agriculture touchée par les mutations des marchés et par la crise de la PAC, et le tissu rural affecté ; un riche ensemble de PME et un pôle d'excellence industriel menacés par les changements tant techniques que politiques liés à la fin de la guerre froide ; un tourisme insuffisamment performant ; une persistante marginalisation par rapport aux grands flux économiques de l'Europe ; ce sont autant de signes alarmants.

Ce bilan nous conduit à avancer des propositions susceptibles de corriger cet état de fait :

— Forcer la décision d'aménagement du TGV Sud-Ouest, un des plus rentables qui soient, et dont l'importance est évidente pour l'Ouest tout entier. A défaut, et en attendant, profiter de la conjoncture favorable pour faire lancer sur la diagonale Nord-Paris-Pays basque une grande artère de ferroutage.

— Consolider le pôle de haute technicité (recherche-formation-Aérospatiale-armement) par un rapprochement avec Toulouse (et donc un "mariage" à déterminer Aquitaine-Midi-Pyrénées) et par la recherche d'un partenariat avec une (ou des ?) grande(s) puissance(s) en mutation comme la Russie. Renforcer l'attraction de la région en développant les services aux entreprises.

— Faire évoluer l'agriculture, en utilisant la nouvelle politique environnementale de la CEE, et le tourisme.

— Restructurer les réseaux de villes et promouvoir une politique urbaine rénovée. Cela suppose une mobilisation concrète et forte des citoyens, la volonté de bousculer les excès de la société de l'automobile, et enfin le plein exercice des pouvoirs nouveaux que donnent les lois de décentralisation, en particulier sur l'intercommunalité.

Nous espérons que de tels changements, profonds dans leurs finalités mais réalistes dans leurs modalités, pourront aider à la nécessaire mutation de notre Aquitaine.

*"L'homme du futur est celui qui a la plus longue mémoire." (F. Nietzsche)*

L'avenir de l'Aquitaine ne peut se concevoir qu'à travers une démarche double :

— D'une part un respect scrupuleux de ce qui constitue ses aptitudes naturelles et son histoire. C'est dans ce retour incessant à son cadre physique, à ses eaux, à ses vallées, à ses montagnes, que les Aquitains puiseront et la force régénératrice dans

un monde quelque peu stressant, et l'offrande à faire aux autres, afin qu'ils se tournent vers cette merveilleuse province.

– D'autre part, l'Aquitaine doit aller de l'avant tout en retenant les dures leçons d'un siècle et demi d'industrialisation trop souvent sauvage et de solutions à l'emporte-pièce, qui ont brisé plus d'un pays dans le monde. Aujourd'hui, il faut savoir combiner le respect des enseignements de l'écologie et de l'environnement : souci du développement durable, c'est-à-dire attitude raisonnée de prélèvements des ressources dont on connaît mieux les limites et les contraintes.» <sup>(8)</sup>

Cartes : <sup>(9)</sup>

## Un "centre"

### *Le Limousin*

«Le Limousin, situé au centre de la France, est à l'écart de tous couloirs de circulation et par conséquent d'industries. Sa situation géographique, ses grands espaces vides ainsi que ses petites villes sont actuellement des inconvénients majeurs qui doivent devenir ses atouts.

Tout d'abord, le Limousin est un véritable château d'eau, formé d'innombrables lacs et rivières. Dans l'avenir, l'eau devenant de plus en plus rare et chère, notre région sera ainsi à même de couvrir ses besoins. De nos jours, ces points d'eau représentent une des principales attractions mais ils devront être plus amplement aménagés. Son relief et sa place au sein de la France permettent la construction d'un réseau routier indispensable à l'expansion commerciale et touristique : les moyennes montagnes favorisent la création de loisirs été comme hiver. Le patrimoine actuel devra être valorisé pour préserver la tradition.

Un des moyens est la création d'écoles spécialisées. Nos grands espaces seraient profitables à la région par la création d'entreprises ou l'installation de nouveaux foyers d'accueil. D'autres parcelles seront préservées afin de ne pas perdre la valeur de la nature. L'élevage, dont celui de vaches limousines, est un des principaux atouts pour l'agriculture française, d'autant plus que laisser mourir celle-ci contribuerait à désertifier le Limousin.

A l'opposé, les villes devront se dynamiser en apportant d'abord les besoins quotidiens à la population. Ainsi, la modernisation et la multiplication d'équipements de santé, de scolarité et d'infrastructures commerciales seraient souhaitables pour assurer l'accueil d'employés, en particulier dans les industries. La richesse en matières premières comme le bois, la pierre et l'eau peuvent inciter les entreprises à s'implanter en Limousin.

Celui-ci ne doit pas rester à l'écart des régions dynamiques mais manifester son envie de participer à la vie politique, économique et sociale de notre pays. Ainsi, après une période de perte de vitesse, la population du Limousin a pris conscience du renversement de tendance qui devra s'effectuer.» (68)

«Il faut le reconnaître, malgré les efforts déployés, la situation du Limousin reste, en termes démographiques et économiques, difficile.

S'interroger sur l'avenir du Limousin, c'est évoquer des espaces ruraux fragiles et des habitants âgés, une région à l'écart des grands flux de circulation français et européens, sans véritable armature urbaine, une activité agricole puissante mais dont l'avenir européen est incertain, des activités industrielles rares, souvent de

sous-traitance et qui sont victimes du ralentissement de l'activité économique et de la concurrence internationale.

Mais, s'interroger sur l'avenir du Limousin, c'est aussi rechercher de nouvelles formes d'activités économiques et d'utilisation de l'espace adaptées à la région et susceptibles de la promouvoir dans le cadre français et européen ; aussi, c'est proposer d'en faire une véritable région-relais tirant profit de sa position géographique, une région attractive par sa nature encore protégée et sa qualité de vie. Mais les difficultés du Limousin sont celles de l'ensemble du Massif central ; l'intervention publique en faveur des régions en voie de marginalisation doit continuer.

Cette étude nous a fait réfléchir à la question future de l'espace national : on ne peut accepter le dépérissement démographique et économique de vastes régions et leur relégation dans un rôle de réserve naturelle dont nous refusons d'être les Indiens.» (69)

Cartes : (69)

## *L'Auvergne*

«Située au centre géographique de l'hexagone français et de la CEE, l'Auvergne n'occupe qu'une place périphérique dans l'ensemble économique du marché unique européen. Réalité historique, économique et géographique aux contours souvent mal définis, elle n'en demeure pas moins une périphérie. Confrontés au vieillissement de la population et à l'exode, les jeunes Auvergnats prennent conscience qu'ils risquent d'hériter d'un avenir sans espoir, faute d'une action volontariste d'aménagement du territoire où les intervenants sont aujourd'hui, certes l'État français et les collectivités locales, mais aussi la Communauté européenne. Le monde agricole n'est plus synonyme de résignation : l'agriculture auvergnate présente une image rénovée, même si les agriculteurs se sentent pénalisés par les quotas laitiers et les nouvelles orientations de la PAC.

Domaine privilégié "de l'herbe plus dure et des bois plus noirs qu'ailleurs", cher à A. Vialatte, l'Auvergne n'est pas pour autant un désert industriel et bénéficie même d'une renommée mondiale avec son légendaire *Bibendum* de Michelin qui a fait de Clermont-Ferrand la capitale mondiale du pneumatique. Cette notoriété escamote d'autres atouts industriels, il est vrai plus modestes, en particulier des industries agro-alimentaires ou le travail des métaux non-ferreux...

Cet essor industriel a néanmoins préservé le cadre naturel privilégié de la région, riche par son étendue et sa diversité ; l'Auvergne a inventé le feu, le couteau, la piété, la beauté, la curiosité et la mémoire... avec, en particulier, deux parcs naturels régionaux prêts à accueillir les touristes de l'Europe entière, à condition qu'ils ne se contentent pas d'un simple passage vers d'autres contrées.

En réalité, il y a deux Auvergnés, celle des "vieux bougnats", ou perçus comme tels, et celle des jeunes qui refusent la fatalité. Mieux formés, confrontés à l'attraction de pôles de formation périphériques, ceux-ci aspirent à être pris au sérieux. Leur région, ils la connaissent : l'analyse de l'inventaire des réalités révèle une région qui s'organise autour d'un axe méridien sans issue vers le Sud. Même si l'Auvergne paraît vouée à être dominée, elle souligne aussi sa position centrale dans l'Europe de 1993.

Cette volonté s'exprime dans un projet dynamique : *transformer la périphérie du centre en centre de la périphérie*, œuvrer de tout urgence pour le désenclavement intra-régional et inter-régional, la valorisation des ressources touristiques, la modernisation des activités industrielles, en privilégiant résolument la voie des industries nouvelles au prix de structures d'accueil appropriées (environnement culturel, technologique et de loisirs). La restauration de l'image de marque doit accompagner cette action d'aménagement du territoire.» (14)

«*L'Auvergne en 2015*

Il faut créer un cadre de vie de qualité en améliorant l'urbanisation et en favorisant l'implantation d'industries dynamiques visant à retenir la population. Il faut aussi créer un tourisme nouveau pour attirer de plus en plus de personnes et allier agriculture et environnement. De plus, on peut sérieusement envisager un développement des réseaux routiers, ferroviaires, aériens... L'Auvergne pourrait alors devenir une zone centrale en Europe. Mais attention, si rien n'est fait, si des orientations nouvelles ne sont pas prises rapidement, alors l'Auvergne connaîtra de plus en plus de difficultés et, en 2015, elle ne sera sans doute plus qu'une zone dépeuplée. C'est pourquoi il est nécessaire d'agir. *L'Auvergne doit évoluer, pour ne pas devenir une région "morte".*» (15)

Cartes : (14)

## *La région Midi-Pyrénées*

«La région Midi-Pyrénées a de nombreux atouts : elle est vaste, son agriculture est riche et variée, sa capitale dynamique. Mais elle a aussi des faiblesses : les réseaux de transports sont de qualité inégale, les productions agricoles se fraient difficilement un chemin sur le marché mondial et les plus jeunes quittent le monde rural ; Toulouse pèse lourd, toutes les activités s'y concentrent.

Nous proposons donc une politique d'aménagement volontariste qui suivrait quatre grandes directions :

— partager le dynamisme de Toulouse en décentralisant une partie de l'enseignement supérieur et des entreprises, mais aussi en développant de nouvelles industries exploitant les productions agricoles et en permettant le développement du télétravail ;

— aménager l'espace rural en prenant en compte le dépeuplement : le télétravail et les industries maintiendraient de la population, de même que de nouvelles productions ou le tourisme vert ; mais le dépeuplement rural doit aussi être compensé par un aménagement incluant des massifs forestiers ;

— les communications avec le reste de l'Europe doivent être développées : tunnels sous-pyrénéens, nouveau canal vers la Méditerranée, liaisons rapides vers l'Europe du Nord ;

— repenser les dynamiques régionales en vue de l'agrandissement et de la "méditerranéisation" de la région qui deviendrait Midi-Languedoc.» (83)

«En 2015, si la région Midi-Pyrénées a réussi à vaincre tous les défis, on ne peut se prononcer sur les formes d'association qu'elle aura choisies pour se développer. Toujours est-il qu'elle doit échapper à cette terrible "diagonale des déprises" qui risque de la marginaliser, peut-être même la faire éclater.

Les conditions de son développement peuvent apparaître comme la recherche de la quadrature du cercle ; pourtant, tout en sachant qu'il sera difficile d'atteindre cet idéal, un peu comme la courbe d'une dérivée tend sans l'atteindre vers les axes d'abscisses ou d'ordonnées, il faut que Toulouse se renforce pour à la fois intéresser Barcelone sans pour autant tomber dans sa dépendance, mais également utiliser ses points forts pour renforcer l'activité de sa région. Ainsi se développeront des solidarités extra et intra-régionales qui ne pourront qu'en faire un des axes majeurs de la prospérité européenne entre la diagonale européenne, "banane bleue" des cartes, les arcs atlantique et méditerranéen.

Cette prospérité ainsi renforcée, ses habitants trouveront dans leur région, dans un cadre français mais aussi européen, la possibilité d'accomplir un de leurs vœux les plus chers : *Volem viure al país.*» (84)

Cartes : (82)

## L'arc méditerranéen

### *Le Languedoc-Roussillon*

*« 1992, Languedoc-Roussillon le nord de l'Europe du sud*

- Notion de région mal perçue.
- Région pas assez connue.
- Attente du côté de la CEE.

Points noirs : chômage supérieur à 14 % ; arrachage des vignes et augmentation des friches ; crise fruitière ; déclin industriel des hautes vallées (Piémont, Montagne Noire) ; pas de liaisons ferroviaires rapides avec l'Espagne, l'Italie et Midi-Pyrénées ; déséquilibre entre centre littoral et péri-littoral et l'arrière-pays ; trop de concentration à Montpellier (transports, enseignement).

Points positifs : la force du tertiaire, notamment du tourisme ; la qualité de la vie (ciel, soleil, mer, neige) ; la position au nord de l'Europe du Sud ; la recherche, surtout nucléaire et biologique.

*...D'où son attrait.*

### *Propositions pour 2015*

1) Communication : faire mieux connaître la région à l'extérieur ; faire mieux connaître son fonctionnement intérieur.

2) Population : décentralisation de Montpellier ; réaménager le centre-ville et réhabiliter les quartiers défavorisés.

3) Environnement : mettre en avant et conserver la qualité de vie (littoral, rivières à dépolluer, région pilote en recyclage, en traitement d'ordures).

4) Enseignement : effort de formation ; décentralisation universitaire (créer d'autres pôles vers les villes moyennes).

5) Agriculture : réserver les côteaux à la vigne ; diversification (amandiers, figuiers, riz en zones irriguées, soja, agriculture biologique avec label régional) ; reboisement (Corbières, Minervois, hauts cantons).

6) Industrie : création d'industries de recyclage et de retraitement ; création de "Scientificapolis", ville scientifique.

7) Transports : priorité aux transports en commun pour éviter l'asphyxie : TGV avec l'Espagne et l'Italie sans négliger les autres dessertes vers Carcassonne, Mende, Alès ; voie rapide (2x2) passant par Bédarieux et Carcassonne.

8) Tourisme : fin du bétonnage sur les zones de plage (autres acquisitions pour la conservation du littoral) ; efforts vers le tourisme vert à vocation culturelle : catharisme, VTT, sentiers de randonnée ; faire de la région un exemple pour remise en forme : thalassothérapie (Lodève, Rennes), stations thermales.

*...Et pour cela donner la parole aux jeunes !!!» (65)*

Cartes : (66)

*Provence-Alpes-Côte d'Azur*

ILLUSTRATION + CARTES EN GUISE DE SYNTHÈSE 21.01.00

(124)

## La Corse («L'île aux trésors»)

«La Corse offre un grand nombre de traits communs à l'ensemble des îles méditerranéennes. Cependant, la faible densité de sa population, le délabrement de son économie traditionnelle qui n'a pas été remplacée par une économie moderne, le choc entre une identité méditerranéenne et une culture française qui tend à s'imposer et à réduire la première à l'état de sous-culture, expliquent pour une large part le "particularisme" qu'on invoque si souvent lorsqu'on essaye de cerner le "problème corse".» (46)

### «Potentialités de développement de la région Corse

<i>Situation actuelle</i>	<i>Potentialités et options</i>
<i>Agriculture</i>	
Le secteur primaire est faible et en difficulté.	<p>Une nouvelle répartition des espaces agricoles : conquêtes dans les plaines littorales ; l'oliveraie et la châtaigneraie à l'intérieur des terres ; meilleure utilisation des bois dans le milieu intérieur et meilleure gestion des espaces forestiers grâce à des filières d'exploitation et de transformation qui sont en voie d'amélioration.</p> <p>Des structures nouvelles : apport foncier ; exploitations modernes ; protection des terres à hautes potentialités pour permettre l'agriculture et le développement de la forêt ; maîtrise de l'urbanisation et du tourisme qui menacent l'agriculture et la forêt.</p> <p>Techniques nouvelles : irrigation, une productivité constante ; mécanisation ; emploi renforcé des engrais, des fertilisants, des désherbants ; rénovation du cheptel, grâce à l'aide financière et technique ; recherche, formation de meilleur niveau ; préservation des affectations agro-sylvo-pastorales des sols, grâce au plan d'occupation des sols.</p>
<i>Environnement</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Plus de moyens pour lutter contre les incendies.</li> <li>— Aménagement et développement des espaces.</li> <li>— Sauvegarde des espèces animales et végétales.</li> </ul>
<i>Secondaire : industrie</i>	
Le secteur est très faible. L'industrie est presque inexploitable : 93 % sont constitués par l'artisanat.	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Développement et meilleure exploitation des ressources minières.</li> <li>— Développement des ressources énergétiques (hydraulique, solaire...).</li> <li>— Développement du nombre d'entreprises.</li> <li>— Favoriser l'industrie de pointe.</li> <li>— Nécessité d'un patronat corse pour éviter toute faillite due à un raté de la "maison mère" sur le continent : exemple Femenia.</li> </ul>
<i>Tertiaire : moyens de communications</i>	

Ce secteur est très fort par rapport à la population. Les services représentent 80 % du PIB corse.	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Maîtriser la voie maritime : en conservant la structure portuaire, en parachevant les installations, en renforçant les services à terre, en améliorant les accordements du réseau routier.</li> <li>— Diversification des liaisons aériennes.</li> <li>— Amélioration des aéroports (services d'accueil).</li> <li>— Renforcer le réseau intérieur de communications.</li> <li>— Réseau routier : une voie rapide Ajaccio, Corte, Bastia.</li> <li>— Aménager et diversifier le réseau ferroviaire.</li> </ul>
<i>Université, recherche</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Développer les disciplines scientifiques et techniques, pour attirer des étudiants (corses et autres...).</li> <li>— Attirer de nombreux laboratoires de "très) haut niveau.</li> <li>— Faciliter l'interface entre recherche scientifique et développement industriel.</li> </ul>
<i>Ville et cadre de vie</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Maîtriser la capacité d'accueil, prévoir des coupures à l'urbanisation, tout en la privilégiant.</li> <li>— A partir de l'existant, en la limitant à l'essentiel dans les espaces proches du rivage, préserver les espaces et milieux remarquables et caractéristiques.</li> <li>— Etalement des fréquentations grâce à une politique adaptée des transports, d'hébergement, et de produits touristiques diversifiés.</li> <li>— Valoriser l'environnement pour mettre en évidence les potentialités pour une Corse préservée.</li> <li>— Un développement de l'ensemble de l'île grâce à des nouvelles structures (aéroports, hébergement). Offre compétitive grâce à des structures d'hébergement jeunes, des opérateurs professionnels, des équipements d'animation et de loisirs...</li> <li>— Limiter les implantations lourdes et spécialisées qui n'entraînent aucune retombée locale, mais un coût élevé en matière d'environnement.</li> </ul>

### *Scénarios pour 2015*

- Développement endogène : développement basé sur les micro-régions corses.
- Eco-développement : ce serait avant tout un développement écologique.
- Catastrophe : scénario proche de la situation actuelle.
- Zone franche : peu probable, car opposition certaine des grands ports méditerranéens.» <sup>(45)</sup>

Cartes : <sup>(45)</sup>dem



## Le bassin "parisien"

### *Ile-de-France*

La région Ile-de-France regroupe 10,7 millions d'habitants sur une surface de 120 000 kilomètres carrés, c'est-à-dire 19 % de la population totale du pays sur 2,2 % de la surface. C'est une région prestigieuse, d'une grande vitalité culturelle, centre du pouvoir politique, de la majorité des sièges sociaux français, produisant 28,7 % du PIB. Succès ? Certes. Mais l'Ile-de-France paie actuellement un lourd tribut à la réussite. Les revers de la médaille sont bien tristes et la région souffre de multiples dysfonctionnements : inadéquation entre l'offre et la demande de logements, masse importante de chômeurs ; logements en nombre insuffisant, mal adaptés aux besoins, trop chers, ségrégation entre quartiers riches et quartiers pauvres, parfois insalubres et violents ; espace rural grignoté par l'étalement de la zone urbaine ; transports multiples, longs, coûteux en temps, en carburants, en argent, espaces consacrés aux infrastructures, pollution, vies humaines ; inégalité de répartition à l'intérieur de la région : emplois mal répartis, multiplicité de constructions de bureaux enrichissant certaines zones alors que d'autres sont dépourvues de ressources et ne peuvent financer les infrastructures nécessaires à la modernisation.

Ces difficultés nous paraissent provenir d'une organisation qui n'est plus adaptée : un centre trop développé s'asphyxie et perd ses atouts alors que son développement même vide la périphérie de sa substance et de son dynamisme.

Cet état de chose se retrouve à deux échelles différentes : Ile-de-France par rapport aux autres régions françaises et Paris par rapport à la région Ile-de-France.

Les suggestions pour 2015 se situent à deux niveaux :

1. La réorganisation de l'ensemble de l'espace français de façon à ce que l'Ile-de-France reste une région parmi d'autres et n'attire plus les forces vives des autres régions françaises. Cette réorganisation doit s'effectuer dans le cadre européen, pour que les régions françaises conservent leur poids et leur identité tout en étant en relation avec leurs voisines, et utilisant au maximum les atouts de leur position géographique : débouchés sur l'Atlantique, ouverture sur le marché européen, etc. Il ne faut plus que l'Ile-de-France soit un pôle d'attraction, il faut que chaque région conserve ses jeunes, ses idées. L'Etat doit donner l'exemple de la décentralisation en éloignant ses services et en répartissant équitablement les investissements universitaires, grandes écoles... L'Ile-de-France doit être un maillon d'un réseau français harmonieux.

comptera pour une région forte dans le cœur de l'Europe. Après 1998 : *les jeunes d'aujourd'hui auront pris en main leur destinée. Ils seront comptables de leurs actes ou de leurs inactions et deviendront ce qu'ils auront été capables de faire et de construire.*» (77)

Cartes : (78)

## *L'Alsace*

*«1992 : la concentration des hommes et des activités dans l'espace rhénan*

Les problèmes d'aménagement de l'espace alsacien :

— La disposition en "couloir" de l'espace régional avec l'allongement des distances Nord-Sud (presque 200 kilomètres) et les dimensions Est-Ouest très étroites (environ 40 kilomètres dans la partie la plus étroite) encore réduites si l'on considère la partie la plus "utile" : plaine et collines (largeur d'environ 25 kilomètres au niveau de Ribeauvillé).

— Un relatif isolement par rapport aux espaces environnants, les situations de carrefour de Strasbourg et Mulhouse sont incomplètement valorisées.

— La concentration des activités et des hommes dans la zone plaine-collines et l'allongement Nord-Sud ne favorisent pas la polarisation de l'espace alsacien autour d'un grand centre, et l'influence de la métropole alsacienne est limitée par l'étroitesse du cadre régional et la concurrence des grandes villes étrangères.

— La périurbanisation accélérée autour des grandes agglomérations et même des centres moins importants aboutit au "mitage" d'un espace déjà réduit.

— Le massif vosgien à occupation plus lâche n'est pas complètement protégé et les forêts de plaine sont de plus en plus menacées.

— Un espace réduit où se concentrent hommes et activités doit être soigneusement aménagé en suivant une vue d'ensemble comprise et respectée par tous.

*En 2015*, il y aura des pouvoirs régionaux renforcés et des accords de coopération avec ses puissantes voisines allemande ou suisse. La région Alsace, mieux intégrée à l'espace rhénan, sera un pôle d'attraction pour une partie de la Lorraine et de la Franche-Comté. L'espace alsacien supportera le développement des activités économiques, des équipements de transports, des zones urbaines à condition d'être bien organisé afin d'éviter le saupoudrage des hommes et des activités. Le patrimoine sera préservé grâce aux efforts de tous : individus, entreprises, collectivités et en faisant appel à la cohésion culturelle des Alsaciens.

Dans la perspective d'une Europe unie, Strasbourg et toute l'Alsace auront un rôle international renforcé. L'Alsace retrouvera son rôle historique et géographique séculaire : lieu d'échanges entre deux cultures, ouverture de l'espace français sur la mégapole européenne et au-delà vers les pays d'Europe centrale et orientale en pleine mutation.

*Ne ratons pas le coche !» (2)*

+ ILLUSTRATION idem 01.02.01(2)

Cartes: (2)

## *La Bourgogne*

### *« Bourgogne cuvée 92 : des cours à la baisse*

Un nom célèbre mais pas une réalité territoriale. Un espace dont les extrémités regardent fortement chez le voisin ; Paris et Lyon étendent peu à peu leur influence économique. A l'Ouest, peu de nouveau, Nevers et la Nièvre tournent toujours le dos à la région. Au centre, le Morvan est toujours là, mais les Morvandiaux se font rares, il faudrait songer à les conserver. Dijon se veut la métropole régionale mais la cité des Ducs a du mal à jouer dans la cour des grands à l'heure de l'Europe.

Carrefour : mot magique du vocabulaire bourguignon. Réalité incontournable dès que l'on étudie une carte ou un schéma directeur des transports en France et en Europe. Une situation remarquable dans l'espace mais qui ne semble pas vraiment profiter à la région. Les responsables, en se lamentant, constatent Bourgogne = terre de passage, vieille tradition pour des terres qui ont vu venir du Sud les armées de César à la recherche de Gaulois irréductibles et plus tard des barbares burgondes descendus de l'Europe du Nord donner son nom à ce territoire. Bourgogne = terre de rencontres, mais aujourd'hui le passé ne suffit plus à faire vivre le présent régional.

Le constat est morose : les Bourguignons vieillissent mais ce n'est pas une qualité comme pour le vin. Bourgogne = terre agricole : 8 % de la population active. Mais derrière l'image valorisante du vin, des bovins du Charolais ou de la moutarde, on constate que l'industrie agro-alimentaire n'a pas suivi. Et gare aux tempêtes internationales. Terre de forêts, mais toujours pas de filière bois. Région industrielle, malheureusement la crise est passée par là. Heureusement, certains secteurs s'affirment : l'automobile et ses équipements, la chimie, la plasturgie.

Région de transit et du savoir-vivre, la Bourgogne n'exploite pas son riche potentiel touristique. Sites, paysages, musées, produits du terroir, qualité de vie n'arrivent pas à retenir le client, il passe...

Alors, le Bourguignon va-t-il mourir à petit feu ? S'il est fier, il doit bâtir son avenir et sa région.

### *Bourgogne = 1992 - 2015 : du temps pour fabriquer un grand cru*

La Bourgogne doit abandonner la petite vitesse et adopter le rythme TGV pour relever plusieurs défis :

— exploiter sa situation géographique exceptionnelle et améliorer son maillage interne ;

— maîtriser son espace rural afin d'éviter la désertification ; au cœur du sujet, le Morvan ;

— faire les choix industriels à partir des tendances actuelles et de sa position de carrefour ;

— faire travailler ensemble les villes de la région, les associant à travers un véritable réseau urbain.

Enfin, pour ne pas faire cavalier seul, on peut envisager une libre union avec le voisin franc-comtois.» (24)

Cartes : (29)

## *La Franche-Comté*

«La forte activité industrielle de la Franche-Comté et le dynamisme industriel de la montagne ont longtemps caché les faiblesses de la région.

1) La vallée du Doubs est le seul axe de communication rapide, constituant une diagonale de développement mal reliée au reste de la région. Insuffisants en Haute-Saône, les moyens de transports franchissent encore plus difficilement la montagne jurassienne en direction de la Suisse. La région tourne le dos à la Suisse, pays très riche, situé sur le croissant européen... et futur membre de la Communauté européenne !

2) La Franche-Comté ne dispose pas d'un vrai réseau urbain. Besançon n'est pas en mesure d'animer l'ensemble de la région. Les autres villes, excepté Montbéliard et Belfort, ont du mal à jouer le rôle de relais en direction des bourgs et des espaces ruraux. La désertification progresse, surtout au nord-ouest de la Haute-Saône et au sud du Jura.

3) L'enseignement supérieur ne permet pas de satisfaire les besoins en formation de beaucoup d'étudiants qui doivent quitter la région (solde négatif de 4000 personnes). D'ailleurs, la Franche-Comté a moins de cadres supérieurs que les autres régions françaises, et moins d'activités de services.

4) Au total, la région n'a pas su profiter de la proximité du croissant de développement européen à l'Est, et du grand axe Paris-Lyon à l'Ouest.» (48)

### *«Quels projets pour quelle Franche-Comté en 2015 ?*

Nous n'avons pas pour ambition de transformer totalement la Franche-Comté, nous avons voulu mettre l'accent sur un certain nombre de points qui nous tiennent à cœur, en tant que lycéens de 1992. Il est facile de dire "je crée des entreprises donc des emplois" et ainsi il n'y aura plus de chômage. Nous avons refusé ce point de vue pour nous consacrer à des choses plus quotidiennes, sans oublier de prendre en compte l'aménagement du territoire.

Notre souhait est que notre petite région puisse s'accrocher fermement au cœur économique de l'Europe, qu'elle ne soit plus en périphérie mais intégrée à la "banane bleue". Pour cela, nous proposons une nouvelle répartition des transports, pour relier la Franche-Comté aux réseaux européens et que la notion de frontière puisse disparaître totalement. Il s'agit aussi d'équilibrer les activités régionales, afin d'éviter la marginalisation des espaces ruraux de Haute-Saône ou des premiers plateaux du Doubs (rentabiliser l'agriculture, la filière bois, le tourisme). Nous désirons enfin des changements pour améliorer le quotidien des Comtois dans l'éducation, le logement, l'environnement.» (50)

Cartes : (50)

## *Rhône-Alpes*

*«Rhône-Alpes, c'est, en 1992, une notion très vague pour près du quart des élèves.*

Trois idées dominent : Rhône-Alpes est une région très menacée par la pollution, très inégalitaire en raison des graves insuffisances des transports ; une région dynamique qui a de l'avenir sans sous-estimer que "des avantages peuvent devenir des inconvénients". Rhône-Alpes est très touchée par le chômage, la violence des grandes banlieues ; les petites villes, voire les villages désamorcent mieux l'agressivité !

La majorité insiste sur les atouts de la place de carrefour de Rhône-Alpes car ayant des frontières avec la Suisse et l'Italie. Rhône-Alpes a ses chances dans la construction de l'Europe. Les bases industrielles, l'abondance énergétique ("L'électricité ne manquera jamais car il y aura toujours le Rhône."), la diversité de la production agricole sont des éléments qui font envisager l'avenir avec optimisme. Pour un quart des élèves, la gastronomie de Rhône-Alpes est un élément important pour valoriser la région.

C'est sur ces bases que Rhône-Alpes doit prévoir et organiser l'avenir.

*Dans vingt-trois ans, qu'est-ce qui aura changé ?*

Dans vingt-trois ans, les opinions sont partagées entre le rêve de changer la région, le cadre de la France mais aussi la répartition de l'espace européen, et le réalisme qui fait dire que c'est bien peu de temps pour beaucoup changer. L'idée d'agrandir la région entre en contradiction avec l'idée de "stabiliser" la région en créant une identité rhône-alpine.

Rhône-Alpes devra valoriser des zones devenues désertes en vastes zones de repos que l'on pourrait aménager. Le reboisement sera amplifié, des élèves proposent la forêt comme cadre de vie ou de travail (hôpitaux, établissements scolaires, sportifs). Les cours d'eau mieux aménagés et préservés permettront un important trafic passager. Des élèves imaginent l'agriculture sous la forme de "maisons agricoles" capables de produire des denrées de qualité et formant un réseau d'entreprises solides.

Les villes plus petites devront offrir un minimum vital et un emploi au moins à mi-temps à tous. Le réaménagement des banlieues paraît inévitable bien avant 2015 ! Des mesures auront été prises pour limiter les risques : toutes les constructions en Rhône-Alpes répondront à des normes antisismiques, les usines seront regroupées dans des lieux non résidentiels ou dispersées dans toute la région pour répartir équitablement la pollution. Le transport de produits dangereux sera obligatoirement souterrain et, par précaution, des zones vierges de toute présence humaine seront créées car "l'homme détruit beaucoup" pour préserver la faune et la flore de la région.

Plusieurs remarquent cependant qu'une identité régionale se construit en douceur, qu'il faut du temps et que dans vingt-trois ans, Rhône-Alpes aura pu se constituer une histoire... à moins que... Retour à la réalité : dans un peu plus de vingt ans, la nature, tous le pensent, sera la même dans Rhône-Alpes et les choses auront si peu changé, car "les mentalités évoluent bien moins vite que les progrès matériels" !» (137)

Cartes : Aristide Bergès; Seyssinet OU lycée F.I. Armorin, Crest VERIFIER

## Un "grand" Nord

### *Le Nord-Pas-de-Calais*

«Notre région n'a pas de limites naturelles : au sud, la craie de Picardie se continue jusqu'à l'Artois, au nord les terres basses d'Europe du Nord viennent se terminer en Flandre. Largement ouverte sur la mer et vers le Nord où coulent les rivières, la région ne semble avoir qu'une seule frontière naturelle : les crêtes de l'Artois. Le plateau de craie est rural, tourné vers la grande culture avec des champs ouverts. Les villes sont rares et sont des centres administratifs et commerciaux anciens. A l'inverse, la plaine est urbanisée depuis longtemps. Les villes ont une fonction industrielle marquée et amplifiée par la mer, le bassin minier ou les activités textiles. Les paysages ruraux sont plus réduits et il y a eu un bocage important (remis en question ces temps-ci).

Les problèmes de reconversion industrielle sont à mettre en lien avec un solde migratoire négatif et avec une image de vieux pays industriel qui colle à notre région. Il est vrai que les friches remplacent parfois les usines et que les emplois qui absorbaient autrefois la main-d'œuvre ont aujourd'hui fortement diminué (sidérurgie, charbon, construction navale, textile...).

Le réseau des villes est dense (sauf la partie sud-ouest). Les problèmes propres aux grandes villes (circulation, pollution, quartiers difficiles) sont ici les mêmes qu'ailleurs mais sont parfois amplifiés par le chômage. Les villes ont aussi à assurer l'héritage industriel sous forme de longues rues d'habitations ouvrières monotones (courées ou corons) tout en essayant de valoriser leur patrimoine ancien. La région est concernée par des flux importants de transport. Il y a un phénomène de rayonnement autour de Lille qui entraîne des migrations pendulaires quotidiennes marquées par une saturation des réseaux. A cela s'ajoute un transit important dans le sens nord-sud.

Le clivage entre les deux parties de la région est accentué par le dualisme départemental, le Pas-de-Calais couvrant plutôt le sud et le nord coïncidant avec la plaine nord-européenne. La superposition de pouvoirs de décision depuis la commune jusqu'à l'Etat en passant par des échelons intermédiaires est ressentie comme un handicap.

Pour terminer ce bilan assez réaliste, il faut dire que l'image régionale n'est pas bien perçue : cela tient sans doute à notre réputation de pays industriel, à notre climat plutôt humide, à notre population sans doute pas assez qualifiée. Mais cela ne saurait cacher les initiatives prises sur le littoral pour protéger les sites, le patrimoine de nos traditions, les événements sportifs.

*A l'exemple de nos voisins européens, nous pouvons rêver devenir une grande région européenne.*

*Quelques explications pour la carte (ou... ce que nous avons voulu dire)*

Le fond de carte identifie trois grands types de paysages :

— Une grande zone intérieure dominée par la grande culture. Elle restera peu peuplée et fonctionnera avec l'industrie agro-alimentaire.

— Une zone de "parcs naturels" qui recouvrent ceux qui existent déjà mais auxquels on en ajoute trois.

— Une zone urbaine et périurbaine qui fixe les activités et les hommes. Les localisations urbaines s'organiseront autour d'une métropole "à deux têtes" : Lille et Bruxelles, dont le rayonnement conjugué irriguera la région.

Les flux de transport nord-sud seront gérés notamment par l'ouverture d'une grande voie d'eau (Hollande-Nord-Paris) qui déchargera les routes. Les flux nord-sud, mais aussi est-ouest, fixeront des activités en quelques endroits : le littoral (unifié), la métropole (technopole), Valenciennes (technopole) et sortant au Sud par des "portes" (Arras ou Cambrai).

Le réseau des établissements supérieurs qui répartit ses installations selon une logique territoriale : région de Lille —> littoral —> Artois —> Sud de la région, ne préfigure-t-il pas une notion de territoires nouveaux ?

Pour terminer, la région pourrait s'appeler

le NOUVEAU NORD EUROPEEN

*Nouveau* car ça change,

*Nord* pour marquer notre identité,

*Européen* car en lien avec ce qui s'y passe.

Elle aura su allier une image industrielle à une tradition marchande retrouvée et à une qualité d'accueil jamais démentie.» (87)

#### ILLUSTRATION COULEUR IDEM

Cartes : idem.

## La Picardie

«1992

<i>Des atouts</i>	<i>mais</i>	<i>des contraintes</i>
Image		Peu attractive : flux migratoires négatifs.
Position : vocation de carrefour		Ecartelée entre régions fortes. Transit dans l'Union européenne actuelle. Risque : finistère dans l'Union européenne élargie.
Economie : · Records agricoles · Rôle primordial de l'industrie		Excédents : gel des terres, problèmes PAC/Gatt. Manque d'innovation, de recherche-développement, de services. Picardie à 2 vitesses : nord "sinistré", sud plus attractif mais risque d'annexion à l'Ile-de-France. Entrepôt et dortoir.
Population encore jeune : réservoir d'espace		Chômage supérieur à la moyenne française. Manque de formation (malgré les efforts de la région depuis 1982)
Villes : seul phare : Compiègne (UTC)		Pas de ville internationale. Pas de métropole.
Transports Nord-Sud : projets A16, transmanche, A29 transversale, TGV.		Transit ! pas de désenclavement, pas de service de la région. "Gare dans les betteraves".

Conclusion : La Picardie est exclue des "territoires métropolitains" pour 2015, car elle n'atteint pas le "seuil de crédibilité" estimé par la DATAR. "La Picardie regarde passer les trains."

2015

1) Désenclaver la Picardie pour l'ancrer dans l'Union européenne. Axe transversal de la "façade maritime" de la basse-Seine au Rhin. Aménager un carrefour par un combiné rail route, un canal à grand gabarit Rhin (par l'Est et non par le Nord), un aéroport à vocation européenne, un réseau entre villes. Charte interrégionale Normandie-Picardie-Champagne-Ardenne-Lorraine ou Luxembourg-Alsace.

2) Aménager l'exceptionnel "carrefour des Betteraves" au Nord, pôle d'innovation à vocation européenne : institut à recrutement européen, laboratoire de recherche, entreprises, services. Prototype d'un nouvel urbanisme (sans zonage et avec intégration) et d'une gestion administrative imaginative.

81

3) *Diversifier l'agriculture* : extensive, avec labels. Développer industries agro-alimentaires + biocarburants (tout en connaissant les limites).

4) *Projets urbains* : développement polycentrique.

5) *Renforcer le tourisme* : tourisme culturel à thème, vert et à la ferme ; tourisme fluvial (Somme).

*Ancrer                  Former                  des mots ?*

*Désenclaver        Innover                  ou                  pour 2015 !*

*Intégrer              Diversifier              une réalité ?\**

<sup>(104)</sup> (avec la participation des lycées Saint-Charles, de Chauny, St-Jean-et-la-Croix, de Saint-Quentin, Paul-Claudé, de Laon, L.-Martin, de Saint-Quentin)

Cartes: (104)

## *La Basse-Normandie*

### *«Aujourd'hui, une région à problèmes*

La Basse-Normandie est une région périphérique dans l'espace français. Intégrée par les aménageurs à un grand Bassin parisien, elle n'y figure encore, pour l'essentiel, que comme le conservatoire d'un monde en voie de disparition. Morceau d'un vaste Arc atlantique, elle y retrouve d'autres régions européennes qui reproduisent ses propres faiblesses. Seules des initiatives de l'Etat ont fixé sur son sol des équipements de production et de recherche de haute technicité. Faiblement et inégalement industrialisée, la région subit la reconversion d'une agriculture dont le poids a modelé l'espace et les hommes. A une autre échelle, la pêche, essentiellement artisanale, affronte des difficultés du même ordre. Des paysages préservés des dégâts de la civilisation industrielle favorisent le tourisme. Mais celui-ci est encore trop exclusivement saisonnier (et la saison est courte) et littoral.

### *Demain, transformer les handicaps en atouts*

La Basse-Normandie a raté le coche de l'industrialisation au XIXe siècle, mais le modèle de développement alors fixé s'épuise et les mutations actuelles lui donnent une nouvelle chance. La nouvelle localisation des activités économiques valorise l'attrait paysager, le bord de mer. De son retard, la Basse-Normandie peut faire un atout, du moins mettre le maximum de chances de son côté. Pour cela il lui faut faire des choix.

Elle aura su préserver son attrait paysager pour moderniser son économie. Les pays du bocage auront fait le choix d'une agriculture "moderne extensive". Des agriculteurs pluri-actifs pourront animer un monde rural revitalisé. Des paysages entretenus seront attractifs pour des services, des industries modernes dont la localisation n'est plus contrainte par les ressources du sous-sol et la main-d'œuvre soucieuse d'environnement. Dans une région au climat "tonique", le tourisme sportif aura été privilégié (voile, vélo, cheval). La région aura été rendue accessible par son désenclavement ferroviaire et routier. Les équipements culturels, les lycées permettront aux habitants d'être les agents de cette renaissance. L'ensemble de ces mesures assurera la cohérence de l'espace régional.»<sup>(92)</sup>

Cartes : <sup>(92)</sup>idem

## *La Haute-Normandie*

«La Normandie a toujours entretenu des relations étroites avec Paris. Ainsi la Normandie apparaît-elle en 1992 comme la façade maritime du Bassin parisien. Encore s'agit-il plus d'une porte que d'une façade, car l'axe Paris-Rouen-Le Havre est essentiel. La fresque de Dufy sur la Seine, exposée au musée de Rouen, illustre à merveille cette situation. La Normandie souffre de l'incertitude de ses agriculteurs, les villes dynamiques frappées par la pollution et par la congestion. Des rééquilibrages s'imposent, déjà esquissés à travers les contrats de plan Etat-région.» (96)

### *«Notre région en 2015*

Rêvons un peu.

Nous ne sommes pas devenus des "grands-banlieusards", nous n'avons pas été "rifisés" et nous n'avons pas disparu dans une vaste mégalopole traversée par la Seine et bordée de terres en friche ou de champs de colza. Nous sommes plus de 2 millions d'habitants.

La tradition paysanne s'est maintenue, d'abord grâce au tourisme vert qui s'est beaucoup accru. Tout un réseau de chemins pédestres, équestres ou cyclables est entretenu par les agriculteurs qui encadrent des volontaires rémunérés. La conservation, la protection et la valorisation des forêts s'est poursuivie. La production de qualité, labellisée, s'est beaucoup développée.

Notre région n'a pas oublié sa vocation industrielle. L'industrie liée au pétrole et à la production automobile n'a pas disparu mais elle s'est orientée pour l'une vers la chimie du pétrole, pour l'autre vers la production de véhicules électriques ou à nouveau type de carburants. La chimie des plastiques, la pharmacologie sont de plus en plus performantes. Le secteur agro-alimentaire autrefois en déclin a été revitalisé. De nouveaux secteurs sont apparus et la région est maintenant en pointe dans le domaine des industries liées à la prévention des risques industriels la protection de l'air et de l'eau, le recyclage des déchets et les énergies de substitution. Les nouvelles techniques d'information et de communication sont aussi très développées. Cette réussite industrielle n'a été rendue possible que par l'immense effort accompli dans le domaine de la formation. Le haut niveau de formation que les universités de Rouen, du Havre offrent aux étudiants et aux chercheurs en complémentarité avec l'université de Caen retient désormais la matière grise.

Pour échapper à l'emprise de Paris et pour affirmer une identité régionale, les liens entre les trois métropoles, Rouen, Le Havre, Caen ont été renforcés. C'est le triangle du "grand estuaire" dont l'activité portuaire est fondamentale. Cette activité est gérée par un organisme fédérateur qui a fait disparaître les querelles

normando-normandes. Les petites villes ont suivi cet exemple et elles ont tissé des liens en complémentarité les unes avec les autres dans le domaine de l'emploi, de la santé, de l'enseignement et de la formation. Elles sont d'ailleurs devenues beaucoup plus agréables à vivre. Les programmes d'amélioration du cadre de vie ont permis au cours des vingt dernières années de réhabiliter beaucoup de logements en faisant participer des jeunes et les habitants des zones défavorisées à la rénovation des logements, à la création de zones de loisirs pour les jeunes. On a mélangé logements sociaux, accessions à la propriété et locaux administratifs (comme cela avait été fait il y a 25 ans à la Tour Aulne, place Kennedy à Evreux).

Les friches industrielles ont été réhabilitées. Des entreprises se sont installées dans d'anciens locaux, à Rouen, au Havre, dans tout le sud de l'agglomération rouennaise et c'est aussi réussi que ce qui avait été réalisé dans les anciens locaux de Blin et Blin à Elbeuf dans les années 80. L'office pour l'amélioration de l'habitat a poursuivi son œuvre de mise en valeur du patrimoine architectural typique de la région dans les petites villes rurales. La circulation dans les villes est grandement facilitée par la mise en place des déviations, la création de zones piétonnes, de pistes cyclables. Les petites voitures électriques (pour lesquelles un approvisionnement en énergie électrique est prévu dans toutes les agglomérations) sont extrêmement pratiques. On ne s'ennuie plus dans les villes car les infrastructures culturelles et de loisirs ont été développées : bibliothèques, vidéothèques, médiathèques, cinémas, piscines, patinoires, dancings, bowlings).

D'ailleurs, la région, grâce à l'organisation de son réseau de transport, est largement ouverte sur l'Europe, la France. Elle est également plus soudée à la Basse-Normandie. Deux axes autoroutiers la traversent. A l'A13 orientée Est-Ouest s'est ajouté l'axe Nord-Sud avec l'A28. Une route du littoral passant par Le Havre et empruntant le Pont de Normandie relie désormais le port à tout le Sud-Ouest ainsi qu'à l'Espagne et au Portugal. Les liaisons entre les villes de la région ont également été améliorées et la sécurité a été renforcée. Le TGV permet de se rendre rapidement depuis Le Havre jusqu'à Paris ou de gagner d'autres régions de France. Le prolongement de celui qui passe par Amiens existe. Il permet de raccorder la région au réseau européen et dessert aussi la haute et la Basse-Normandie grâce à un arrêt situé entre Bernay et Lisieux.

Ce cadre de vie a attiré beaucoup de monde. Grâce à la politique régionale de "la main tendue par dessus la haie", des Parisiens, des Franciliens, des Anglais, des Allemands et, comme au début du XXe siècle, des Polonais et des Belges sont venus s'installer définitivement. Ils ont créé des entreprises. L'extension de la banlieue ayant été rendue impossible dans l'est de la Haute-Normandie par la création d'une zone verte, protégée, interdite à la construction, ils ont préféré sauter le pas et devenir Normands.

Entre mer et Paris, Angleterre et sud-Ouest, Espagne et Portugal, grand estuaire de l'ouest européen, étroitement liée à sa sœur de Basse-Normandie, entre

industrie et agriculture, ports et plages villes et campagnes, toujours verte et beaucoup moins polluée, notre région n'hésite plus. Elle s'affirme face à Paris. Grâce à ses efforts depuis vingt-cinq ans, elle a enfin le beurre et l'argent du beurre !» (95)

Cartes : (95)

## “Les îles de France”

### *La Réunion*

«La Réunion est une île tropicale de l’océan Indien située à 10 000 kilomètres de Paris. Cet éloignement, son climat, sa structure géologique (île volcanique jeune) lui imposent des contraintes particulières. Ile française aussi (c’est un département d’Outre-Mer), elle obtient beaucoup de sa métropole, à tel point qu’on la déterminera comme “île assistée”... Par contre, la France (et la Communauté européenne) investissent beaucoup dans ce bout du monde.

La Réunion a déjà tissé avec ses voisines (Maurice, Madagascar, Comores, Seychelles) un tissu de relations économiques, culturelles et artistiques. Mais leur niveau de développement est inégal (PNB : Réunion : 8860 dollars par an par habitants ; Maurice : 2300 ; Madagascar : 230 ; Seychelles : 4670) et elle semble, avec Maurice, dominer la Commission des pays de l’océan Indien. Défavorisée pour le tourisme par les Seychelles, défavorisée pour les activités de main-d’œuvre par Maurice, La Réunion peut-elle prétendre jouer un rôle dans cette zone ? Peut-elle sortir de l’assistanat si douillet que lui offre la France ?

Nous proposons quelques solutions pour le développement de l’île, qui pourraient paraître désuètes face aux propositions métropolitaines. Nous avons voulu certes “innover”, mais avec le souci de rester logiques et conscients des possibilités de l’île. Cetes, nous aurions pu proposer un centre de recherche spatiale comme à Kourou mais nous n’avons pas l’avantage de latitude de cette ville, une exposition universelle comme à Séville, être le lieu des prochains jeux olympiques...

Non, à 10 000 kilomètres des grands foyers de développement,

- nous manquons d’espace,
- nous manquons de technologie,
- nous manquons de savoir-faire,
- nous avons des problèmes à résoudre.

*Vive la Réunion de 2015 !*

Nous proposons des solutions :

- 1) Changer les mentalités et les bases de l’économie.
- 2) Développer l’économie de l’île : en transformant l’économie sucrière en une économie agro-alimentaire viable et exportatrice ; en développant quelques activités industrielles utiles et exportatrices ; en définissant le produit touristique de l’île (tourisme familial, tourisme de “trekking”... et un peu de tourisme de luxe) ; en augmentant avec un souci de productivité, mais surtout un respect de l’environnement, la pêche hauturière.

3) Former avec l'île Maurice le centre du développement économique de la partie Ouest de l'océan Indien).

Notre but a été de résoudre les problèmes humains de l'île, de développer son économie pour qu'elle participe, dans sa zone, à la mondialisation de l'économie.» (145)

Cartes (145) idem

+ ILLUSTRATION COULEUR 23.01.00 (145)

## La Guadeloupe

### « Quel avenir pour la Guadeloupe ? »

<i>Atouts</i>	<i>Handicaps</i>
<p>Facteurs naturels : climat, nature luxuriante = rêve tropical, environnement = milieu naturel varié =&gt; vocation touristique dont gastronomie.</p> <p>Variété culturelle (milieu francophone et créolophone, métissage de la population) : assurer le rayonnement culturel de la France et de l'Europe.</p> <p>Avantages économiques : cultures tropicales = banane, canne à sucre, melons, ananas, citrons, fleurs tropicales =&gt; possibilités cultures de contre-saison...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— forte concentration des activités autour de la zone industrielle de jarry,</li> <li>— une main-d'œuvre jeune et relativement bien formée,</li> <li>— des infrastructures de niveau européen, des savoir-faire, des capitaux, un système d'aides nationales et européennes étendu.</li> </ul> <p>Au plan politique, des îlots de démocratie dans un environnement tiers-mondiste, des points d'appui pour la France et l'Europe pour la sauvegarde de la paix et de la sécurité.</p>	<p>Historique : passé colonial (pacte colonial et monopole du pavillon), recherche identitaire.</p> <p>Géographique : éloignement par rapport à la métropole (7000 kilomètres) (mythe et réalité de la continuité territoriale !...); insularité =&gt; marché étroit, secteur tertiaire hypertrophié par rapport au secteur secondaire ; coûts de production élevés par rapport à un environnement de pays en développement.</p> <p>Economique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— aujourd'hui économie de transfert, assistanat,</li> <li>— forte dépendance vis-à-vis de la métropole, taux de couverture des importations par les exportations très faible (environ 10 %),</li> <li>— manque de matières premières,</li> <li>— taux de chômage préoccupant + importance du secteur informel,</li> <li>— immigration clandestine,</li> <li>— climat social aléatoire,</li> <li>— secteur primaire non compétitif par rapport aux cours mondiaux,</li> <li>— seuils critiques atteints dans la gestion des finances locales.</li> </ul> <p>Institutionnels : dans le cadre de la CEE, les DOM n'ont la préférence que pour le sucre et le tabac (ananas, banane et rhum n'ont qu'une organisation nationale de marché, qui doit disparaître avec le grand marché unique) =&gt; concurrence des pays ACP (accords de Lomé).</p>

Dans notre approche de l'avenir de la Guadeloupe à l'horizon 2015, trois axes d'action majeurs ont été retenus :

— une expérience pilote de développement intégré pour l'île de Marie-Galante,  
— redynamisation du pôle basse-terrien : haute technologie, formation, environnement,

— une politique de l'urbanisme, fondée sur une gestion maîtrisée de la conurbation pointoise et la "revascularisation" des tissus urbains relâchés ou dégradés à partir d'une politique privilégiant l'habitat semi-collectif et la création de services adaptés.

Au regard de la crise économique et sociale actuelle, qui sévit dans les régions d'outre-mer (crises du BTP, de la banane, des finances des conseils régionaux, troubles à Saint-Denis de La Réunion...), on est en droit d'éprouver quelque inquiétude sur l'avenir de ces "poussières d'empire", que la France et l'Europe (de plus en plus) tiennent à bout de bras.

Peut-être faut-il laisser le mot de la fin au grand poète Aimé Césaire et faire confiance à notre jeunesse :

#### Références

*Il ne chercha pas d'alibi  
au contraire  
il scrutait le paysage où s'incruster  
épouseur du lieu  
que l'érosion l'érode  
que l'alizé le gifle  
le tout-morne  
le tout-volcan  
la cohérence du voyage n'en fut pas affectée  
les voies de traverse n'étant que blessures d'éboulis  
à tâtons il dessinait  
la fragile chance tournée vers le soleil  
momie de boue.» (146)*

Cartes : (146) idem

+ illustration NB LOGO GUADELOUPE (146)

## *La Martinique*

« Avec ses 100 kilomètres carrés, la Martinique est la plus petite des régions françaises. A cette exigüité, qui impose une gestion rigoureuse de l'espace, s'ajoutent des contraintes naturelles nombreuses dues au relief accidenté, aux risques volcaniques, sismiques et cycloniques et à l'étendue de la forêt qui couvre près de 40 % du territoire. Aussi la Martinique "utile" est-elle limitée. Le nord de l'île est une zone répulsive, alors que les hommes et les activités se concentrent de plus en plus dans le sud et le centre, en particulier dans l'agglomération de Fort-de-France. Mais la nature n'est pas seulement une source de contraintes. Grâce à elle, la Martinique jouit d'un cadre propice au développement de l'agriculture, des énergies douces, des loisirs et du tourisme, des sciences et de la recherche et enfin du commerce.

Sur cette île vivent près de 360 000 habitants. Cette forte densité est à l'origine de nombreux problèmes, aggravés par l'inégale répartition des hommes sur le territoire. La rurbanisation croissante est une menace pour l'agriculture, le problème du logement est grave et les embouteillages sont très importants, en particulier dans l'agglomération de Fort-de-France.

Inégalement répartis dans l'espace, les hommes le sont aussi dans les secteurs d'activités. Le secteur tertiaire arrive largement en tête, devant l'industrie et l'agriculture, et les chômeurs représentent plus de 30 % de la population active, soit 3,2 fois plus qu'en France métropolitaine. C'est pourquoi le niveau de vie est inférieur à celui de la métropole, les bénéficiaires du RMI nombreux, ainsi que les travailleurs occasionnels et non déclarés.

En s'inspirant de notre scénario, en 2015, la Martinique pourrait peut-être avoir surmonté la majorité des problèmes actuels, grâce à un meilleur aménagement de son territoire. Domiciliés plus près de leurs lieux de travail, libérés des contraintes de transports routiers grâce aux voies de chemin de fer et aux navettes maritimes, les habitants seraient plus à même de profiter du cadre plus agréable que leur offrirait l'île. La répartition de la population dans l'île serait mieux équilibrée. Elle aurait pour cause la multiplication des pôles d'activités en dehors de l'agglomération de Fort-de-France, en particulier sur le littoral atlantique, désormais désenclavé et revitalisé. Le nombre de chômeurs aurait diminué, grâce à la création d'emplois dans le secteur agro-alimentaire, et le niveau de vie aurait donc progressé.

Grand centre de recherche-développement de la Caraïbe, la région Martinique pourrait produire, importer et exporter en plus étroite collaboration avec la France métropolitaine, les pays de la CEE, mais aussi avec ceux des Antilles et des Amériques. Sa balance commerciale serait ainsi rééquilibrée. Mieux reliée et

intégrée à l'espace communautaire, la Martinique serait devenue une interface majeure entre l'Europe et le Nouveau Monde.» (147)

Cartes : (148)

71

## *La Guyane*

«L'économie guyanaise actuelle se caractérise par une structure productive déséquilibrée qui entraîne une forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur. On constate des ressources naturelles mal exploitées, une faiblesse du tissu industriel, des flux démographiques difficiles à maîtriser, des déséquilibres sur le marché de l'emploi et la saturation des équipements collectifs. La politique d'import-substitution se heurte à des contraintes structurelles qui entravent le processus d'industrialisation. Tout mouvement de croissance repose donc sur des mécanismes extérieurs et génère un fort déséquilibre extérieur.

La principale contrainte est bien l'étroitesse du marché local due essentiellement au sous-peuplement et au manque d'homogénéité des différents marchés locaux. L'enclavement et l'éloignement de la Guyane par rapport aux principaux réseaux d'échanges alourdissent les coûts de transport, qui pèsent sensiblement sur les charges des entreprises. La création d'une entreprise se heurte à l'insuffisante solidité des circuits financiers locaux, laquelle se reflète dans la faiblesse des apports en capitaux propres tels qu'ils apparaissent dans la structure financière des sociétés. Ceci implique un recours massif au crédit bancaire. Le haut niveau d'endettement qui en résulte conduit à une formation brute de capital fixe très insuffisante. L'accroissement du volume des productions et du nombre d'entreprises se heurte au manque d'économies d'échelle qu'offre un vaste marché, à une saturation rapide des débouchés ainsi qu'à la forte concurrence des pays voisins (ACP le plus souvent) qui ont de très faibles niveaux de salaires et de protection sociale.

La Guyane connaît une croissance déséquilibrée et un important déficit extérieur. La dépendance est d'autant plus accusée que les exportations se concentrent sur peu de produits vers peu de pays. Cette croissance est fragile car elle repose sur peu de secteurs, dépend de plus en plus du volume des exportations et des transferts publics. Elle n'engendre pas encore un processus d'industrialisation autonome, diversifié et cohérent entre les différentes étapes de la production. Enfin, elle se heurte à des handicaps structurels tels que l'insuffisance des infrastructures, le faible degré de formation professionnelle ou l'inadaptation des circuits commerciaux.

La mise à niveau est donc indispensable. L'ouverture du grand marché européen, avec l'imposition de nouvelles normes rendra nécessaires les regroupements et la réorganisation d'entreprises en vue d'une meilleure compétitivité. Les aides de la CEE à la Guyane ont porté essentiellement sur les axes routiers et la formation professionnelle. notre région présente un début de développement mais tous les secteurs sont en difficulté en cette période de crise due en grande partie à un déficit budgétaire élevé des collectivités locales qui

constituent d'importants donneurs d'ordres pour les entreprises guyanaise. La Guyane attend davantage d'aide à l'investissement dans les secteurs agricole, artisanal ou industriel. La croissance économique passera obligatoirement par un développement des infrastructures, un désenclavement et un développement des régions de l'intérieur, un réseau de commercialisation des produits locaux.

Les jeunes de la Guyane attendent pour l'an 2015 une région dynamique en pleine expansion où ils pourront trouver à la fois formation et emploi et, pourquoi pas, davantage de manifestations culturelles.» (149)

Cartes : (149)

*Mayotte*

*«En 1992*

Contraintes ou freins au développement

ILLUSTRATIONS 27.01.00

Atouts et outils de développement

ILLUSTRATIONS NB

*En 2015, nous souhaitons :*

- 1) Ne pas dépasser une population de 150 000 habitants.
- 2) Développer la formation du plus grand nombre par des structures scolaires et professionnelles adaptées ; trouver des hommes et des femmes qualifiés jusque dans les villages ; assurer la formation de cadres qui resteraient à Mayotte.
- 3) Obtenir un habitat solide et confortable avec électricité, eau et sanitaires.
- 4) Développer toutes les communes en leur permettant de gérer les besoins, en évitant que Mamoudzou soit hypertrophié par rapport aux autres villes et villages.
- 5) Mobiliser de nouvelles ressources pour éviter le chômage, par une économie dynamique tendant vers l'équilibre de la balance commerciale (échanges). Il faut : mettre en place des structures génératrices d'emplois, agriculture et pêche modernisées, spécialisées dans les produits frais ; créer des services pour les besoins de la consommation ; développer l'artisanat ; développer un tourisme de qualité.
- 6) Equilibrer l'axe économique Mamoudzou-Longoni-Sada.
- 7) Adapter de nouvelles énergies (solaire, éolienne, marée-motrice) ; créer des stations d'épuration et de dessalement de l'eau de mer ; garder en "Petite-Terre" des fonctions spécifiques liées à l'aéroport, aux loisirs et à la culture. Tout ceci pour obtenir une société harmonieuse assurant un rôle familial, économique et politique : affaire de tous, hommes et femmes.
- 8) S'intégrer dans des ensembles dans le cadre de l'Europe intégrée et par la création et la construction d'une communauté des îles de l'océan Indien : Mayotte, La Réunion, Maurice, les Seychelles, Madagascar, les Comores.» <sup>(150)</sup>

Cartes (150)

*Alu*

## 2. Un découpage régional en question

Les "synthèses" régionales que nous venons de parcourir peuvent faire penser que les actuelles des régions sont généralement admises par les lycéens. En fait, comme nous l'avions suggéré en première partie, il n'en est rien. On rencontre un âpre questionnement de l'espace régional, dû à des causes diverses que nous allons voir maintenant. Les uns s'affrontent à de vieilles questions historiques, toujours d'actualité, d'autres à des retouches de frontières pour un ou deux départements, voire des tout petits territoires, d'autres enfin remettent en question des limites traditionnelles que l'espace français, du fait de sa géographie, n'a jamais été en mesure de modifier et ne pourra d'ailleurs sans doute jamais le faire : par exemple, celles du Massif central, celles des Ardennes, de la Bourgogne et de la Franche-Comté. Nous retrouverons ici bien sûr le poids des revendications de l'ancien pays d'Oc, même si, nous le verrons, les lycéens n'ont pas forcément une stratégie commune.

Nous avons donc affaire à une double logique : une logique interne de frontières inscrites dans le corps même de la nation, une logique externe de taille et de puissance dans les nouveaux enjeux européens. Dans certains cas, d'ailleurs, les deux peuvent être complémentaires. Enfin, s'il est question de redécoupages et de fusions, il est aussi beaucoup question de nouvelles alliances entre des régions dont les destins apparaissent communs. Cette dimension très novatrice de réflexion devrait être particulièrement retenue.

### *Des limites éternellement contestées*

Les Normands sont unanimes : «pour une Normandie réunifiée»<sup>(96)</sup>, «il est grand temps de réparer l'erreur qui, d'une région historique et touristique, a fait deux régions administratives et économiques. L'Europe ne tolère pas les querelles de clochers, et ceux qui les animent vont rapidement être désavoués par les acteurs économiques et les électeurs. Aussi nous ne pourrions parler de notre région dans un quart de siècle sans l'envisager plus vaste et plus complète que les trois départements qui la composent actuellement et qui en font l'une des plus petites régions nationales... De plus, faire partie à la fois du Bassin parisien et de l'Arc atlantique tient de la gageure, la moitié de la Basse-Normandie est à moins de deux heures de la capitale, avec des infrastructures obsolètes ! C'est donc vigoureusement que

nous nous associons à la Haute-Normandie de façon à établir une réponse à la croissance de l'Île-de-France... Une grande Normandie serait une région importante de France. Elle serait également une région viable et prospère à l'échelon européen. Ses trois villes de niveau européen se complètent parfaitement et Caen remplit avec succès son rôle de capitale régionale, en fermant la porte à la Bretagne et au Maine, en polarisant mieux l'espace normand...» (91)

Carte 1 ( CARTE BASSE + HAUTE NORMANDIE

En descendant vers le Sud, nous rencontrons l'éternel problème vendéen. «Notre région paraît bien petite en France et surtout en Europe. Dans la perspective d'un agrandissement des régions, on pourrait proposer d'intégrer au Poitou-Charentes la Vendée, qui continue la façade maritime et a des activités semblables, et qui autrefois faisait partie du Haut-Poitou. On pourrait créer ainsi une grande région du Centre-Atlantique entre Loire et Gironde.» (114)

Carte 2 ( CARTE POITOU + VENDEE

Continuons notre tour de France : certains Bourguignons sont pour leur part inquiets de l'attraction qu'exercent sur leur région des régions voisines plus puissantes : «Ainsi l'Yonne se retrouverait dans un grand Bassin parisien, la Saône-et-Loire en région euro-lyonnaise, la Côte-d'Or rejoindrait un Grand Est. Mais que devient la Nièvre ? Même si ce département a voté son rattachement à la Bourgogne de justesse, même s'il a du mal, parfois, à se sentir bourguignon dans son isolement sur la dorsale ouest, son attirance vers la région Centre n'est que modérée. Quant à une vocation de "réserve d'Indiens" pour enfants de citadins à la recherche de l'authentique... autant ne pas en parler. Par ailleurs, les trois autres départements deviendraient à leur tour périphérie des euro-régions. Par exemple, l'Yonne ne serait-elle pas, encore plus qu'avant, un espace grande banlieue, dortoir et réserve d'oxygène pour Parisiens fatigués ? Nous excluons cette perspective... De plus, l'ensemble des habitants de la Bourgogne se sentent Bourguignons et veulent rester unis. Donc, il faut fortifier la région.» (26)

Carte 3 ( CARTE BOURGOGNE

Le fait régional n'est peut-être pas encore assez solide, assez vécu par l'ensemble des habitants pour que ces processus centripètes ne soient pas porteurs de tensions. Sans doute ne faut-il pas exagérer les risques, mais les lycéens ne les négligent pas. D'ailleurs, dans la même région Bourgogne, ils écrivent, en se projetant en 2015 : «Une nouvelle organisation possible de la Bourgogne. Celle-ci serait divisée en deux parties. D'un côté, l'Yonne et la Nièvre seraient rattachées à la Région parisienne et au Centre. De l'autre côté, la Saône-et-Loire et la Côte d'Or

seraient rattachées à la région Rhône-Alpes. Cette nouvelle organisation permettrait à Dijon et à Besançon d'avoir une plus grande influence. La zone de Dijon, Besançon et Lyon serait une zone de forte densité qui regrouperait toutes les grandes villes dynamiques (Dole, Beaune, Châlons, Montchanin, Mâcon, etc.). La région de Nevers serait alors dans la zone de polarisation continue de Paris. Cette zone, de forte densité, engloberait Nevers, Auxerre, Bourges et Troyes. La formation de ces deux grandes zones leur permettrait d'avoir une plus grande influence à l'échelle européenne.» (23)

CARTE BOURGOGNE + FLÈCHES NIÈVRE ET YONNE VERS RÉGION PARISIENNE + FLÈCHES CÔTE D'OR ET SAONE-ET-LOIRE VERS RHONE ALPES

Faire  
pêche

Enfin, des hypothèses de redécoupages régionaux s'élaborent dans le Massif central. On peut suivre par exemple les Limougeauds qui écrivent : «Nous ferions le regroupement suivant : Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes (seulement Loire et Ardèche), Languedoc-Roussillon (Lozère, Gard, Hérault), Midi-Pyrénées (Lot, Aveyron, Tarn-et-Garonne, Tarn).» (72)

CARTE LIMOUSIN + AUVERGNE + RHONEALPES (-LOIRE ET ARDECHE) + LANGUEDOC-ROUSSILLON (- AUDE ET PYRENES ORIENTALES) + MIDIPYRENEES (-ARIEGE HAUTES PYRENEES GERS HAUTE GARONNE

Plus curieusement, en Languedoc-Roussillon, des lycéens proposent une réduction de leur espace régional, sans doute pour le reconcentrer sur ce qui leur semble leur vraie personnalité : «En 2015, notre région aura été modifiée, elle comprendra le sud de l'Aveyron (Millau) mais aura laissé en contrepartie à Midi-Pyrénées l'ouest de l'Aude. Il y aura plus d'échanges avec la région de Barcelone, d'où son nom : Occitalogne.» (63)

CARTE à partir de 11.04.01

Le découpage des régions telles qu'elles ont été définies il y a trente ans n'est pas la préoccupation du plus grand nombre, même si elle compte pour ceux qui l'envisagent. En revanche, le fait régional lui-même suscite d'amples réflexions.

*Pour des stratégies de fusion*

En effet, les régions paraissent avoir été pensées comme un territoire donné à une métropole d'équilibre voire, dans certains cas, comme un territoire donné pour créer une métropole d'équilibre (Montpellier, par exemple). Une logique d'insertion nouvelle des territoires dans les enjeux européens et mondiaux n'y est pas toujours lisible. En gros, les régions ont été des superdépartements qui ont instauré une marche supplémentaire dans l'édifice de l'appareil d'Etat.

Aussi les jeunes proposent, dans l'Europe naissante, de constituer des régions lourdes, souvent bipolaires, aptes à négocier au niveau international et à représenter des espaces de contre-pouvoir face à la vieille architecture centraliste. Nous avons déjà parlé de l'inquiétude des Bretons. Mais plus précises sont les propositions des Aquitains, qui sont généralement pour une alliance, voire une fusion, avec Midi-Pyrénées : «Le Midi aquitain : l'envol. Les similitudes de la géographie, de l'histoire et de la culture régionale ne justifient pas la coupure du Sud-Ouest en deux régions. La coupure Aquitaine-Midi-Pyrénées ne correspond qu'à une réalité : la concurrence des deux métropoles régionales. Cette lutte d'influence est plus stérilisante qu'efficace à l'échelle européenne : il faut réunir les deux régions. Il y a en France deux Midis. L'un, le Midi méditerranéen est dénommé abusivement "Midi" par la majorité des Français, comme si l'autre n'existait pas. L'autre est nôtre : le Midi atlantique. Nous l'appellerons Midi aquitain, pour bien affirmer à la fois son enracinement géographique et historique dans le bassin aquitain et sa participation aux Midis français et européens.»<sup>(11)</sup> Pour les Bordelais, «Aquitaine-Midi-Pyrénées..., consolider le pôle de haute technicité par rapprochement au plan national avec Toulouse (et donc un "mariage" à déterminer)...»<sup>(8)</sup>

*Carte 6*  
( CARTE rapprochement Aquitaine-Midi-Pyrénées

Mais quand on se dirige vers Toulouse, les regards ne se portent pas pour autant vers les Aquitains, mais souvent plus vers la Méditerranée. Des jeunes proposent une région Midi-Languedoc : «A l'échelle de notre région, nous constatons d'abord un découpage dont les fondements nous restent mystérieux... Nous proposons donc, même si cela semble irréaliste aujourd'hui, un redécoupage régional ancrant Toulouse à la Méditerranée. Nous rendrions ainsi un tardif hommage à Pierre d'Aragon qui ambitionnait de se tailler un fief immense le long de la Méditerranée... En jumelant les deux régions actuelles, recentrées sur leurs départements les plus méditerranéens, nous obtiendrions une région plus vaste, d'échelle européenne, plus active, mieux équipée, que l'on appellerait Midi-Languedoc.»<sup>(83)</sup>

*Carte 7*  
? =  
( à partir de 14.03.01 CARTE

Les lycéens de Castelnaudary y font écho, imaginant une grande région euro-pyrénéenne qui fasse émerger l'unité pyrénéenne de l'Atlantique à la Méditerranée.<sup>(61)</sup>

*Carte 8*  
9 =  
( à partir de 11.05.01 CARTE

Cette proposition est certes à l'opposé de la précédente, qui homogénéisait la région Languedoc-Roussillon, mais les deux

montrent que l'équilibre frontalier de la région Languedoc-Roussillon n'est pas évident.

Continuant notre tour de France, nous rencontrons le point de vue des Provençaux : «Provence-Alpes-Côte d'Azur ? Languedoc-Roussillon ? Pour lever les points d'interrogation, créons France Sud, la région trait d'union. Il y a la région PACA, avec Marseille en crise, métropole qui n'est pas en mesure de diriger un espace régional trop morcelé. Outre Nice, il y a trop de micrométropoles : Toulon, Avignon, Draguignan, Gap. Il y a la région sœur Languedoc-Roussillon. Là, la "surdouée", Montpellier, domine la région, trop, car la région ne suit pas : crise des houillères d'Alès, déclin de Béziers, arrière-pays isolé. Ces deux régions prises entre le Massif central, les Alpes et la Méditerranée ne semblent avoir qu'une seule porte de sortie : Paris, qui prend beaucoup et donne peu. Elles sont pourtant la façade méditerranéenne de la Communauté européenne, le lien entre l'Espagne et l'Italie, le carrefour entre l'Europe du Nord et l'arc méditerranéen, entre l'Occident et l'Orient. Unissons-les ! Alors, une dynamique permettra de sauvegarder l'espace naturel, de répartir la population harmonieusement, de faire valoir les atouts d'une grande région porteuse de deux mille ans d'histoire.» (127)

( CARTE ~~PROVA~~ PACA / Languedoc Roussillon

Pas très éloignés mais avec leur logique propre, leurs collègues d'Avignon répondent par un delta rhodanien : «A partir de l'examen de ce qu'il faut bien appeler le compartimentage tous azimuts des potentialités d'une région administrative au périmètre porteur de déséquilibres, une interrogation est légitime : ne convient-il pas de rechercher une nouvelle centralité économique, culturelle et sociale permettant d'affronter les défis du marché unique européen ? Un embryon d'unité opérationnelle peut être trouvé dans le cadre du delta rhodanien comportant les deux capitales régionales que sont Marseille et Montpellier, une zone d'influence de quelque 4 millions d'habitants, un réseau urbain exceptionnel : villes de plus de 50 000 habitants, agglomérations supérieures à 100 000 habitants, un territoire au potentiel agricole, logistique, universitaire, industriel, commercial et touristique sans égal proche.» (124)

× ILLUSTRATION DELTA 21 01 00

~~CARTE 21 01 00~~

Ou encore : «La région Sud-Méditerranée comprenant les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon et Corse : l'élément unificateur est la Méditerranée. Espace naturel caractérisé par le contact entre la Méditerranée et le monde alpin...» (123)

Carte 10

<sup>à part</sup> CARTE 21.04.01 ~~10/11~~ Corse . PACA . Languedoc Roussillon

Les lycéens d'Avignon sont évidemment sensibles à leur situation sur le Rhône et tranchent le débat qui consistait à se demander si les fleuves sont faits pour unir ou pour séparer. D'autres pays européens, qui eux aussi concevaient les embouchures ou les deltas comme des lignes de ruptures, les considèrent aujourd'hui, avec les moyens modernes de communication, comme des lieux d'unité à valoriser. Ainsi ces propositions de redécoupages ne sont-elles pas qu'un jeu ou des réminiscences historiques. Elles illustrent un nouveau principe d'unité de notre modernité, celle de la grande vitesse et des communications, celle aussi des enracinements et des particularités. On y voit bien dans le Sud français une logique pyrénéenne face à une logique méditerranéenne et chacune a sa raison d'être.

Nous allons retrouver ce type de distinction en remontant, par exemple, vers Rhône-Alpes, où des jeunes unissent dans un Grand Sud-Est le monde alpin du lac Léman à la Méditerranée : «Lyon et Marseille seraient les deux villes-relais ; l'une de l'Europe du Nord et l'autre vers l'Afrique et l'Espagne.»<sup>(137)</sup> Ils préconisent, dans le cas où il ne serait pas possible d'effectuer une alliance qui englobe le rivage méditerranéen, qu'au moins il y ait «un agrandissement en direction du Sud, de la Saône-et-Loire, de la Haute-Loire, voire de toute l'Auvergne qui y gagnerait un certain désenclavement, des Hautes-Alpes plus montagnardes que méditerranéennes.»

Carte 11A  
- 11B

~~22.11~~ CARTE <sup>à part</sup> grand sud est  
+ CARTE agrandissement auvergne

) → 2 cartes voir 22.1.1

Enfin la Bourgogne et la Franche-Comté suscitent des avis unanimes, quelle que soit la région d'appartenance : «Marier le Bourgogne et le Comté, ou l'époisses et le vin d'Arbois. Coincée entre Ile-de-France et Rhône-Alpes, la Bourgogne se doit de chercher des partenaires. A l'heure de l'ancrage de l'Europe à l'Est, nous proposons de développer un pacte d'union libre avec la Franche-Comté. Des contacts ont déjà eu lieu entre les deux Comités économiques régionaux, la presse a parlé de mariage d'amour ou de raison, de *love-story* burgondo-franc-comtoise. Déjà la Côte-d'Or joue un rôle attractif sur certaines zones du Jura et de Haute-Saône. En fait, ces deux régions ont toutes raisons pour construire une union raisonnable ; les axes autoroutiers et TGV auront encore resserré les liens en 2015. Besançon sera aux portes de Dijon, un réseau peut naître par l'intermédiaire de Dole, ville qui a sa place dans le futur espace logistique européen... Les deux régions, les deux métropoles ont des populations de taille semblable, pas de raisons de s'inquiéter de se faire dévorer par le voisin. La Franche-Comté peut apporter un savoir-faire industriel

et touristique. Une région de taille européenne peut naître aux portes de la Suisse et de l'Allemagne. Union libre car rien n'empêchera certaines zones de travailler avec d'autres partenaires.» (24) Ou encore : «Bourgogne-Franche-Comté : la région de demain. Un regroupement avec la région Bourgogne est souhaitable pour le développement des deux régions. Il est à noter que la SNCF a déjà opéré ce regroupement... Ce regroupement permettrait de créer une région dynamique, plus reconnue au sein de la France et de l'Europe. Mais ce redécoupage des régions ne doit pas se limiter aux seules Bourgogne et Franche-Comté : l'évolution des paramètres économiques et démographiques amènera à établir une nouvelle carte des régions en France.» (48) Les mêmes poursuivent : «Le rapprochement avec la Bourgogne est suggéré par l'histoire. La Saône doit à nouveau jouer son rôle de trait d'union entre les deux provinces, mais ce qui le rend nécessaire aujourd'hui, c'est le besoin de constituer un pôle de développement : Dijon-Besançon-Châlons (voire Mâcon)...» Nous sommes ici dans l'espace de la Saône et dans l'idée d'allier les différents ensembles qui voisinent la rivière.

~~ILLUSTRATION LYCEE CH. NODIER 09.02.01 (49)~~  
CARTE Fr.comté + Bourgogne

4.5.1 (24)

#### *Alliances régionales*

Dans de nombreux cas, il n'y a pas de propositions effectives, mais l'idée que des régions aux problèmes voisins ou aux atouts complémentaires devraient se regrouper dans des structures suprarégionales aptes à négocier vers le centre et vers l'extérieur. Par exemple, dans le Nord-Pas-de-Calais, des lycéens écrivent : «Face au risque de marginalisation, la réponse ne peut être qu'une association entre la région Nord-Pas-de-Calais et la région Picardie, voire la région Champagne-Ardenne pour faire en sorte qu'il n'y ait pas un vide entre le Royaume-Uni et le Benelux, mais un espace continu.» (86)

illustration 15.03.00 NB (87)

15.01.01 CARTE

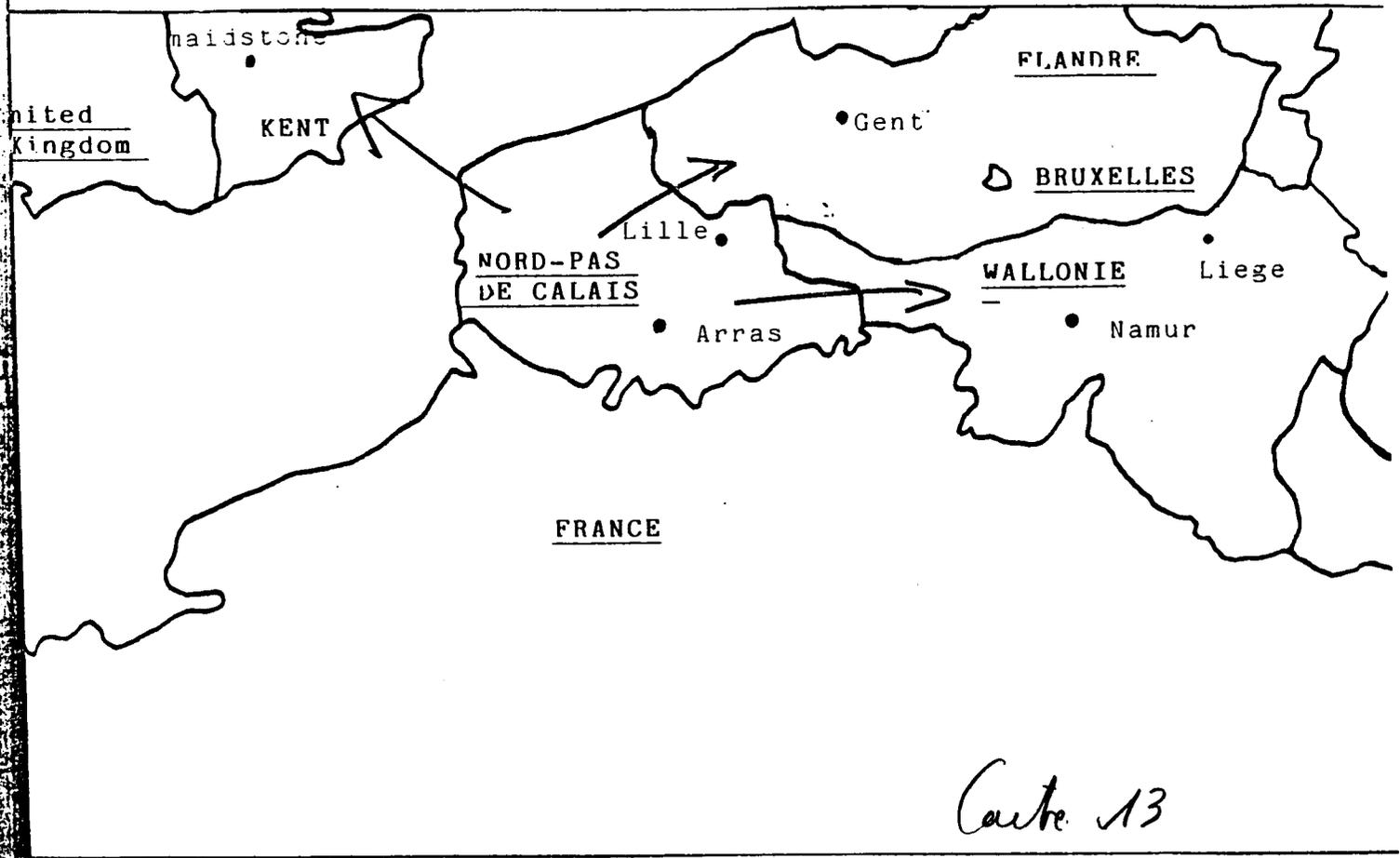
On retrouve la même préoccupation en Bretagne, le long de l'Arc atlantique : «L'Arc atlantique, c'est une organisation économique concertée des régions de l'Atlantique mais c'est aussi l'alliance naturelle d'un ensemble géographique singulier de vingt-six régions composant la principale façade maritime européenne, qui redécouvrent une tradition d'échanges et qui expriment leur volonté de promouvoir un "label atlantique".» (38) Les jeunes Limougeauds comptent même sur «une possible insertion du Limousin dans l'Arc atlantique». (68)

Carte 12

Carte 13  
voir photocop.

2.2

LE NORD-PAS DE CALAIS:  
EUROREGION:



*Handwritten notes:*  
pour =  
de  
de  
de  
de  
de

Carte 13

Carte 14 97  
?? Carte 15

CARTE à partir de 05.02.02

CARTE à partir de 12.07.1

Dans les pays de la Loire les lycéens hésitent : «Pour certains, la Bretagne doit s'ouvrir au reste de la France, pour d'autres, elle doit rester un territoire à part entière avec sa propre langue et sa propre culture.» (100) Mais il est vrai que la Bretagne est une région d'économie forte qui a choisi une intégration européenne, sans doute pour partie pour échapper au centralisme parisien. On pourrait, par certains côtés, rapprocher cette position de celle des Corses, même s'ils n'ont pas fait les mêmes choix européens.

En Midi-Pyrénées, on pense "Grand Sud-Ouest" : «Est-ce qu'il faut privilégier un développement de la région dans le cadre grand Sud-Ouest, de l'Aquitaine au Languedoc-Roussillon, comme dans les années soixante-dix ou, comme maintenant, en s'appuyant sur l'arc méditerranéen que constituent les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, avec la nôtre ?» (84)

Carte 16

CARTE PACA + L.R. + MIDI PYRENEES

Un des intérêts de ces propositions est souvent, pour ceux qui les formulent, de se retrouver au centre géographique du nouveau territoire proposé. C'est cette logique qui prévaut dans la projection, en 2015, du «collectif Grand Sud» : «Les quatre régions du Sud ont su, sans fusionner, créer un collectif Grand Sud, sous la poussée de la base (élus, industriels). Nouvelle structure originale à la fois maison de commerce, syndicat d'intérêts communs, promoteur et ambassadeur, qui englobe une association de l'Atlantique à l'Adriatique, il reprend à son compte les projets abandonnés par l'Etat dans l'Europe confédérale élargie. Structure complexe mais efficace qui permet à Midi-Pyrénées de s'allier à d'autres régions comme la Catalogne et non de la combattre en vain. Ainsi, cela permet un branchement sur les grands axes sud-européens.» (82)

Carte 17  
+ Flèches  
→ Italie  
→ Espagne

CARTE A PARTIR DE 14.01.00

Dans notre tour de France, nous ne reviendrons pas sur les propositions des Méditerranéens, qui pensent plus en termes de fusion de régions que de structures superrégionales. Mais remontons la vallée du Rhône et retrouvons les interrogations des Auvergnats : «L'Europe de demain n'est plus celle des petites régions isolées, qui n'y auraient à vrai dire qu'une place bien modeste, mais l'heure est à l'Europe des grands ensembles. Ainsi, dans une perspective de concurrence entre les grandes régions européennes, ne faudrait-il pas envisager un vaste projet de coopération associant la région Auvergne à la région Rhône-Alpes dans une vaste entité Centre-Est où la diversité des aptitudes de chaque partenaire contribuerait à renforcer la position commune ?

Mais attention ! L'unité de l'Europe ne doit pas se produire pour autant par l'effacement de sa diversité !» Ils concluent : «Ayons l'ambition de nos espoirs !» (14) Ailleurs : «Pour valoriser la place de l'Auvergne en Europe, le Centre-Est français pourrait s'étirer vers la Suisse et l'Autriche, pouvant constituer un espace médian européen. Nous pourrions suggérer aux agglomérations du couloir rhodanien de se déconcentrer sur notre région qui fait figure de pays neuf.» (21)

ILLUSTRATION "Ayons l'ambition de nos espoirs" (03.01.00)

Dessin Marie Sauvestre (14)

CARTE AUVERGNE + RHONE ALPES

CARTE à partir de 03.04.01

Cette ouverture de l'Auvergne vers l'est recoupe des préoccupations que nous avons trouvées précédemment chez les Lyonnais, mais se distingue du projet de la grande région Massif central des jeunes Limousins.

Que proposent les régions de l'Est ? «Paris polarise un espace important, nous dit-on en Champagne-Ardenne, et un ensemble de relations au service de ses intérêts. Cet espace dépasse largement Reims jusqu'à la frontière belge, Troyes-Orléans au Sud et Rouen au Nord. Si la région du Nord-Pas-de-Calais a su se reconvertir et développer ses échanges avec l'Europe, elle a su redevenir une région à part entière. Il en est de même de la Lorraine et l'Alsace, qui ont su se reconvertir et s'adapter... L'espace français en revanche laisse un vide économique et politique entre le Sud de la France et le Nord. Cet espace est en difficulté. Charleville-Mézières, Reims, Troyes, Chaumont, Dijon, Besançon, Montbéliard-Belfort, c'est *le grand "C"*. Pour développer les Ardennes, il faudra que la région entre dans un projet régional et interrégional... Ce grand "C" devra devenir un passage entre les pays européens et la région parisienne.» (43)

C CARTE A PARTIR DE 07.03.01

«*Les pays du Nord sont ceux que la nature a le moins favorisés, mais l'intelligence et le travail de l'homme ont corrigé la nature et y ont produit des richesses.*» (Le Tour de France par deux enfants, G. Bruno) Le Grand Est est un puzzle qui s'étend sur l'Alsace, carrefour de la circulation européenne avec le Parlement européen à Strasbourg, sur la Lorraine, région en crise meurtrie par la déchéance de la sidérurgie, sur la Bourgogne, région aux richesses viticoles nombreuses et fructueuses située sur l'axe national Paris-Lyon, sur la Champagne-Ardenne, région céréalière et viticole florissante, et enfin sur la Franche-Comté, région verte mais aussi industrielle avec Peugeot et Alstom. Pour 2015, l'essor des communications devra entraîner un bond de l'activité

économique et industrielle. Le Grand Est devra montrer une image dynamique et écologique à l'Europe. Donc, il profitera pleinement de sa position de centre de l'Europe...» (47)

CARTE ALSACE + LORRAINE + BOURGOGNE + CHAMPAGNE ARDENNE

*Alliances transfrontalières*

Enfin des propositions sont plus graves pour l'unité de la République : aussi bien en France métropolitaine que dans l'océan Indien, se dessinent des stratégies d'alliances transfrontalières perçues comme un espace d'espérances.

Les jeunes du Nord, dans leur texte «Dessine-moi le Nouveau Nord Européen», considèrent judicieux de «réunir le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, les Ardennes et la Belgique : deux pôles industriels rassemblés, Lille-Bruxelles formant un contrepoids efficace à Paris et Londres. Etant donné que nous avons gardé le même nom, Nord, l'adjectif "Nouveau" était nécessaire pour marquer les changements qui s'y opèrent. Et "Européen", car la Belgique est un pays européen et le Nord-Pas-de-Calais est un carrefour important pour l'Europe ; la réunion est donc ouverte à l'Europe. De grands changements en perspective attendent notre région dans les quelques années à venir : marquée par une totale réorganisation géographique, industrielle, commerciale, donnant d'elle une nouvelle image... Mais une telle alliance franco-belge pourrait bien déterminer le début de la civilisation européenne, privilégiant cette citoyenneté européenne à l'appartenance à une nation précise.» (87)

CARTE NORDPASDECALAIS + PICARDIE + ARDENNES + FLÈCHE VERS BELGIQUE

Dans la même lignée, sur les frontières nord-est : «Une vaste région Sar/Lor/Lux centrée sur une métropole internationale Nancy-Metz/Luxembourg/Sarrebruck. La Lorraine dans cet ensemble garde, et c'est fondamental pour nous, sa spécificité française.» (75)

CARTE FLECHES VERS LUXEMBOURG + ALLEMAGNE

Des lycéens d'Aquitaine se projettent 2015 en termes de région «Europatlantic Sud», appuyée sur Bordeaux et Bilbao, jusqu'à Porto : «Elle développe des relations privilégiées avec des pôles organisateurs complémentaires : la région Poitou-Charentes, Nantes, notre partenaire du littoral atlantique, et Toulouse et sa région. Notre force est d'avoir su recréer et imposer un centre de gravité européen qui puisse concurrencer la fameuse banane de l'Europe du Nord-Ouest, chère à nos livres de géographie de 1992. Un regard sur la carte témoigne de la position privilégiée de notre région, à égale distance de trois grandes capitales – Paris, Madrid,

Carte 90

Carte 81 + Picardie + Belgique

Carte 77

d'où faire partir les flèches?

Londres -, reliée avec les grands pôles de développement de l'Europe rhénane et de l'Europe de la Méditerranée.»<sup>(12)</sup>

CARTE A PARTIR 02.02.01

je n'ai pas le dossier!

Dans le Sud-Est, nous n'avons rien sur la liaison entre Gênes et Nice, mais ceci est probablement dû aux lycées qui ont concouru.

Enfin, ces stratégies d'alliances se retrouvent dans l'océan Indien, aussi bien à la Réunion qu'à Mayotte : «*La Réunion et l'île Maurice* sont complémentaires : Maurice île basse ; Réunion île haute. L'île Maurice offre un tourisme de plage, la Réunion un tourisme de montagne. Maurice développe des activités de main-d'œuvre (textile, électronique), La Réunion développe des activités de services (technopole, technologie, minitel...). Toutes deux seront des plaques tournantes aériennes, mais avec des buts différents : Maurice pour le tourisme balnéaire ou le tourisme d'affinité (Inde), La Réunion pour le tourisme d'affinité (la France) et surtout pour les relations technologiques avec l'Europe ou d'autres pays. Ainsi La Réunion devient la technopole de la zone et avec Maurice elles deviennent le centre de la zone océan Indien ouest. Autour de ce centre, deux périphéries : une périphérie de proximité, largement demandeuse : Madagascar, Comores, Rodrigues, Seychelles ; une périphérie éloignée, qui s'ouvrira de plus en plus sur ce centre proche.»<sup>(145)</sup>

CARTE REPRENDRE CARTE 23.01.00

«Mayotte dans une communauté ou une *fédération des îles de l'océan Indien* en 2015. Dans un monde où les échanges sont essentiels et planétaires, mais aussi dans un monde où les crises sont nombreuses et graves dans les Etats (en Yougoslavie aujourd'hui ou à Madagascar depuis 1991) et entre Etats voisins (Irak-Koweït ou République islamique des Comores-Mayotte), le citoyen, le géographe, l'économiste, l'homme politique se rendent compte qu'il est nécessaire de créer des réseaux, des contrats, des ensembles. Aussi nous proposons la naissance et la construction d'une communauté francophone des îles de l'océan Indien dans laquelle Mayotte et La Réunion seraient deux têtes de pont de l'Europe intégrée dans l'océan Indien.»<sup>(150)</sup>

reprendre ILLUSTRATION NB 27.01.00 pas besoin de carte<sup>(150)</sup>

De l'ensemble de ces positionnements, il ressort plusieurs grandes questions territoriales, qui ne sont pas à proprement parler une surprise, mais pour lesquelles la République n'a peut-être pas toujours su trouver des réponses adéquates :

- Tout d'abord, l'espace méridional français, de Bordeaux à Nice, se sent, quelles que soient les solutions proposées, en position de passage entre les mondes méditerranéens et l'Europe du Nord.

- Au Nord, la frontière ne semble pas avoir grand sens, si ce n'est celui des succès ou échecs militaires. Ainsi, l'alliance entre la Wallonie, Bruxelles, le Nord et le Pas-de-Calais semble aux jeunes un retour normal à un ordre des choses qui n'aurait peut-être jamais dû cesser d'être.

- L'espace Massif central est un casse-tête. Doit-on l'éclater en le reliant aux régions puissantes de sa périphérie ? Doit-on lui donner par la taille un poids qu'il n'a plus par la démographie ? La question est ici celle de l'unité de cette zone fortement marquée par la désertification. On y sent poindre une stratégie commune pour penser sa spécificité d'espace largement délaissé en matière productive mais sans doute pas en termes de réservoir d'eau, de forêts, de certaines activités agricoles spécifiques et surtout de tourisme. Dans ces domaines, il apparaît à l'inverse comme une région à conquérir.

- L'ensemble Bourgogne-Franche-Comté n'a pas un sentiment très net de ses frontières et se sent un peu mal à l'aise entre des zones d'identité forte : l'Alsace, les Ardennes, le Rhône et le Bassin parisien.

- Enfin, les terres du lointain de l'espace français désirent des alliances régionales qui leur permettent à la fois de compter plus pour la métropole et pour l'Europe, mais aussi de trouver des modes d'intégration dans leur environnement particulier. C'est entre ces deux stratégies qu'elles peuvent aujourd'hui penser leur avenir.

Pour finir le tour de ces réflexions, les jeunes Parisiens et Franciliens sont dans leur ensemble largement favorables à des politiques de déconcentration et à une limitation du développement de la région parisienne, ainsi d'ailleurs qu'à une relative réduction de son influence sur le territoire national. En fait, il paraît, pour les Parisiens comme pour les provinciaux, que la compétition européenne nécessite des puissances régionales de tailles relativement homogènes. Ainsi, les Franciliens, en prônant un rééquilibrage entre Paris et la province, estiment en fait que, ce faisant, une France des régions serait plus forte en Europe et qu'à terme, Paris même en profiterait. Une multiplicité de représentants dynamiques permettrait que les sollicitations se détournent de la capitale. En complément, les jeunes provinciaux réclament que Paris cesse de tenir une position aussi hégémonique pour qu'ils puissent, dans leurs régions, disposer de la responsabilité de leur destin.

En définitive, l'ensemble des logiques de réorganisations spatiales et de redécoupages sont portées par deux principes : d'une part, des alliances en France mais contre le centre, d'autre part des alliances transfrontalières qui sont d'une certaine

- Au Nord, la frontière ne semble pas avoir grand sens, si ce n'est celui des succès ou échecs militaires. Ainsi, l'alliance entre la Wallonie, Bruxelles, le Nord et le Pas-de-Calais semble aux jeunes un retour normal à un ordre des choses qui n'aurait peut-être jamais dû cesser d'être.

- L'espace Massif central est un casse-tête. Doit-on l'éclater en le reliant aux régions puissantes de sa périphérie ? Doit-on lui donner par la taille un poids qu'il n'a plus par la démographie ? La question est ici celle de l'unité de cette zone fortement marquée par la désertification. On y sent poindre une stratégie commune pour penser sa spécificité d'espace largement délaissé en matière productive mais sans doute pas en termes de réservoir d'eau, de forêts, de certaines activités agricoles spécifiques et surtout de tourisme. Dans ces domaines, il apparaît à l'inverse comme une région à conquérir.

- L'ensemble Bourgogne-Franche-Comté n'a pas un sentiment très net de ses frontières et se sent un peu mal à l'aise entre des zones d'identité forte : l'Alsace, les Ardennes, le Rhône et le Bassin parisien.

- Enfin, les terres du lointain de l'espace français désirent des alliances régionales qui leur permettent à la fois de compter plus pour la métropole et pour l'Europe, mais aussi de trouver des modes d'intégration dans leur environnement particulier. C'est entre ces deux stratégies qu'elles peuvent aujourd'hui penser leur avenir.

Pour finir le tour de ces réflexions, les jeunes Parisiens et Franciliens sont dans leur ensemble largement favorables à des politiques de déconcentration et à une limitation du développement de la région parisienne, ainsi d'ailleurs qu'à une relative réduction de son influence sur le territoire national. En fait, il paraît, pour les Parisiens comme pour les provinciaux, que la compétition européenne nécessite des puissances régionales de tailles relativement homogènes. Ainsi, les Franciliens, en prônant un rééquilibrage entre Paris et la province, estiment en fait que, ce faisant, une France des régions serait plus forte en Europe et qu'à terme, Paris même en profiterait. Une multiplicité de représentants dynamiques permettrait que les sollicitations se détournent de la capitale. En complément, les jeunes provinciaux réclament que Paris cesse de tenir une position aussi hégémonique pour qu'ils puissent, dans leurs régions, disposer de la responsabilité de leur destin.

En définitive, l'ensemble des logiques de réorganisations spatiales et de redécoupages sont portées par deux principes : d'une part, des alliances en France mais contre le centre, d'autre part des alliances transfrontalières qui sont d'une certaine

- Au Nord, la frontière ne semble pas avoir grand sens, si ce n'est celui des succès ou échecs militaires. Ainsi, l'alliance entre la Wallonie, Bruxelles, le Nord et le Pas-de-Calais semble aux jeunes un retour normal à un ordre des choses qui n'aurait peut-être jamais dû cesser d'être.

- L'espace Massif central est un casse-tête. Doit-on l'éclater en le reliant aux régions puissantes de sa périphérie ? Doit-on lui donner par la taille un poids qu'il n'a plus par la démographie ? La question est ici celle de l'unité de cette zone fortement marquée par la désertification. On y sent poindre une stratégie commune pour penser sa spécificité d'espace largement délaissé en matière productive mais sans doute pas en termes de réservoir d'eau, de forêts, de certaines activités agricoles spécifiques et surtout de tourisme. Dans ces domaines, il apparaît à l'inverse comme une région à conquérir.

- L'ensemble Bourgogne-Franche-Comté n'a pas un sentiment très net de ses frontières et se sent un peu mal à l'aise entre des zones d'identité forte : l'Alsace, les Ardennes, le Rhône et le Bassin parisien.

- Enfin, les terres du lointain de l'espace français désirent des alliances régionales qui leur permettent à la fois de compter plus pour la métropole et pour l'Europe, mais aussi de trouver des modes d'intégration dans leur environnement particulier. C'est entre ces deux stratégies qu'elles peuvent aujourd'hui penser leur avenir.

Pour finir le tour de ces réflexions, les jeunes Parisiens et Franciliens sont dans leur ensemble largement favorables à des politiques de déconcentration et à une limitation du développement de la région parisienne, ainsi d'ailleurs qu'à une relative réduction de son influence sur le territoire national. En fait, il paraît, pour les Parisiens comme pour les provinciaux, que la compétition européenne nécessite des puissances régionales de tailles relativement homogènes. Ainsi, les Franciliens, en prônant un rééquilibrage entre Paris et la province, estiment en fait que, ce faisant, une France des régions serait plus forte en Europe et qu'à terme, Paris même en profiterait. Une multiplicité de représentants dynamiques permettrait que les sollicitations se détournent de la capitale. En complément, les jeunes provinciaux réclament que Paris cesse de tenir une position aussi hégémonique pour qu'ils puissent, dans leurs régions, disposer de la responsabilité de leur destin.

En définitive, l'ensemble des logiques de réorganisations spatiales et de redécoupages sont portées par deux principes : d'une part, des alliances en France mais contre le centre, d'autre part des alliances transfrontalières qui sont d'une certaine

manière le prolongement des précédentes voire, dans certains cas, une appréciation des réalités transfrontalières. Nous sommes au cœur d'un des débats sur le devenir de l'État-nation et sur la place de ce modèle unique dans l'Europe en voie de formation.



## Conclusion : L'espace comme levier d'action

Les jeunes ne se sont pas privés d'exprimer, tant dans leurs "synthèses" et que dans leurs redécoupages, ce qui apparaît comme les grandes clés de l'avenir : une remise en question des rapports hiérarchiques entre les espaces, un questionnement sur les frontières et une remise en cause du centralisme français.

Ainsi apparaît la spécificité de leurs regards par rapport à leurs parents et aux décideurs actuels. Comment auraient été développés ces thèmes à la fin des années soixante : "logique à court terme du capitalisme", course aux profits, exploitation des travailleurs... ? Tous ces arguments ont disparu. Les analyses sociales suscitent d'ailleurs peu d'intérêt.

Par contre, d'autres types d'analyse émergent : en termes de poids relatif des différents lieux, de communications de proximité ou de grands axes structurants, en termes de masses démographiques critiques, d'alliances de régions et de réseaux de villes, de la place relative de la nature face à l'urbanisation et à l'agriculture. Comme nous l'avons montré, foisonnent les projets d'ensembles fondés sur une unité unificatrice, Méditerranée, Saône ou Rhône, façade atlantique, plaines du Nord ou grand Est.

Au-delà de l'enjeu du concours d'idées, qui donnait explicitement la priorité du spatial sur le social, l'espace est perçu comme le grand organisateur des clivages, qui met en marge ou au centre, qui permet l'espérance ou plonge dans la nuit. Les déséquilibres et les concurrences découlent de cette lecture en termes d'espace. Aussi les lycéens en appellent-ils à une nouvelle distribution des activités économiques et sociales dans l'espace pour une nouvelle harmonie. L'ouverture de voies de communication, l'éradication des banlieues le dégagement des rues de l'automobile, le partage du monde rural entre parcs, forêts et agriculture, comme le dérangement de frontières intérieures ou extérieures sont toutes actions à entreprendre car elles touchent les difficultés de la société, ou pour le moins une grande part d'entre elles.

Ainsi la période précédente est confondue avec sa matérialité, avec ses traces, comme si celles-ci avaient été le but recherché. La nouvelle période doit être celle d'une bonne administration, motivée par une solidarité locale dans un monde européen ouvert et acentrique. Les futures traces à bâtir feront vivre les hommes dans un cadre apte à l'harmonie et à la justice sous le couvert de la *Pax europæana*, qui réfère clairement à "l'âge d'or" de l'empire romain. Seulement, cette fois-ci, ce n'est plus une ville qui impose son ordre et sa paix, ce sont les régions d'Europe, librement associées

par le gré d'États, aux statuts ici imprécis, qui créent cette situation.

D'une certaine façon, c'est une vision géographique de la société qui prévaut sur une vision historique. C'est l'avènement d'une culture de l'environnement — qui est souvent le nouveau mot pour dire la chose —, au sens où le dessin de l'espace organise les hommes et induit leurs valeurs et leurs comportements. Cette culture est antinomique à la fois du centralisme, qui éloigne le citoyen de ce qui l'entoure en légitimant d'en haut ce qui se construit et se décide, mais aussi du découpage communal : celui-ci morcelle l'espace en petites entités peu perceptibles pour la vitesse de l'homme actuel. Le "pays" au sens provençal du terme, le réseau et surtout la région apparaissent donc comme l'échelle de territoire d'aujourd'hui. Celle-ci a changé, avec le téléphone et la voiture, alors que l'organisation des pouvoirs continue à fonctionner comme au temps où les prêtres allaient à pieds dans leurs paroisses et les envoyés du préfet à cheval dans leurs départements. Les jeunes veulent une spatialité refondue à la taille des outils actuels de déplacement et de communication.

Mais cette nouvelle territorialité ne doit en aucun cas faire table rase du passé. Le temps de l'homme nouveau est achevé ; nous revenons à un homme de racines et d'authenticité qui pourra même, souvent, se servir du regard étranger pour se conforter dans son originalité et la qualité de son patrimoine. Seulement cet homme de racines réorganise son espace en s'appuyant sur les techniques qu'il a inventées et construites depuis un siècle : il est prêt à faire enfin "la nuit du 4 août du monde du cheval" et à reprendre le canevas établi à la fin du XVIIIe siècle. Il doit chercher à articuler la densité des lieux, la rationalité et l'identité des territoires avec la gestion générale, fonctionnelle et technique des espaces.

Cette société "spatialisée" et reterritorialisée prend d'autant plus de place que la logique économique est relativement peu questionnée en tant que telle. Il n'empêche qu'il y a là une inflexion intéressante de la lecture du fait de société, une remontée des territoires de la modernité, qu'on aurait sans doute tort de négliger. Sans doute même les jeunes sont-ils en avance sur nombre de nos décideurs et ont-ils déjà en partie accepté que la sphère économique soit fortement planétarisée ; partant, le rôle des politiques a implicitement changé de nature : bâtisseurs de contre-pouvoirs, organisateurs de l'accumulation du savoir et de la beauté, gestionnaires des moyens de la séduction des hommes et des entreprises, mais moins maîtres et possesseurs de l'économie.

Finalement, cette génération, de 93, n'a-t-elle pas profondément intégré le message de 89, un jour à Berlin, comme, il y a deux siècles, une autre génération de 93 avait intégré un autre message de 89 ?

## CONCLUSION : DEJA DEMAIN

«La fin du XX<sup>e</sup> siècle a tourné pour l'Aquitaine une page décisive : notre région a su, grâce à une politique dynamique, tirer parti de ses atouts. Elle est devenue un élément fondamental de l'Europe et, sans rien renier de son identité, elle a su adapter son économie aux impératifs du XXI<sup>e</sup> siècle.»<sup>(7)</sup>

«Nous pouvons envisager, dans le domaine de la recherche médicale, la découverte de vaccins contre les maladies incurables (sida, cancer). L'espérance de vie atteint 112 ans pour les femmes, 110 pour les hommes.»<sup>(47)</sup>

«Un avenir où la "*pax europeana*" aura remplacé les menaces ruineuses des conflits. Comme au temps de la paix romaine, qui avait été le premier âge d'or pour Burdigala et Tolosa.»<sup>(11)</sup>

«Un point cependant nous préoccupe beaucoup (en Champagne-Ardenne, on est réaliste !) : comment financer ce nouvel élan, comment "amorcer la pompe" ? Là s'arrête notre imagination et commence celle des élus...»<sup>(40)</sup>

«Nous avons tous envie de vivre mieux mais pas différemment. Nous avons envie d'avoir tout, tout de suite, sans rien sacrifier. Nous avons réalisé que l'aménagement de la vie future était l'affaire de spécialistes... Nous avons vu l'imbrication des problèmes mais ne savons pas dénouer les difficultés.»<sup>(136)</sup>

Ces dernières citations illustrent à la fois l'espérance en l'avenir et le sens des réalités que l'on a trouvés tout au long de ce livre. L'utopie est caressée sans être envahissante. On aura bien vu qu'il n'est pas possible de mettre de l'ordre dans ce vaste *brainstorming*. Il fallait lui laisser son foisonnement et ses limites, les enthousiasmes et les peurs qu'il brasse. Reste à le garder en mémoire car ce regard et ces propositions des jeunes sont comme un miroir que la nouvelle génération renvoie aux adultes. Un reflet de l'air du temps et des préoccupations des responsables mais renvoyé sous forme d'un message radical, dégagé du poids des contraintes et du sentiment des permanences – voire parfois des renoncements –, qui sont le privilège et le handicap de la maturité. Une image nourrie des valeurs montantes, nouvelles, dans lesquelles les jeunes trouvent leur particularité, leur espace de différences mais aussi l'ouverture de leur futur pouvoir.

Cette approche par la "fonction miroir", comme dirait Michel Marié, s'applique aussi pour les "manques" des analyses, et en particulier pour le volontarisme économique et le peu de développements rencontrés sur les mutations structurelles de

l'emploi et du tissu industriel. Là, les jeunes hésitent parce que la société hésite.

Ainsi on ne saurait faire trop dire à cette démarche générale et à cet ouvrage. L'ensemble est d'abord le résultat d'une initiation à une géographie de la société et une quête, vue au travers de la loupe déformante de la jeunesse, de ce qui est perçu comme décisif pour le "déjà demain". C'est plus la dynamique des questions qui est à retenir que celle des réponses. De surcroît, ce livre n'est pas le fruit d'un sondage systématique, il est à la fois plus et moins que cela. Plus parce qu'il y a eu élaboration démocratique des messages, enquêtes, discussion avec des acteurs d'autres générations, débats dans les classes, puis un nouveau travail des projets sélectionnés sur la base de l'ensemble des travaux effectués. Mais, à l'inverse, il est moins représentatif car il émane seulement de classes volontaires et, parmi les jeunes de cette génération, uniquement de ceux qui sont arrivés jusqu'en classe de première. La classe d'âge y est donc partielle, relativement privilégiée et en partie autosélectionnée.

Notre travail ne résulte pas d'une analyse complète et exhaustive. Il est le fruit de deux mois de lecture de plusieurs centaines de dossiers de 20 à 100 pages (jusqu'à 300 exceptionnellement) et de la sélection de ce qui nous a paru le plus marquant. Il est donc clair, comme nous l'avons annoncé au début, que nous avons sélectionné suivant *notre* lecture et non suivant des catégories systématiques et quantifiables. Il s'agit donc d'un voyage au pays des lycéens fait avec un guide directif, une lecture en miroir d'un travail de miroir.

Cela dit, par jeu, et pour relativiser une partie des propos, reprenons un moment notre comparaison avec la France d'il y a deux siècles. Qu'auraient dit les jeunes de 1793, l'année terrible, si on les avait interrogés sur 1815 ? Qu'auraient-ils espéré au-delà de la conjoncture tragique de l'époque ? Quelles visions auraient été les leurs des transformations agraires, de l'organisation du territoire, de l'Europe déjà qui grondait aux portes de la patrie ? Et n'oublions pas le rapport entre le prévu et l'advenu.

Sans doute alors la pression girondine se serait fait sentir – la vague "anticentraliste" aurait peut-être soulevé plus de débats mais elle n'aurait pas été faible. La demande spécifique de la Bretagne aurait été plus radicale – les Bretons ne parlent-ils pas aujourd'hui de duché (quoiqu'avec un duc élu), même s'il faut y voir un certain humour ? Les Corses n'auraient-ils pas mis en Napoléon l'espoir qu'ils reportent aujourd'hui sur l'Europe ? Un siècle avant le félibrige, le Sud n'aurait-il pas déjà affirmé l'unité de sa mer et

l'emploi et du tissu industriel. Là, les jeunes hésitent parce que la société hésite.

Ainsi on ne saurait faire trop dire à cette démarche générale et à cet ouvrage. L'ensemble est d'abord le résultat d'une initiation à une géographie de la société et une quête, vue au travers de la loupe déformante de la jeunesse, de ce qui est perçu comme décisif pour le "déjà demain". C'est plus la dynamique des questions qui est à retenir que celle des réponses. De surcroît, ce livre n'est pas le fruit d'un sondage systématique, il est à la fois plus et moins que cela. Plus parce qu'il y a eu élaboration démocratique des messages, enquêtes, discussion avec des acteurs d'autres générations, débats dans les classes, puis un nouveau travail des projets sélectionnés sur la base de l'ensemble des travaux effectués. Mais, à l'inverse, il est moins représentatif car il émane seulement de classes volontaires et, parmi les jeunes de cette génération, uniquement de ceux qui sont arrivés jusqu'en classe de première. La classe d'âge y est donc partielle, relativement privilégiée et en partie autosélectionnée.

Notre travail ne résulte pas d'une analyse complète et exhaustive. Il est le fruit de deux mois de lecture de plusieurs centaines de dossiers de 20 à 100 pages (jusqu'à 300 exceptionnellement) et de la sélection de ce qui nous a paru le plus marquant. Il est donc clair, comme nous l'avons annoncé au début, que nous avons sélectionné suivant *notre* lecture et non suivant des catégories systématiques et quantifiables. Il s'agit donc d'un voyage au pays des lycéens fait avec un guide directif, une lecture en miroir d'un travail de miroir.

Cela dit, par jeu, et pour relativiser une partie des propos, reprenons un moment notre comparaison avec la France d'il y a deux siècles. Qu'auraient dit les jeunes de 1793, l'année terrible, si on les avait interrogés sur 1815 ? Qu'auraient-ils espéré au-delà de la conjoncture tragique de l'époque ? Quelles visions auraient été les leurs des transformations agraires, de l'organisation du territoire, de l'Europe déjà qui grondait aux portes de la patrie ? Et n'oublions pas le rapport entre le prévu et l'advenu.

Sans doute alors la pression girondine se serait fait sentir – la vague "anticentraliste" aurait peut-être soulevé plus de débats mais elle n'aurait pas été faible. La demande spécifique de la Bretagne aurait été plus radicale – les Bretons ne parlent-ils pas aujourd'hui de duché (quoiqu'avec un duc élu), même s'il faut y voir un certain humour ? Les Corses n'auraient-ils pas mis en Napoléon l'espoir qu'ils reportent aujourd'hui sur l'Europe ? Un siècle avant le félibrige, le Sud n'aurait-il pas déjà affirmé l'unité de sa mer et

le Nord ne se serait-il pas déjà tourné vers ce qui n'était pas encore la Belgique ?

Ainsi, en toile de fond de ce que nous avons rencontré, il y a une sorte de permanence, qui fait sans doute partie du "génie français", de la conception de l'unité nationale et des attractions réciproques et respectives des régions, soumises chacune à des voisinages et des impératifs géographiques propres. Cette permanence ne doit toutefois pas masquer les évidents changements ni surtout qu'entre-temps de nombreux thèmes auraient été vus différemment : nous avons plutôt affaire à un phénomène de retour lié à la réorganisation des catégories spatiales.

Si nous poursuivons notre parallèle entre périodes, mais en nous rapprochant dans le temps, en recherchant ne fût-ce que les thèmes qui firent l'actualité il y a un quart de siècle, nous allons mieux saisir cette fois les mutations. Rappelons-nous les revendications sociales d'alors : l'exigence féministe, une demande de meilleure considération des personnes âgées et surtout le rêve autogestionnaire auraient probablement dominé, en plus de la pression anticentraliste exprimée ; l'Europe commençait à émerger et le tiers-mondisme était puissant. Bien de ces revendications ont été pour partie satisfaites en nourrissant peu à peu les réformes des années soixante-dix et quatre-vingt.

Aujourd'hui donc émerge un ensemble de revendications et de propositions tournées vers l'impératif environnemental et urbain, vers une meilleure intégration de la formation dans le développement social et économique, vers une remise sur l'ouvrage des structures et des fonctions des différents niveaux de pouvoir, vers quelques grands axes structurants. Elles sont constitutives d'une nouvelle espérance de l'harmonie, sortie du champ de la lutte des classes pour découvrir celui de la lutte des territoires.

Peut-être plus encore que ce qui est dit, est-ce en dernier ressort cette structure de la culture politique de la jeune génération que nous retiendrons. Elle s'exprime dans une dialectique entre ordre et désordre, entre équilibre et déséquilibres, appuyée sur des lectures en termes de centre et de périphéries qui réfèrent beaucoup plus à une culture horizontale de la société qu'à son ancien ordre vertical. L'exclusion comme le pouvoir sont d'abord spatialisés ; les politiques à mettre en œuvre sont certes des politiques de redistribution, mais de redistribution d'espaces et de fonctions dans l'espace. L'organisation sociale est pensée à partir du spatial, qui cesse d'être d'abord, comme nous l'avons dit, le lieu des hiérarchies sociales pour devenir largement un espace hiérarchique en soi.

le Nord ne se serait-il pas déjà tourné vers ce qui n'était pas encore la Belgique ?

Ainsi, en toile de fond de ce que nous avons rencontré, il y a une sorte de permanence, qui fait sans doute partie du "génie français", de la conception de l'unité nationale et des attractions réciproques et respectives des régions, soumises chacune à des voisinages et des impératifs géographiques propres. Cette permanence ne doit toutefois pas masquer les évidents changements ni surtout qu'entre-temps de nombreux thèmes auraient été vus différemment : nous avons plutôt affaire à un phénomène de retour lié à la réorganisation des catégories spatiales.

Si nous poursuivons notre parallèle entre périodes, mais en nous rapprochant dans le temps, en recherchant ne fût-ce que les thèmes qui firent l'actualité il y a un quart de siècle, nous allons mieux saisir cette fois les mutations. Rappelons-nous les revendications sociales d'alors : l'exigence féministe, une demande de meilleure considération des personnes âgées et surtout le rêve autogestionnaire auraient probablement dominé, en plus de la pression anticentraliste exprimée ; l'Europe commençait à émerger et le tiers-mondisme était puissant. Bien de ces revendications ont été pour partie satisfaites en nourrissant peu à peu les réformes des années soixante-dix et quatre-vingt.

Aujourd'hui donc émerge un ensemble de revendications et de propositions tournées vers l'impératif environnemental et urbain, vers une meilleure intégration de la formation dans le développement social et économique, vers une remise sur l'ouvrage des structures et des fonctions des différents niveaux de pouvoir, vers quelques grands axes structurants. Elles sont constitutives d'une nouvelle espérance de l'harmonie, sortie du champ de la lutte des classes pour découvrir celui de la lutte des territoires.

Peut-être plus encore que ce qui est dit, est-ce en dernier ressort cette structure de la culture politique de la jeune génération que nous retiendrons. Elle s'exprime dans une dialectique entre ordre et désordre, entre équilibre et déséquilibres, appuyée sur des lectures en termes de centre et de périphéries qui réfèrent beaucoup plus à une culture horizontale de la société qu'à son ancien ordre vertical. L'exclusion comme le pouvoir sont d'abord spatialisés ; les politiques à mettre en œuvre sont certes des politiques de redistribution, mais de redistribution d'espaces et de fonctions dans l'espace. L'organisation sociale est pensée à partir du spatial, qui cesse d'être d'abord, comme nous l'avons dit, le lieu des hiérarchies sociales pour devenir largement un espace hiérarchique en soi.

Dans un tel modèle, détruire des banlieues, favoriser la rurbanisation, les petites villes et les villes nouvelles devient un moyen d'éradication de l'exclusion et de réouverture de l'espérance, et ce avant le fait qu'un tel grand chantier a l'avantage par ailleurs – et c'est bien repéré – de donner du travail. Parallèlement, aérer l'espace des villes, contrôler l'usage des voitures, créer des ceintures vertes et des parcs en zone rurale vise à atteindre à une société moins tendue, moins stressée, à la taille de l'homme et de ses attentes, pour un homme plus heureux donc moins conflictuel.

De cette façon, nous ne sommes plus dans le modèle hiérarchique de la superstructure qui domine l'infrastructure, où l'attention devait être portée aux hiérarchies économiques et à l'organisation des hommes. Nous sommes dans une logique du cadre de la vie sociale, du développement à plat du fait social et économique ; libre ensuite à chaque homme d'organiser son territoire propre et rhizomatique au sein de ce bornage équilibré.

Si l'on accepte que cette mise à plat et, par elle, l'harmonie fonctionnelle qu'on y recherche soient la base de la société émergente, on perçoit mieux que, ici en tout cas, l'enjeu écologique ne soit pas un plus sectoriel aux secteurs traditionnels mais bien une nouvelle logique du regard et de l'action à partir desquels doivent être réorganisées les stratégies des acteurs privés et publics. C'est au fond la conviction explicite qui jaillit de l'ensemble de ces travaux.

Alors les visions géographiques de recomposition de la France qui s'y expriment, dans les grandes masses et dans les détails, dans le national et l'Europe, voire l'international, prennent un sens profond de rééquilibrage des lectures historiques et géographiques qui traversent notre monde. Le petit pas de préséance que prennent aujourd'hui le géographe et l'environnement sur l'historique et le social apparaît comme un retour après une phase d'hégémonie de l'histoire, vers une présence des lieux des cultures et des formes.

Il s'agirait là d'un mouvement en profondeur de notre période, de la phase présente de la modernité, même si les conflits qui y sont sous-jacents ou latents ne doivent pas être minorés. Mais s'engager dans une réflexion sur la nature, la forme et la visibilité de ces conflits nous entraînerait hors du cadre de ce travail, car chez les lycéens les conflits sont peu perceptibles, comme si nous étions sortis des périodes historiques sismiques pour une phase de craquements et de microtensions. Mais ici encore l'image qu'ils nous renvoient est bien celle de notre société et de notre monde, celle de la fin des blocs, du primat de l'individu sur le collectif et

Dans un tel modèle, détruire des banlieues, favoriser la rurbanisation, les petites villes et les villes nouvelles devient un moyen d'éradication de l'exclusion et de réouverture de l'espérance, et ce avant le fait qu'un tel grand chantier a l'avantage par ailleurs – et c'est bien repéré – de donner du travail. Parallèlement, aérer l'espace des villes, contrôler l'usage des voitures, créer des ceintures vertes et des parcs en zone rurale vise à atteindre à une société moins tendue, moins stressée, à la taille de l'homme et de ses attentes, pour un homme plus heureux donc moins conflictuel.

De cette façon, nous ne sommes plus dans le modèle hiérarchique de la superstructure qui domine l'infrastructure, où l'attention devait être portée aux hiérarchies économiques et à l'organisation des hommes. Nous sommes dans une logique du cadre de la vie sociale, du développement à plat du fait social et économique ; libre ensuite à chaque homme d'organiser son territoire propre et rhizomatique au sein de ce bornage équilibré.

Si l'on accepte que cette mise à plat et, par elle, l'harmonie fonctionnelle qu'on y recherche soient la base de la société émergente, on perçoit mieux que, ici en tout cas, l'enjeu écologique ne soit pas un plus sectoriel aux secteurs traditionnels mais bien une nouvelle logique du regard et de l'action à partir desquels doivent être réorganisées les stratégies des acteurs privés et publics. C'est au fond la conviction explicite qui jaillit de l'ensemble de ces travaux.

Alors les visions géographiques de recomposition de la France qui s'y expriment, dans les grandes masses et dans les détails, dans le national et l'Europe, voire l'international, prennent un sens profond de rééquilibrage des lectures historiques et géographiques qui traversent notre monde. Le petit pas de préséance que prennent aujourd'hui le géographe et l'environnement sur l'historique et le social apparaît comme un retour après une phase d'hégémonie de l'histoire, vers une présence des lieux des cultures et des formes.

Il s'agirait là d'un mouvement en profondeur de notre période, de la phase présente de la modernité, même si les conflits qui y sont sous-jacents ou latents ne doivent pas être minorés. Mais s'engager dans une réflexion sur la nature, la forme et la visibilité de ces conflits nous entraînerait hors du cadre de ce travail, car chez les lycéens les conflits sont peu perceptibles, comme si nous étions sortis des périodes historiques sismiques pour une phase de craquements et de microtensions. Mais ici encore l'image qu'ils nous renvoient est bien celle de notre société et de notre monde, celle de la fin des blocs, du primat de l'individu sur le collectif et

donc de la difficulté à lire les fronts de conflits et les lieux des heurts et du mouvement social.

Alors domine l'image du cocon, de l'espace protégé par son équilibre et son harmonie, de l'espace de pouvoir suffisamment massif et proche à la fois pour faire enceinte face aux lointains et aux dangers. Les conflits disparaissent derrière les demandes de sécurité, derrière l'espérance d'une saine gestion – "et ici nous nous en remettons aux politiques". N'est-ce pas encore ce que fait notre société où l'insécurité extérieure ou intérieure, personnelle ou professionnelle, domine, personne ou presque n'osant plus revendiquer pour lui ? Le partage du travail, ce n'est pas pour travailler moins mais pour lutter contre le chômage, la protection de l'environnement, c'est pour les générations futures... Seulement la nouvelle génération veut un territoire cocon à l'échelle de la modernité, celle d'un monde organisé autour d'un local élargi dans une perspective continentale renforcée.

Ecouter ce que disent les lycéens, du moins tel que nous avons tenté de le transmettre, c'est ni plus ni moins "gagner du temps sur le temps" en anticipant aujourd'hui ce que pour l'essentiel ils feront dans vingt ans. Leur expression est un appel à la réforme par la remise profonde sur l'ouvrage de la spatialité héritée du passé lointain mais aussi du passé très proche ; un appel à la réforme dans une société qui a besoin de points de repère et qui les choisit généralement dans les lieux. Cela dit, ne sous-estimons pas les risques du rêve d'un cocon, où le "cocooning" prend le pas sur les réalités, car négliger les tensions montantes, oublier le rôle dynamique des conflits sociaux et en appeler aux valeurs des particularismes porte en soi une demande d'ordre et une espérance de sécurité fortes.

Où est alors l'espace du risque et de l'aventure ? Comment s'expriment les demandes et les droits des plus démunis ? Comment, finalement, demeurent vivantes les tensions sociales face à la nouvelle domination des espaces ? Sous-estimer ces questions conduirait à accepter le retour du géographique pour la fin de l'histoire, ce qui mène bien souvent à des régimes autoritaires, car n'y règne qu'une vérité, et à des conflits de voisinage, car l'identité y redevient par trop locale. Or, dans le travail des lycéens et, là encore, ils sont un fantastique miroir de la société générale, il est plus fait appel à la compétence qu'à la dynamique démocratique des conflits pour opérer les transformations espérées. En refermant ce livre, ne perdons pas de vue cette perception et les conséquences qu'elle comporte pour le présent et pour le futur.

donc de la difficulté à lire les fronts de conflits et les lieux des heurts et du mouvement social.

Alors domine l'image du cocon, de l'espace protégé par son équilibre et son harmonie, de l'espace de pouvoir suffisamment massif et proche à la fois pour faire enceinte face aux lointains et aux dangers. Les conflits disparaissent derrière les demandes de sécurité, derrière l'espérance d'une saine gestion – "et ici nous nous en remettons aux politiques". N'est-ce pas encore ce que fait notre société où l'insécurité extérieure ou intérieure, personnelle ou professionnelle, domine, personne ou presque n'osant plus revendiquer pour lui ? Le partage du travail, ce n'est pas pour travailler moins mais pour lutter contre le chômage, la protection de l'environnement, c'est pour les générations futures... Seulement la nouvelle génération veut un territoire cocon à l'échelle de la modernité, celle d'un monde organisé autour d'un local élargi dans une perspective continentale renforcée.

Ecouter ce que disent les lycéens, du moins tel que nous avons tenté de le transmettre, c'est ni plus ni moins "gagner du temps sur le temps" en anticipant aujourd'hui ce que pour l'essentiel ils feront dans vingt ans. Leur expression est un appel à la réforme par la remise profonde sur l'ouvrage de la spatialité héritée du passé lointain mais aussi du passé très proche ; un appel à la réforme dans une société qui a besoin de points de repère et qui les choisit généralement dans les lieux. Cela dit, ne sous-estimons pas les risques du rêve d'un cocon, où le "cocooning" prend le pas sur les réalités, car négliger les tensions montantes, oublier le rôle dynamique des conflits sociaux et en appeler aux valeurs des particularismes porte en soi une demande d'ordre et une espérance de sécurité fortes.

Où est alors l'espace du risque et de l'aventure ? Comment s'expriment les demandes et les droits des plus démunis ? Comment, finalement, demeurent vivantes les tensions sociales face à la nouvelle domination des espaces ? Sous-estimer ces questions conduirait à accepter le retour du géographique pour la fin de l'histoire, ce qui mène bien souvent à des régimes autoritaires, car n'y règne qu'une vérité, et à des conflits de voisinage, car l'identité y redevient par trop locale. Or, dans le travail des lycéens et, là encore, ils sont un fantastique miroir de la société générale, il est plus fait appel à la compétence qu'à la dynamique démocratique des conflits pour opérer les transformations espérées. En refermant ce livre, ne perdons pas de vue cette perception et les conséquences qu'elle comporte pour le présent et pour le futur.

Annexe  
A l'origine, "une découverte, un concours d'idées"

A la suite de leurs travaux de recherche sur la prospective des territoires, la DATAR et la Commission des Communautés européennes (DG XVI) ont souhaité consulter les jeunes de 16 à 18 ans, élèves de première dans les lycées, sur leur vision de l'aménagement du territoire. En s'associant au Ministère de l'Éducation nationale, à celui des Affaires européennes et avec le concours du celui de l'Environnement, les partenaires ont voulu sensibiliser les jeunes à la gestion de l'espace et susciter des propositions susceptibles d'enrichir la préparation des prochains contrats de plan entre l'État et les régions (1994-1998). Les professeurs d'histoire-géographie des classes de première ont intégré dans leur enseignement les éléments de prospective qui leur étaient fournis pour appuyer une réflexion générale sur l'aménagement du territoire.

Près de 450 classes volontaires, appartenant à 365 lycées, ont présenté, sous la forme de rapports, leur vision originale de l'avenir de leur région à l'horizon 2015. Leurs dossiers ont été sélectionnés par des jurys régionaux, coprésidés par le préfet et le recteur d'Académie et réunissant les secrétaires généraux pour les Affaires régionales (SGAR), des fonctionnaires et des universitaires, à raison de six en moyenne par région. A l'occasion de forums régionaux, les classes retenues ont eu à élire à leur tour le projet qu'elles estimaient digne de concourir au niveau national. Les 27 dossiers sélectionnés ont ensuite été enrichis et complétés par leurs auteurs qui avaient pour tâche d'intégrer les propositions des autres classes candidates.

Le forum national, placé sous le haut patronage de Monsieur le Président de la République et de Monsieur le Président de la Commission des Communautés européennes, leur a permis d'exposer, en présence de nombreuses personnalités, leur conception d'un avenir souhaitable et leur vision de l'aménagement de la France de l'an 2015. Les classes participantes ont élu les meilleurs projets régionaux présentés :

- Lycée Émile-Zola, Châteaudun, Centre
- Lycée Xavier-Marmier, Pontarlier, Franche-Comté
- Lycée Félix-Éboué, Cayenne, Guyane
- Lycée Saint-Jean-Baptiste-de-la Salle, Avignon, Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Lycée Jeanne-Hachette, Beauvais, Picardie
- Lycée Saint-Genès, Bordeaux, Aquitaine

Annexe  
A l'origine, "une découverte, un concours d'idées"

A la suite de leurs travaux de recherche sur la prospective des territoires, la DATAR et la Commission des Communautés européennes (DG XVI) ont souhaité consulter les jeunes de 16 à 18 ans, élèves de première dans les lycées, sur leur vision de l'aménagement du territoire. En s'associant au Ministère de l'Éducation nationale, à celui des Affaires européennes et avec le concours du celui de l'Environnement, les partenaires ont voulu sensibiliser les jeunes à la gestion de l'espace et susciter des propositions susceptibles d'enrichir la préparation des prochains contrats de plan entre l'État et les régions (1994-1998). Les professeurs d'histoire-géographie des classes de première ont intégré dans leur enseignement les éléments de prospective qui leur étaient fournis pour appuyer une réflexion générale sur l'aménagement du territoire.

Près de 450 classes volontaires, appartenant à 365 lycées, ont présenté, sous la forme de rapports, leur vision originale de l'avenir de leur région à l'horizon 2015. Leurs dossiers ont été sélectionnés par des jurys régionaux, coprésidés par le préfet et le recteur d'Académie et réunissant les secrétaires généraux pour les Affaires régionales (SGAR), des fonctionnaires et des universitaires, à raison de six en moyenne par région. A l'occasion de forums régionaux, les classes retenues ont eu à élire à leur tour le projet qu'elles estimaient digne de concourir au niveau national. Les 27 dossiers sélectionnés ont ensuite été enrichis et complétés par leurs auteurs qui avaient pour tâche d'intégrer les propositions des autres classes candidates.

Le forum national, placé sous le haut patronage de Monsieur le Président de la République et de Monsieur le Président de la Commission des Communautés européennes, leur a permis d'exposer, en présence de nombreuses personnalités, leur conception d'un avenir souhaitable et leur vision de l'aménagement de la France de l'an 2015. Les classes participantes ont élu les meilleurs projets régionaux présentés :

- Lycée Émile-Zola, Châteaudun, Centre
- Lycée Xavier-Marmier, Pontarlier, Franche-Comté
- Lycée Félix-Éboué, Cayenne, Guyane
- Lycée Saint-Jean-Baptiste-de-la Salle, Avignon, Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Lycée Jeanne-Hachette, Beauvais, Picardie
- Lycée Saint-Genès, Bordeaux, Aquitaine

Les élèves des classes lauréates ont été récompensés par des voyages en Europe.

Les élèves des classes lauréates ont été récompensés par des voyages en Europe.

1	ALSACE	L. Montaigne	Mulhouse	68
2	ALSACE	L. de Ribeauvillé	Ribeauvillé	68
3	ALSACE	L. Jean-Monnet	Strasbourg	67
4	ALSACE	L. Kléber	Strasbourg	67
5	AQUITAINE	L. Stendhal	Aiguillon	47
6	AQUITAINE	L. Maine-de-Biran	Bergerac	24
7	AQUITAINE	L. Le-Mirail	Bordeaux	33
8	AQUITAINE	L. Montesquieu	Bordeaux	33
9	AQUITAINE	L. Saint-Genès	Bordeaux	33
10	AQUITAINE	Institution Saint-Joseph	Dax	40
11	AQUITAINE	L. de La Réole	La Réole	33
12	AQUITAINE	L. F.-Daguin	Mérignac	33
13	AQUITAINE	Institution Saint-Joseph	Périgueux	24
14	AUVERGNE	L. Blaise-Pascal	Ambert	63
15	AUVERGNE	L. Lafayette	Brioude	43
16	AUVERGNE	L. Sainte-Thècle	Chamalières	63
17	AUVERGNE	L. Blaise-Pascal	Clermont-Ferrand	63
18	AUVERGNE	L. Ambroise-Brugière	Clermont-Ferrand	63
19	AUVERGNE	L. technique Sidoine-Apollinaire	Clermont-Ferrand	63
20	AUVERGNE	L. polyvalent d'Issoire	Issoire	63
21	AUVERGNE	L. Charles-et-Adrien-Dupuy	Le Puy en Velay	63
22	AUVERGNE	L. Marmontel	Mauriac	15
23	BOURGOGNE	L. Wittmer	Charolles	71
24	BOURGOGNE	L. Les-Marc-d'Or	Dijon	21
25	BOURGOGNE	L. Jean-Jaurès	Le Creusot	71
26	BOURGOGNE	L. Lavoisier	Le Creusot	71
27	BOURGOGNE	L. Lamartine	Mâcon	71
28	BOURGOGNE	L. Henri-Parriat	Montceau les Mines	71
29	BOURGOGNE	L. Raoul-Follereau	Nevers	58
30	BRETAGNE	L. Jules-Lesven	Brest	29
31	BRETAGNE	Collège-lycée privé Les-Cordeliers	Dinan	22
32	BRETAGNE	Institut Saint-Jean-Bosco	Lanrodec	22
33	BRETAGNE	L. Kéraoul	Paimpol	22
34	BRETAGNE	L. Notre-Dame-de-la-Paix	Ploemeur	56
35	BRETAGNE	L. Saint-Gabriel	Pont l'Abbé	29
36	BRETAGNE	L. Brizeux	Quimper	29
37	BRETAGNE	L. Freyssinet	Saint-Brieuc	22
38	BRETAGNE	L. Bertrand-d'Argentré	Vitré	35
39	CENTRE	L. Émile-Zola	Chateaudun	28
40	CHAMPAGNE-ARDENNE	L. Chanzy	Charleville-Mézières	08
41	CHAMPAGNE-ARDENNE	L. Sainte-Marie	Epernay	51
42	CHAMPAGNE-ARDENNE	L. Les-Franchises	Langres	52
43	CHAMPAGNE-ARDENNE	L. Jean-Moulin	Revin	08
44	CHAMPAGNE-ARDENNE	L. Marie-de-Champagne	Troyes	10
45	CORSE	L. Laetitia	Ajaccio	20
46	CORSE	L. Jeanne-d'Arc	Bastia	20
47	FRANCHE-COMTE	L. Notre-Dame	Belfort	90
48	FRANCHE-COMTE	L. Charles-Nodier	Dole	
49	FRANCHE-COMTE	L. Jean-Michel	Lons-le-Saunier	39
50	FRANCHE-COMTE	L. Xavier-Marmier	Pontarlier	25
51	ILE-DE-FRANCE	L. Romain-Rolland	Argenteuil	95

1	ALSACE	L. Montaigne	Mulhouse	68
2	ALSACE	L. de Ribeaupillé	Ribeaupillé	68
3	ALSACE	L. Jean-Monnet	Strasbourg	67
4	ALSACE	L. Kléber	Strasbourg	67
5	AQUITAINE	L. Stendhal	Aiguillon	47
6	AQUITAINE	L. Maine-de-Biran	Bergerac	24
7	AQUITAINE	L. Le-Mirail	Bordeaux	33
8	AQUITAINE	L. Montesquieu	Bordeaux	33
9	AQUITAINE	L. Saint-Genès	Bordeaux	33
10	AQUITAINE	Institution Saint-Joseph	Dax	40
11	AQUITAINE	L. de La Réole	La Réole	33
12	AQUITAINE	L. F.-Daguin	Mérignac	33
13	AQUITAINE	Institution Saint-Joseph	Périgueux	24
14	AUVERGNE	L. Blaise-Pascal	Ambert	63
15	AUVERGNE	L. Lafayette	Brioude	43
16	AUVERGNE	L. Sainte-Thècle	Chamalières	63
17	AUVERGNE	L. Blaise-Pascal	Clermont-Ferrand	63
18	AUVERGNE	L. Ambroise-Brugière	Clermont-Ferrand	63
19	AUVERGNE	L. technique Sidoine-Apollinaire	Clermont-Ferrand	63
20	AUVERGNE	L. polyvalent d'Issoire	Issoire	63
21	AUVERGNE	L. Charles-et-Adrien-Dupuy	Le Puy en Velay	63
22	AUVERGNE	L. Marmontel	Mauriac	15
23	BOURGOGNE	L. Wittmer	Charolles	71
24	BOURGOGNE	L. Les-Marcs-d'Or	Dijon	21
25	BOURGOGNE	L. Jean-Jaurès	Le Creusot	71
26	BOURGOGNE	L. Lavoisier	Le Creusot	71
27	BOURGOGNE	L. Lamartine	Mâcon	71
28	BOURGOGNE	L. Henri-Parriat	Montceau les Mines	71
29	BOURGOGNE	L. Raoul-Follereau	Nevers	58
30	BRETAGNE	L. Jules-Lesven	Brest	29
31	BRETAGNE	Collège-lycée privé Les-Cordeliers	Dinan	22
32	BRETAGNE	Institut Saint-Jean-Bosco	Lanrodec	22
33	BRETAGNE	L. Kéraoul	Paimpol	22
34	BRETAGNE	L. Notre-Dame-de-la-Paix	Ploemeur	56
35	BRETAGNE	L. Saint-Gabriel	Pont l'Abbé	29
36	BRETAGNE	L. Brizeux	Quimper	29
37	BRETAGNE	L. Freyssinet	Saint-Brieuc	22
38	BRETAGNE	L. Bertrand-d'Argentré	Vitré	35
39	CENTRE	L. Émile-Zola	Chateaudun	28
40	CHAMPAGNE-ARDENNE	L. Chanzy	Charleville-Mézières	08
41	CHAMPAGNE-ARDENNE	L. Sainte-Marie	Epernay	51
42	CHAMPAGNE-ARDENNE	L. Les-Franchises	Langres	52
43	CHAMPAGNE-ARDENNE	L. Jean-Moulin	Revin	08
44	CHAMPAGNE-ARDENNE	L. Marie-de-Champagne	Troyes	10
45	CORSE	L. Laetitia	Ajaccio	20
46	CORSE	L. Jeanne-d'Arc	Bastia	20
47	FRANCHE-COMTE	L. Notre-Dame	Belfort	90
48	FRANCHE-COMTE	L. Charles-Nodier	Dole	
49	FRANCHE-COMTE	L. Jean-Michel	Lons-le-Saunier	39
50	FRANCHE-COMTE	L. Xavier-Marmier	Pontarlier	25
51	ILE-DE-FRANCE	L. Romain-Rolland	Argenteuil	95

52	ILE-DE-FRANCE	L. Jeanne-d'Arc	Colombes	92
53	ILE-DE-FRANCE	L. Galilée	Combs-la-Ville	77
54	ILE-DE-FRANCE	L. Geoffroy-Saint-Hilaire	Etampes	91
55	ILE-DE-FRANCE	L. de Gennevilliers	Gennevilliers	92
56	ILE DE FRANCE	L. André-Malraux	Montereau-Faut-Yonne	77
57	ILE-DE-FRANCE	L. Saint-François-d'Assise	Montigny-le-Bretonneux	78
58	ILE-DE-FRANCE	L. Olympe-de-Gouges	Noisy-le-Sec	93
59	ILE-DE-FRANCE	L. Gabriel-Fauré	Paris	75
60	ILE-DE-FRANCE	L. Jean-Vilar	Plaisir	78
61	LANGUEDOCROUSSILLON	L. Jean-Durand	Castelnaudary	11
62	LANGUEDOCROUSSILLON	L. Louis-Feuillade	Lunel	34
63	LANGUEDOCROUSSILLON	L. Jean-Monnet	Montpellier	34
64	LANGUEDOCROUSSILLON	L. Joffre	Montpellier	34
65	LANGUEDOCROUSSILLON	L. Docteur-Lacroix	Narbonne	11
66	LANGUEDOCROUSSILLON	L. Renouvier	Prades	66
67	LIMOUSIN	L. technique hôtelier Marguerite-Bahuet	Brive	19
68	LIMOUSIN	L. Pierre-Bourdan	Guéret	23
69	LIMOUSIN	L. Raymond-Lœwy	La Souterraine	23
70	LIMOUSIN	L. Gay-Lussac	Limoges	87
71	LIMOUSIN	L. Léonard-Limosin	Limoges	87
72	LIMOUSIN	L. Suzanne-Valadon	Limoges	87
73	LIMOUSIN	L. d'ens. professionnel agricole	Magnal-Laval	87
74	LORRAINE	L. régional Claude-Gellée	Epinal	
75	LORRAINE	L. Georges-de-la-Tour	Metz	57
76	LORRAINE	L. Henri-Poincaré	Nancy	54
77	LORRAINE	L. technologique L.-Hanzelet	Pont-à-Mousson	
78	LORRAINE	L. Julie-Daubié	Rombas	57
79	LORRAINE	L. Stanislas	Villers-les-Nancy	54
80	MIDI PYRENEES	L. professionnel	Aubin	12
81	MIDI PYRENEES	L. Jeanne-d'Arc	Figeac	46
82	MIDI-PYRENEES	Lycée polyvalent	Gourdon	46
83	MIDI PYRENEES	L. Pierre-d'Aragon	Muret	31
84	MIDI PYRENEES	L. du Couserans	Saint-Girons	09
85	NORD PAS DE CALAIS	Centre scolaire Saint-Paul	Lille	59
86	NORD-PAS-DE-CALAIS	L. Gambetta	Arras	62
87	NORD PAS DE CALAIS	L. St-Jacques	Hazebrouck	59
88	NORD PAS DE CALAIS	L. Baudelaire	Roubaix	59
89	BASSE NORMANDIE	L. Emile-Littré	Avranches	50
90	BASSE NORMANDIE	L. Charles-de-Gaulle	Caen	14
91	BASSE-NORMANDIE	L. Notre-Dame	Flers	61
92	BASSE NORMANDIE	L. Julliot-de-la-Morandière	Granville	50
93	BASSE NORMANDIE	L. Jean-François-Millet	Octeville	50
94	BASSE NORMANDIE	L. Le-Bon-Sauveur	Saint-Lo	50
95	HAUTE NORMANDIE	L. professionnel	Bernay	27
96	HAUTE-NORMANDIE	L. Jean-Moulin	Les Andelys	27
97	HAUTE NORMANDIE	L. professionnel J. Bapiste Doret	Louviers	27
98	PAYS-DE-LA-LOIRE	L. Emmanuel-Mounier	Angers	49
99	PAYS-DE-LA-LOIRE	L. Mongazon	Angers	
100	PAYS-DE-LA-LOIRE	L. Saint-Joseph	La Roche-sur-Yon	85
101	PAYS-DE-LA-LOIRE	L. Champblanc	Le Longeron	49
102	PAYS-DE-LA-LOIRE	L. Savary-de-Mauléon	Les Sables-d'Orne	85

52	ILE-DE-FRANCE	L. Jeanne-d'Arc	Colombes	92
53	ILE-DE-FRANCE	L. Galilée	Combs-la-Ville	77
54	ILE-DE-FRANCE	L. Geoffroy-Saint-Hilaire	Etampes	91
55	ILE-DE-FRANCE	L. de Gennevilliers	Gennevilliers	92
56	ILE DE FRANCE	L. André-Malraux	Montereau-Faut-Yonne	77
57	ILE-DE-FRANCE	L. Saint-François-d'Assise	Montigny-le-Bretonneux	78
58	ILE-DE-FRANCE	L. Olympe-de-Gouges	Noisy-le-Sec	93
59	ILE-DE-FRANCE	L. Gabriel-Fauré	Paris	75
60	ILE-DE-FRANCE	L. Jean-Vilar	Plaisir	78
61	LANGUEDOCROUSSILLON	L. Jean-Durand	Castelnaudary	11
62	LANGUEDOCROUSSILLON	L. Louis-Feuillade	Lunel	34
63	LANGUEDOCROUSSILLON	L. Jean-Monnet	Montpellier	34
64	LANGUEDOCROUSSILLON	L. Joffre	Montpellier	34
65	LANGUEDOCROUSSILLON	L. Docteur-Lacroix	Narbonne	11
66	LANGUEDOCROUSSILLON	L. Renouvier	Prades	66
67	LIMOUSIN	L. technique hôtelier Marguerite-Bahuet	Brive	19
68	LIMOUSIN	L. Pierre-Bourdan	Guéret	23
69	LIMOUSIN	L. Raymond-Lœwy	La Souterraine	23
70	LIMOUSIN	L. Gay-Lussac	Limoges	87
71	LIMOUSIN	L. Léonard-Limosin	Limoges	87
72	LIMOUSIN	L. Suzanne-Valadon	Limoges	87
73	LIMOUSIN	L. d'ens. professionnel agricole	Magnal-Laval	87
74	LORRAINE	L. régional Claude-Gellée	Epinal	
75	LORRAINE	L. Georges-de-la-Tour	Metz	57
76	LORRAINE	L. Henri-Poincaré	Nancy	54
77	LORRAINE	L. technologique L.-Hanzelet	Pont-à-Mousson	
78	LORRAINE	L. Julie-Daubié	Rombas	57
79	LORRAINE	L. Stanislas	Villers-les-Nancy	54
80	MIDI PYRENEES	L. professionnel	Aubin	12
81	MIDI PYRENEES	L. Jeanne-d'Arc	Figeac	46
82	MIDI-PYRENEES	Lycée polyvalent	Gourdon	46
83	MIDI PYRENEES	L. Pierre-d'Aragon	Muret	31
84	MIDI PYRENEES	L. du Couserans	Saint-Girons	09
85	NORD PAS DE CALAIS	Centre scolaire Saint-Paul	Lille	59
86	NORD-PAS-DE-CALAIS	L. Gambetta	Arras	62
87	NORD PAS DE CALAIS	L. St-Jacques	Hazebrouck	59
88	NORD PAS DE CALAIS	L. Baudelaire	Roubaix	59
89	BASSE NORMANDIE	L. Emile-Littré	Avranches	50
90	BASSE NORMANDIE	L. Charles-de-Gaulle	Caen	14
91	BASSE-NORMANDIE	L. Notre-Dame	Flers	61
92	BASSE NORMANDIE	L. Julliot-de-la-Morandière	Granville	50
93	BASSE NORMANDIE	L. Jean-François-Millet	Octeville	50
94	BASSE NORMANDIE	L. Le-Bon-Sauveur	Saint-Lo	50
95	HAUTE NORMANDIE	L. professionnel	Bernay	27
96	HAUTE-NORMANDIE	L. Jean-Moulin	Les Andelys	27
97	HAUTE NORMANDIE	L. professionnel J. Baptiste Dextre	Louviers	27
98	PAYS-DE-LA-LOIRE	L. Emmanuel-Mounier	Angers	49
99	PAYS-DE-LA-LOIRE	L. Mongazon	Angers	
100	PAYS-DE-LA-LOIRE	L. Saint-Joseph	La Roche-sur-Yon	85
101	PAYS-DE-LA-LOIRE	L. Champblanc	Le Longeron	49
102	PAYS-DE-LA-LOIRE	L. Savary-de-Mauléon	Les Sables-d'Olonne	85

103 PAYS-DE-LA-LOIRE	L. Clémenceau	Nantes	44
104 PICARDIE	L. Jeanne-Hachette	Beauvais	60
105 PICARDIE	L. Saint-Charles	Chauny	02
106 PICARDIE	L. Paul-Claudiel	Laon	02
107 PICARDIE	L. Henri-Martin	Saint-Quentin	02
108 PICARDIE	L. Saint-Jean-et-la-Croix	Saint-Quentin	02
109 POITOU CHARENTES	L. de Chef-Boutonne	Chef-Boutonne	79
110 POITOU CHARENTES	L. agricole L'Oisellerie	La Couronne	16
111 POITOU CHARENTES	L. de la Venise-Verte	Niort	79
112 POITOU CHARENTES	L. Jean-Macé	Niort	79
113 POITOU CHARENTES	L. Paul-Guérin	Niort	79
114 POITOU CHARENTES	L. professionnel Thomas-Jean-Main	Niort	79
115 POITOU CHARENTES	L. Ernest-Pérochon	Parthenay	79
116 POITOU-CHARENTES	L. Victor-Hugo	Poitiers	86
117 POITOU CHARENTES	L. Emile-Combes	Pons	17
118 POITOU CHARENTES	L. polyvalent de Royan	Royan	17
119 POITOU CHARENTES	L. Bellevue	Saintes	17
120 POITOU CHARENTES	L. Bernard-Palissy	Saintes	17
121 POITOU CHARENTES	L. prof. agricole de Thuré	Thure	86
122 PROV.-ALPES-COTE D'AZUR	L. du Sacré-Cœur	Aix-en-Provence	13
123 PROV.-ALPES-COTE D'AZUR	L. Louis-Pasteur	Avignon	84
124 PROV.-ALPES-COTE D'AZUR	L. SeJean-BaptistedelaSalle	Avignon	84
125 PROV.-ALPES-COTE D'AZUR	L. Jean-Aicard	Hyères	83
126 PROV.-ALPES-COTE D'AZUR	L. Michelelet	Marseille	13
127 PROV.-ALPES-COTE D'AZUR	L. Mendès-France	Vitrolles	13
128 RHONE ALPES	L. Jeanne-d'Arc	Albertville	73
129 RHONE ALPES	L. de Belley	Belley	01
130 RHONE ALPES	L. F.J.-Armorin	Crest	26
131 RHONE ALPES	L. international	Fernay-Voltaire	01
132 RHONE ALPES	L. Champollion	Grenoble	38
133 RHONE ALPES	L. Saint-André	Le Teil	07
134 RHONE ALPES	L. Déborde	Lyon	69
135 RHONE ALPES	L. du Parc	Lyon	69
136 RHONE ALPES	L. Notre-Dame-des-Minimes	Lyon	69
137 RHONE ALPES	L. Sacré-Cœur-des-Chartreux	Lyon	69
138 RHONE ALPES	L. du Sacré-Cœur	Privas	07
139 RHONE ALPES	L. Jules-Ferry	Roanne	42
140 RHONE ALPES	L. Saint-Paul	Roanne	42
141 RHONE-ALPES	L. Aristide-Bergès	Seyssinet	38
142 RHONE ALPES	L. Saint-Joseph	Thones	74
143 RHONE ALPES	L. Gabriel-Fauré	Tournon/Rhône	07
144 RHONE ALPES	L. Notre-Dame-des-Victoires	Voiron	38
145 LA REUNION	L. Roland-Garros	Le Tampon	Réu.
146 GUADELOUPE	L. polyvalent de Braimbridge	Braimbridge	Gua.
147 MARTINIQUE	L. Bellevue	Fort-de-France	Ma.
148 MARTINIQUE	L. Victor-Schœlcher	Fort-de-France	Ma.
149 GUYANE	L. Félix-Éboué	Cayenne	Guy.
150 MAYOTTE	L. de Mamoudzou	Mamoudzou	May.

103 PAYS-DE-LA-LOIRE	L. Clémenceau	Nantes	44
104 PICARDIE	L. Jeanne-Hachette	Beauvais	60
105 PICARDIE	L. Saint-Charles	Chauny	02
106 PICARDIE	L. Paul-Claudiel	Laon	02
107 PICARDIE	L. Henri-Martin	Saint-Quentin	02
108 PICARDIE	L. Saint-Jean-et-la-Croix	Saint-Quentin	02
109 POITOU CHARENTES	L. de Chef-Boutonne	Chef-Boutonne	79
110 POITOU CHARENTES	L. agricole L'Oisellerie	La Couronne	16
111 POITOU CHARENTES	L. de la Venise-Verte	Niort	79
112 POITOU CHARENTES	L. Jean-Macé	Niort	79
113 POITOU CHARENTES	L. Paul-Guérin	Niort	79
114 POITOU CHARENTES	L. professionnel Thomas-Jean-Main	Niort	79
115 POITOU CHARENTES	L. Ernest-Pérochon	Parthenay	79
116 POITOU-CHARENTES	L. Victor-Hugo	Poitiers	86
117 POITOU CHARENTES	L. Emile-Combes	Pons	17
118 POITOU CHARENTES	L. polyvalent de Royan	Royan	17
119 POITOU CHARENTES	L. Bellevue	Saintes	17
120 POITOU CHARENTES	L. Bernard-Palissy	Saintes	17
121 POITOU CHARENTES	L. prof. agricole de Thuré	Thure	86
122 PROV.-ALPES-COTE D'AZUR	L. du Sacré-Cœur	Aix-en-Provence	13
123 PROV.-ALPES-COTE D'AZUR	L. Louis-Pasteur	Avignon	84
124 PROV.-ALPES-COTE D'AZUR	L. St-Jean-Baptiste de la Sale	Avignon	84
125 PROV.-ALPES-COTE D'AZUR	L. Jean-Aicard	Hyères	83
126 PROV.-ALPES-COTE D'AZUR	L. Michelet	Marseille	13
127 PROV.-ALPES-COTE D'AZUR	L. Mendès-France	Vitrolles	13
128 RHONE ALPES	L. Jeanne-d'Arc	Albertville	73
129 RHONE ALPES	L. de Belley	Belley	01
130 RHONE ALPES	L. F.J.-Armorin	Crest	26
131 RHONE ALPES	L. international	Fernay-Voltaire	01
132 RHONE ALPES	L. Champollion	Grenoble	38
133 RHONE ALPES	L. Saint-André	Le Teil	07
134 RHONE ALPES	L. Déborde	Lyon	69
135 RHONE ALPES	L. du Parc	Lyon	69
136 RHONE ALPES	L. Notre-Dame-des-Minimes	Lyon	69
137 RHONE ALPES	L. Sacré-Cœur-des-Chartreux	Lyon	69
138 RHONE ALPES	L. du Sacré-Cœur	Privas	07
139 RHONE ALPES	L. Jules-Ferry	Roanne	42
140 RHONE ALPES	L. Saint-Paul	Roanne	42
141 RHONE-ALPES	L. Aristide-Bergès	Seyssinet	38
142 RHONE ALPES	L. Saint-Joseph	Thones	74
143 RHONE ALPES	L. Gabriel-Fauré	Tournon/Rhône	07
144 RHONE ALPES	L. Notre-Dame-des-Victoires	Voiron	38
145 LA REUNION	L. Roland-Garros	Le Tampon	Réu.
146 GUADELOUPE	L. polyvalent de Braimbridge	Braimbridge	Gua.
147 MARTINIQUE	L. Bellevue	Fort-de-France	Ma.
148 MARTINIQUE	L. Victor-Schœlcher	Fort-de-France	Ma.
149 GUYANE	L. Félix-Éboué	Cayenne	Guy.
150 MAYOTTE	L. de Mamoudzou	Mamoudzou	May.